EPSE 21B

Dossier de Déclaration au titre de la Loi sur l'Eau

Projet de parc photovoltaïque

Commune du Poiré-sur-Vie (85)



Rapport n°140322 Version 1 – février 2026

Projet suivi par Nicolas CONSORTI – 06.22.48.36.80 – nicolas.consorti@anteagroup.fr

www.anteagroup.fr/fr

Fiche signalétique

Dossier de Déclaration au titre de la Loi sur l'Eau
Projet de parc photovoltaïque
Commune du Poiré-sur-Vie (85)

CLIENT	SITE
EPSE 21B	Le Poiré-sur-Vie (85) (Projet SOL-440)
Julien BRODIER Directeur développement ENRIA 19 AV DE LA GRANDE ARMEE 75016 PARIS Tel: 06.80.04.56.89 jbr@enria.fr	

RAPPORT D'ANTEA GROUP	
Responsable du projet	Nicolas CONSORTI
Interlocuteur commercial	Nicolas CONSORTI
Implantation chargée du suivi du projet	Implantation d'Aubagne 04.42.08.70.70 secretariat.marseille@anteagroup.fr
Rapport n°	140322
Version n°	1
Votre commande et date	BDC250606 du 13 juin 2025
Projet n°	AUVP230008

	Nom	Fonction	Date
Rédaction	Lou-Salomé CONSTANT	Ingénieure d'étude	Février 2026
Approbation	Nicolas CONSORTI	Responsable d'activité	Février 2026

Suivi des modifications

Indice Version	Date de révision	Nombre de pages	Nombre d'annexes	Objet des modifications
0	Décembre 2025	94	2	Version provisoire
1	Février 2026	93	2	Version finale

Sommaire

1. Identification du demandeur 9
2. Résumé non technique 10
2.1. Présentation du projet 10
2.2. Rubriques concernées et contexte réglementaire 13
2.3. Etat initial 17
2.3.1. Milieu physique 17
2.3.2. Milieu naturel 17
2.3.3. Risques 18
2.4. Incidences potentielles du projet liées à l'eau et mesures correctives 19
2.5. Compatibilité avec les documents de référence 21
2.6. Moyens de surveillance, d'entretien et d'intervention prévus 21
3. Localisation du projet 22
4. Description du projet 24
4.1. Présentation du projet 24
4.2. Description des travaux 27
4.2.1. La phase chantier 27
4.2.2. La phase d'exploitation 28
4.2.3. La fin d'exploitation 28
5. Contexte réglementaire 29
5.1. Les grands principes de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) 29
5.1.1. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 29
5.1.1. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) 30
5.1.2. Contrat de milieu 31
5.1.3. Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) 31
5.1.4. Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) 32
5.2. Code de l'environnement 33
6. Etat initial 36
6.1. Milieu physique 36
6.1.1. Contexte climatique 36
6.1.2. Contexte géologique 38
6.1.3. Contexte topographique 39
6.1.4. Contexte hydrogéologique 40
6.1.5. Contexte hydrographique 43
6.2. Milieux naturels et paysagers 44

6.2.1. Zones naturelles remarquables....44
6.2.2. Zones humides....48
6.2.3. Trame verte et bleue....55
6.2.4. Diagnostic écologique....57
6.2.5. Occupation du sol....60
6.3. Risques naturels....61
6.3.1. Inondation....61
6.3.2. Remontée de nappe....61
6.3.3. Risque sismique....62
6.3.4. Cavités souterraines et mouvements de terrain....62
6.3.5. Retrait/gonflement des argiles....63
6.3.6. Radon....63
6.4. Risques technologiques....64
6.4.1. Installations classées....64
6.4.2. Transport de matières dangereuses (TMD)....64
6.4.3. Sites et sols pollués....64
7. Evaluation des incidences liées à l'eau....66
7.1. Incidences Natura 2000....66
7.2. Incidences potentielles sur les eaux souterraines....67
7.2.1. Phase travaux....67
7.2.2. Phase exploitation....67
7.3. Incidences potentielles sur les eaux superficielles....67
7.3.1. Phase travaux....68
7.3.2. Phase d'exploitation....68
7.4. Incidences sur le risque inondation....69
7.5. Incidences sur les zones humides....69
7.5.1. Phase travaux....69
7.5.2. Phase d'exploitation....70
7.5.3. Synthèse des incidences des zones humides....70
8. Mesures correctives ou compensatoires envisagées pour réduire les effets du projet....71
8.1. Mesures correctives de la zone Natura 2000....72
8.2. Mesures correctives des eaux souterraines....72
8.2.1. Phase travaux....72
8.2.2. Phase opérationnelle....73
8.3. Mesures correctives des eaux superficielles....73
8.3.1. Phase travaux....73
8.3.2. Phase opérationnelle....73
8.4. Mesures correctives du risque inondation....74

8.5. Mesures correctives des zones humides....74
8.5.1. Phase travaux....74
8.5.2. Phase opérationnelle....77
8.5.3. Mesure de compensation....79
9. Compatibilité avec les documents de référence....88
9.1. SDAGE Loire Bretagne 2022-2027....88
9.2. SAGE....89
9.3. Contrat de Milieu....89
9.4. PGRI Loire Bretagne 2022-2027....90
9.5. Schéma Régional de Cohérence Ecologique....91
9.6. Plan Local d'Urbanisme Intercommunale (PLUi)....91
10. Moyens de surveillance, d'entretien et d'intervention prévus....93

Table des Annexes

Annexe I : Volet Naturel et Paysager de l'Etude d'Impact – Aménagement d'un parc photovoltaïque au sol au Poiré-sur-Vie, EVINERUDE 2025

Annexe II : Dossier Loi sur l'Eau - Expertise préalable des zones humides pour une compensation environnementale – Aménagement d'un parc photovoltaïque au sol au Poiré-sur-Vie, EVINERUDE 2025

Table des figures

Figure 1 : Localisation du projet de parc photovoltaïque (*Fond de plan : Google Satellite / Carte papier 25 000ème*) 11
Figure 2 : Localisation du parc photovoltaïque et parcelles cadastrales concernées (*Source : Google Satellite, cadastre.gouv*) 11
Figure 3 : Plan masse du projet final – variante 3 (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP - ENRIA) 13
Figure 4 : Localisation du projet de parc photovoltaïque (*Fond de plan : Google Satellite / Carte papier 25 000ème*) 23
Figure 5 : Localisation du parc photovoltaïque et parcelles cadastrales concernées (*Source : Google Satellite, cadastre.gouv*) 23
Figure 6 : Plan masse du projet final – variante 3 (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP - ENRIA) 26
Figure 7 : Trame Verte et Bleue - SRCE des Pays de la Loire (Source : étude d'impact, juillet 2025 ANTEA GROUP) 33
Figure 8 : Normales mensuelles des températures minimales, maximales et moyennes en °C à La Roche sur Yon – Les Ajoncs (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP - Infoclimat) 36
Figure 9 : Normales mensuelles des précipitations à La Roche sur Yon – Les Ajoncs (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP - Infoclimat) 37
Figure 10 : Répartition mensuelle de la direction et de la force du vent à la station de l'Aérodrome de La Roche-sur-Yon. (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP - WindFinder) 37
Figure 11 : Coupe géologique du forage BSS001MGSB (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP) 39
Figure 12 : Contexte géologique de la zone d'étude du projet de centrale photovoltaïque (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP - BRGM) 39
Figure 13 : Topographie de la zone d'étude (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP) 40
Figure 14 : Localisation des ouvrages souterrains de la zone d'étude (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP) 41
Figure 15 : Captages AEP et périmètres de protection (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP) 42
Figure 16 : Contexte hydrologique à proximité de la zone d'étude (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP) 43
Figure 17 : Localisation du réseau Natura 2000 (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP – EVINERUDE) 44
Figure 18 : Localisation des ZNIEFF (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP – EVINERUDE) 46
Figure 19 : Représentation du profil pédologique n°3. Exemple du sondage n°10 50
Figure 20 : Représentation du profil pédologique n°4. Exemple du sondage n°13 50
Figure 21 : Représentation du profil pédologique n°5 : Exemple du sondage n°14 51
Figure 22 : Cartographie des zones humides selon les critères floristiques et pédologiques (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP – EVINERUDE) 54
Figure 23 : Extrait de la Trame verte et bleu du SCoT Yon et Vie (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP) 55
Figure 24: Trame Verte et Bleue du PLUi-H de la communauté de commune de Vie et Boulogne (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP) 56
Figure 25: Trames vertes et bleues locales (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP – EVINERUDE) 57
Figure 26 : Occupation du sol de la zone d'étude 60
Figure 27 : Exposition au retrait-gonflement des argiles (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP) 63

Figure 28: Vue de profil d'un pieu 68
Figure 29 : Trame Verte et Bleue 91

Table des tableaux

Tableau 1 : Caractéristiques du parc photovoltaïque du Poiré-sur-Vie 12
Tableau 2 : Rubriques concernées par la nomenclature Loi sur l'Eau des articles L214.1 et suivants du Code de l'Environnement 14
Tableau 3 : Synthèse des incidences du projet sur le milieu et mesures correctives associées 19
Tableau 4 : Caractéristiques du parc photovoltaïque du Poiré-sur-Vie 25
Tableau 5 : Orientations fondamentales du SDAGE Loire Bretagne 30
Tableau 6 : Objectifs du PGRI Loire Bretagne 32
Tableau 7 : Rubriques concernées par la nomenclature Loi sur l'Eau des articles L214.1 et suivants du Code de l'Environnement 34
Tableau 8 : Zones Natura 2000 à proximité de la zone d'étude 45
Tableau 9 : ZNIEFF à proximité de la zone d'étude 47
Tableau 10 : Synthèse des sondages pédologiques 51
Tableau 11 : Synthèse des habitats naturels et anthropiques observés dans la zone d'étude rapprochée (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP – EVINERUDE) 58
Tableau 12 : Synthèse des impacts bruts sur les zones humides identifiées au droit de la zone d'étude (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP – EVINERUDE) 70
Tableau 13 : Mesures prescrites dans l'étude d'impact, ANTEA GROUP 2025 71
Tableau 14 : Mesure de compensation C1 : Création du réseau de talus (source : DLE, 2025 EVINERUDE) 80
Tableau 15 : Mesure de compensation C2 : Creusement, reconnexion d'annexes hydrauliques et intervention sur rigoles et fossés (source : DLE, 2025 EVINERUDE) 81
Tableau 16 : Mesure de compensation C3 : Ensemencement d'un semi hygrophile (source : DLE, 2025 EVINERUDE) 83
Tableau 17 : Mesure de compensation C4 : Intervention sur les exutoires des fossés et drain (source : DLE, 2025 EVINERUDE) 84
Tableau 18 : Suivis écologiques à long terme (source : DLE, 2025 EVINERUDE) 86
Tableau 19 : Compatibilité du projet avec le SDAGE 88
Tableau 20 : Objectifs du SAGE Vie Jaunay 89
Tableau 21 : Objectifs du PGRI concernés par le projet 90

1. Identification du demandeur

Le présent dossier de déclaration au titre des articles L.214 et suivants du code de l'environnement est effectué par :

EPSE 21B

19 AV DE LA GRANDE ARMEE
75016 PARIS
N° de SIRET : 898 423 751 00020
N° de SIREN : 898 423 751

La société Antea Group, située Parc Napollon – Bât. C - 400 avenue du Passe-Temps, 13676 Aubagne, a été chargée d'établir le présent dossier de déclaration « Loi sur l'Eau » au titre du code Environnement.

2. Résumé non technique

2.1. Présentation du projet

Le présent projet consiste en la réalisation d'un parc agrivoltaïque qui permettra de transformer l'énergie électromagnétique engendrée par la radiation solaire en énergie électrique, et d'injecter cette électricité sur le réseau de distribution.

Le projet photovoltaïque s'implante en région Pays-de-la-Loire, dans le département de Vendée (85), sur la commune du Poiré-sur-Vie et sur une parcelle cadastrale.

La surface de la zone d'implantation potentielle du projet est de 7,73 ha. Les Figure 1 et Figure 2 localisent le projet.

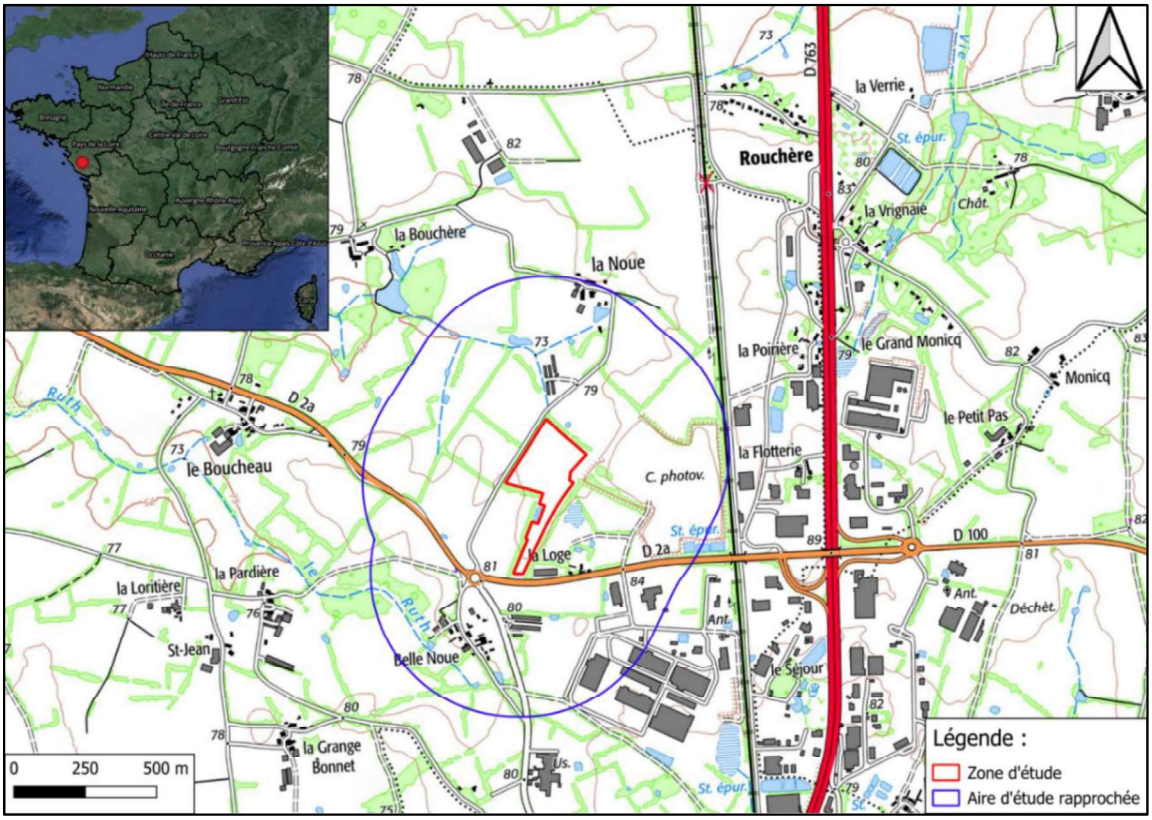


Figure 1 : Localisation du projet de parc photovoltaïque (*Fond de plan : Google Satellite / Carte papier 25 000ème*)

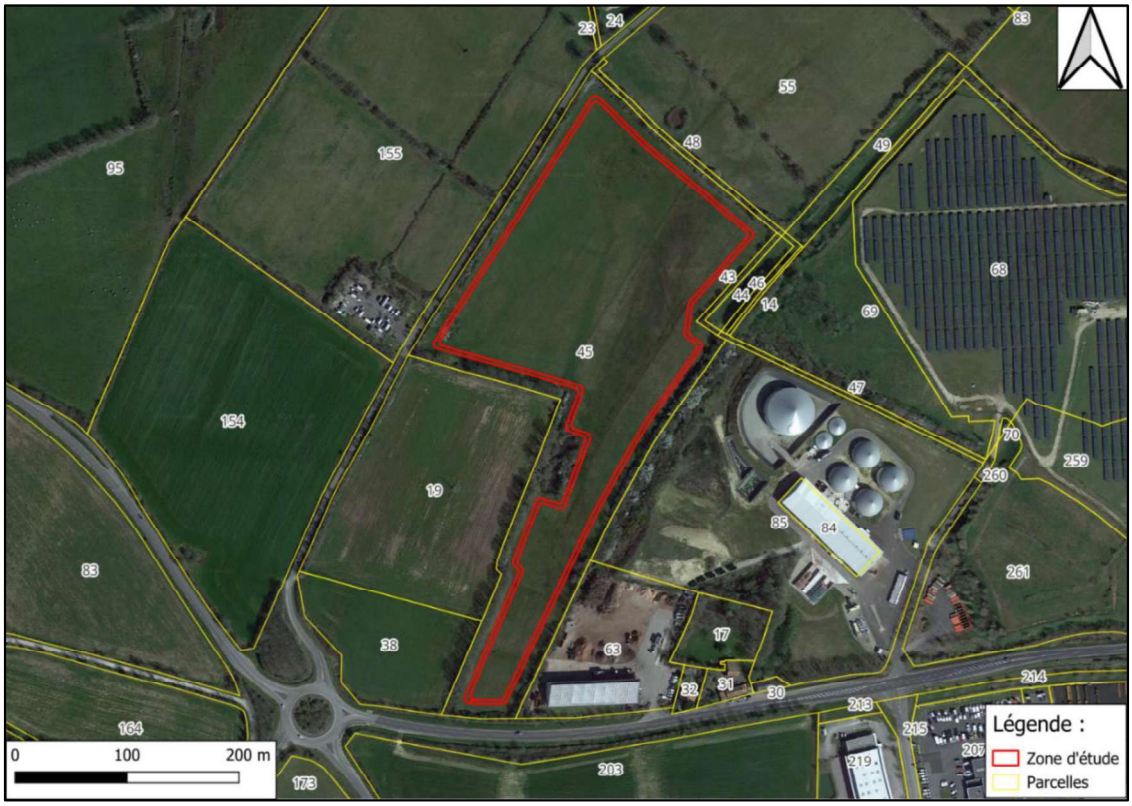


Figure 2 : Localisation du parc photovoltaïque et parcelles cadastrales concernées (*Source : Google Satellite, cadastre.gouv*)

Le **projet s'étendait initialement sur 7,73 ha** et a été réduit à **5,2 ha** au droit de parcelles agricoles, dont la surface réduite est clôturée. L'objectif du parc est d'atteindre une puissance totale d'environ **3,46 MWc,** pour une production envisagée de **4,45 GWh/an**, permettant d'éviter les émissions de 5 307 tonnes de CO2 par rapport au mix électrique français, hors importations.

Les éléments constitutifs du parc photovoltaïque sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Caractéristiques du parc photovoltaïque du Poiré-sur-Vie

Puissance crête installée (MWc)	3,46 MWc[1].
Production annuelle estimée (MWh/an)	4 450 MWh/an
Technologie des modules	monocristallin / bi-face – bi-verre
Dimension d'un panneau	1,998 m²
Nombre de panneaux	7 696
Nombre de tables	241 tables de type 2V16 (32 panneaux)
Type de table	2 portrait
Nombre de panneaux par tables	2 x 16 modules
Surface du terrain d'implantation initiale (ha)	Environ 7,73
Emprise de la zone clôturée retenue (ha)	5,2
Longueur de clôture (m)	Environ 900 ml – 2 m de hauteur
Aires de retournement	/
Hauteur maximale des structures	3,02 m
Hauteur min par rapport au sol	2,4 m
Inclinaison des structures	10 °
Distance entre l'arrière et l'avant de deux lignes de structures	4,50 m
Nombre de postes de livraison	1
Nombre de postes de conversion	0 Le poste de livraison servira aussi de poste de transformation
Nombre de citernes lutte incendie	1 de 60 m³

[1] Le Watt crête (Wc) correspond à la puissance électrique que peut délivrer une cellule, un module ou un champ sous des conditions optimales et standardisées d'ensoleillement (1000 W/m²) et de température (25°C).



Figure 3 : Plan masse du projet final – variante 3 (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP - ENRIA)

De par sa nature, une installation photovoltaïque ne génère pas de gaz à effet de serre durant son fonctionnement. Elle ne produit aucun déchet dangereux, ni aucun fluide et n'émet pas de contaminant.

Afin de définir l'incidence du projet sur le milieu naturel et de présenter les mesures d'évitements, de réduction et de compensation, **une étude d'impact a été réalisée en 2025 par ANTEA GROUP.**

Le présent rapport constitue le Dossier de déclaration du projet au titre de la Loi sur l'Eau (DLE) et s'inscrit dans la continuité de l'étude d'impact concernant l'étude des incidences du projet et de ces mesures correctives sur le volet eau.

2.2. Rubriques concernées et contexte réglementaire

Les articles L214.1 et suivants du Code de l'Environnement soumettent au régime *d'autorisation ou de déclaration* les projets d'installations, d'ouvrages, de travaux ou d'activités ayant une certaine incidence sur le milieu aquatique superficiel et/ou souterrain.

Le projet de création de parc photovoltaïque est concerné par les rubriques suivantes :

Tableau 2 : Rubriques concernées par la nomenclature Loi sur l'Eau des articles L214.1 et suivants du Code de l'Environnement

Rubrique		***Régime***	***Justification***	***Projet soumis à***
n°	***Intitulé***			
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	*Déclaration*	Aucune création d'ouvrage destiné à la surveillance ou au prélèvement des eaux souterraines.	***Non concerné***
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L.211-2, ont prévu l'abaissement des seuils :	Capacité supérieure ou égale à 8 m^3/h *Autorisation* Dans les autres cas *Déclaration*	Aucun prélèvement d'eau dans le milieu naturel.	***Non concerné***
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	Supérieure ou égale à 20 ha : *Autorisation* Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : *Déclaration*	La surface totale imperméabilisée comptabilisée est d'environ 85,02 m^2 Poste de livraison (24,3 m^2) et la citerne d'eau (59,2 m^2) La surface liée aux pieux de support des tables photovoltaïques (environ 1,52 m^2 pour 1443 pieux avec 0,00105 m^2 par pieux) Les pistes ne seront pas imperméabilisées.	***Non classé***

Rubrique		Régime	Justification	Projet soumis à
n°	Intitulé			
2.2.3.0	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets réglementés au titre des autres rubriques de la présente nomenclature ou de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511-9, le flux total de pollution, le cas échéant avant traitement, étant supérieur ou égal au niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent	*Déclaration*	Aucun rejet n'est prévu dans les eaux de surface.	***Non concerné***
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :	Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m *Autorisation*	Aucun cours d'eau ne traverse la zone d'emprise.	***Non concerné***
		Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m *Déclaration*		
3.2.3.0	Plans d'eau permanents ou non :	Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha *Autorisation*	Aucun plan d'eau au droit de la zone d'étude.	***Non concerné***
		Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha *Déclaration*		
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :	Supérieure ou égale à 1 ha : *Autorisation*	Surface zone humide impactée par le projet d'environ 9 960 m²	***Déclaration***
		Supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 1 ha : *Déclaration*		

Le projet est donc soumis à *déclaration* au titre des articles L214.1 et suivants du Code de l'Environnement.

Le projet est concerné par le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire Bretagne**, ainsi que le **Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) Loire Bretagne.**

La commune du Poiré-sur-Vie est **concernée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Vie Jaunay,** ainsi que le **Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)** des **Pays de la Loire.**

La zone de projet n'est pas concernée par un **contrat de milieu**.

La commune du Poiré-sur-Vie fait partie du **Plan Local d'Urbanisme Intercommunale et d'Habitats (PLUi-H)** de Vie et Boulogne, la réglementation associée devra donc être appliquée.

2.3. Etat initial

2.3.1. Milieu physique

Le climat du Poiré-sur-Vie est compatible avec l'activité photovoltaïque. Les conditions climatiques ne constituent pas de contraintes particulières pour la réalisation du projet. Compatible avec l'activité photovoltaïque.

La zone d'étude se situe sur des terres granitiques, surplombé d'une couche d'argile.

La surface de la zone d'étude est relativement plane.

La zone d'étude est située en dehors de tout périmètre de protection de captages AEP.

Une couche d'argile joue le rôle de barrière imperméable.

Concernant le réseau hydraulique, aucun cours d'eau ne passe sur la zone d'étude. Les cours d'eau les plus proches sont :

- La Vie à 1,8 km au nord-est de la zone d'étude ;
- Le Ruth à 380 m au sud-ouest de la zone d'étude ;
- Le ruisseau de l'Eraudière à 1,7 km au sud-est de la zone d'étude ;
- Le ruisseau de la Grange à 1,1 km au sud-ouest.

Un cours d'eau à écoulement temporaire se trouve à 40 m au nord du site.

2.3.2. Milieu naturel

La zone de projet est incluse dans les zonages suivants :

- Contexte bocager d'après le diagnostic écologique mené par EVINERUDE,
- Zones humides : de type floristiques (4,39 ha, soit 57 % de la zone d'étude), de type pédologiques (50 448 m², soit 65,7 % de la zone d'étude), soit 50 448 m² de zones humides (65,7 % de la zone d'étude) (les zones humides pédologiques recouvrent les zones humides floristiques).

La zone de projet se situe à proximités des zonages remarquables suivants :

- Zone Natura 2000 : (FR5400446, FR5200656) situées à 25 km au sud-est, 30 km au sud-ouest,
- ZNIEFF de type 1 : (520616306, 520616307, 520616309) à 4,5 km au sud-est, 4,8 km au sud-est et 5,6 km au nord-est,
- ZNIEFF de type 2 : (520005759) à 2 km à l'est,
- ENS : Parc de Beaupuy à 3.5 km au sud.

La zone de projet se situe hors des zonages suivants :

- ZICO,
- Parcs Nationaux,
- Parcs naturels Régionaux,
- Inventaires des zones humides,

- Inventaire des Tourbières,
- Arrêtés de protection de Biotope,
- Arrêtés de protection de Géotope,
- Réserves naturelles nationales et régionales,
- Réserves de chasse et de faune sauvage,
- Réserves biologiques,
- Réserves de biosphère,
- Parc Nationaux,
- Parc Naturel Régional,
- Zonages paysagers,
- Zones humides convention RAMSAR,
- Inventaire du patrimoine géologique,
- Site inscrit, site classé et patrimoine historique.

Le paysage est essentiellement de type agricoles bocagère composé grandes cultures, de haies et de talus. Actuellement, au droit de la zone d'étude du projet, sont présentes des prairies en rotation longue (6 ans ou plus) ainsi que des surfaces agricoles temporairement non exploitées.

La zone de projet regroupe 16 habitats dont 3 inféodés au milieu humide et composés au total de 122 espèces floristiques. Ces milieux abritent une faune diversifiée regroupant 42 espèces d'oiseaux, 14 espèces de chiroptères, aucune espèce de reptiles, 2 espèces d'amphibiens, 4 espèces de mammifères et 31 espèces d'invertébrés.

2.3.3. Risques

La commune du Poiré-sur-Vie ne dispose pas de Plan de prévention des Risques Inondation (PPRI).

Le projet n'est pas concerné par le risque inondation ni par le risque de remontée de nappe.

La commune du Poiré-sur-Vie est située en zone d'aléa modéré, zone de sismicité 3.

Le projet n'est a priori pas concerné par les cavités souterraines ni les mouvements de terrain.

Le projet se situe en zone à exposition faible au retrait gonflement des argiles.

Le potentiel radon de la commune du Poiré-sur-Vie est important. Cependant, le projet étant en extérieur et sans présence de personnel, le risque associé est nul.

Concernant les risques technologiques, la zone d'étude n'est pas concernée par un PPRT mais est entourée de 3 sites ICPE. La contrainte vis-à-vis du risque industriel est jugée modérée.

Le projet n'est pas concerné par le risque TMD par canalisation souterraine mais est concerné par le risque TMD par voie routière.

Aucune pollution notable n'est recensée au niveau de l'emprise du projet, le sol de la zone d'étude étant une zone agricole. Un ancien site de stockage de déchets non dangereux, avec l'implantation d'un parc photovoltaïque au sol, est situé en limite est de la zone d'étude. L'enjeu est faible.

2.4. Incidences potentielles du projet liées à l'eau et mesures correctives

Le tableau suivant synthétise les incidences potentielles du projet liées à l'eau ainsi que les mesures correctives mises en place en phase travaux et en phase opérationnelle, mais également en phase de conception.

Tableau 3 : Synthèse des incidences du projet sur le milieu et mesures correctives associées

Domaine concerné	Nature de l'incidence	Intensité	Mesure associée
Phase conception			
Zones humides	Risque d'incidence sur les milieux humides et les espèces inféodées	Forte	- Evitement des habitats sensibles
Phase travaux			
Natura 2000	Destruction d'habitats de reproduction et d'alimentation Destruction d'habitats d'intérêt communautaire Dérangement	Négligeable	- Adaptation des périodes de travaux vis-à-vis de la faune sauvage - Limitation de l'éclairage pour la faune nocturne - Prise en compte du risque de pollution accidentelle
Eaux souterraines et superficielles	Risque de pollution accidentelle liée au stockage et à l'utilisation des matériaux et carburant. Infiltration des polluants dans le sol.	Très faible	- Respect des normes de sécurité et d'entretien des engins - Pas de ravitaillement des engins sur place - Bacs de rétention - Installations de nettoyage des roues et des dessous de véhicule de chantier - Kit d'intervention en cas de déversement
Zone humide	Destruction directe par création des pistes internes et par implantation des pieux battus Altération temporaire par creusement des tranchées	Forte	- Evitement et balisages des habitats hors de l'emprise projet - Prise en compte du risque de pollution accidentelle - Lutte contre les espèces invasives - Limiter la dispersion des poussières - Dispositif limitant les impacts sur les prairies humides liés au passage des engins de chantier- Modalité de circulation des engins sur site - Suivi environnemental en phase chantier
Phase opérationnelle			
Natura 2000	Dérangement.	Négligeable	- Proscrire l'usage des produits phytosanitaires-: Intégration d'une gestion pastorale et fauche adaptée pour la Cisticole des joncs et les zones humides

Domaine concerné	Nature de l'incidence	Intensité	Mesure associée
Eaux souterraines et superficielles	Pollution des eaux souterraines et superficielles Imperméabilisation, érosion du sol, modification de l'hydrologie du site. Modification des régimes hydrographiques	Très faible	- Bacs de rétention - Aucun produit phytosanitaire pour l'entretien du site : fauchage mécanique/foin - Les eaux pluviales ruisselant sur les panneaux seront « propres » et ne représenteront pas une source potentielle de pollution pour le sol et les eaux souterraines. - Retour du couvert végétal (récolte de foin) limitant l'érosion - Les fondations de type pieux battus seront privilégiées afin de limiter au maximum les surfaces imperméabilisées - Choix des panneaux photovoltaïques et de leur disposition
Zone humide	Augmentation de l'ombrage Modification de l'apport en eaux pluviales	Forte	- Lutte contre les espèces invasives - Proscrire l'usage des produits phytosanitaires- Intégration d'une gestion pastorale et fauche adaptée pour la Cisticole des joncs et les zones humides - Suivi environnemental en phase exploitation

2.5. Compatibilité avec les documents de référence

Le projet est compatible avec l'ensemble des documents de référence en matière de politique des cours d'eau sur le territoire, à savoir :

- le SDAGE Loire Bretagne 2022-2027,
- le PGRI Loire Bretagne 2022-2027 (Objectif 1),
- Le SAGE Vie Jaunay,
- Le SRCE des Pays de la Loire,
- Les PLUi-H de Vie et Boulogne, pour lequel le projet agrivoltaïque constitue un équipement d'intérêt collectif, tout en permettant de maintenir une activité agricole sur l'emprise du parc (pâturage de bovins/production de foin).

2.6. Moyens de surveillance, d'entretien et d'intervention prévus

Afin de suivre la mise en œuvre du projet, il est proposé la mise en place de 2 actions :

- Suivi des exploitations,
- Comité de suivi.

3 mesures de suivis sont prévues :

- Un suivi sera réalisé en phase chantier afin d'assurer le bon déroulement des aménagements écologiques et des mesures de réduction.
- Un suivi sera réalisé en phase opérationnel afin de contrôler l'évolution des milieux à enjeux.
- Un suivi des mesures compensatoire est préconisé afin d'évaluer l'efficacité des mesures proposées.

3. Localisation du projet

Région : Pays-de-la-Loire

Département : Vendée (85)

Commune : Le Poiré-sur-Vie (85178)

Parcelle cadastrale : 45 la section YD de la commune du Poiré-sur-Vie, d'une surface de 7,73 ha.

La surface de la zone d'implantation potentielle du projet est de 7,73 ha.

La figure 4 et la figure 5 localisent la zone d'implantation potentielle du projet.

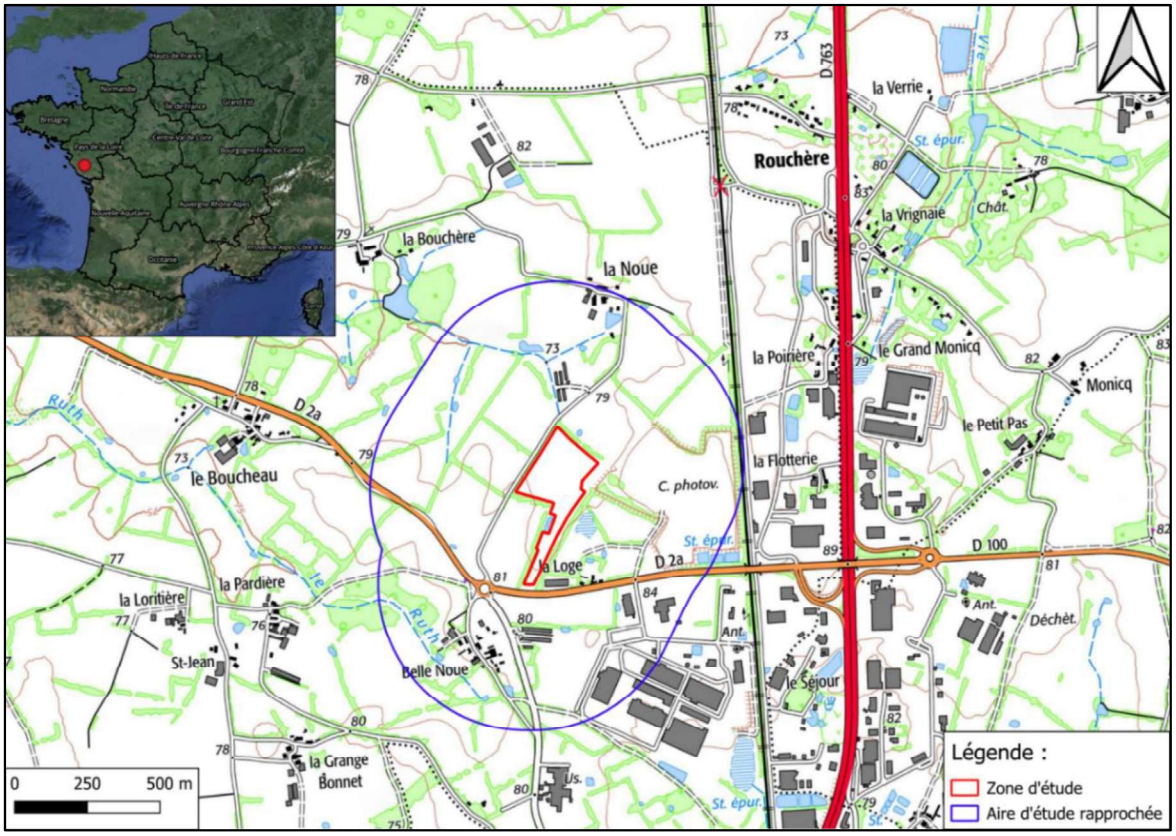


Figure 4 : Localisation du projet de parc photovoltaïque (*Fond de plan : Google Satellite / Carte papier 25 000ème*)

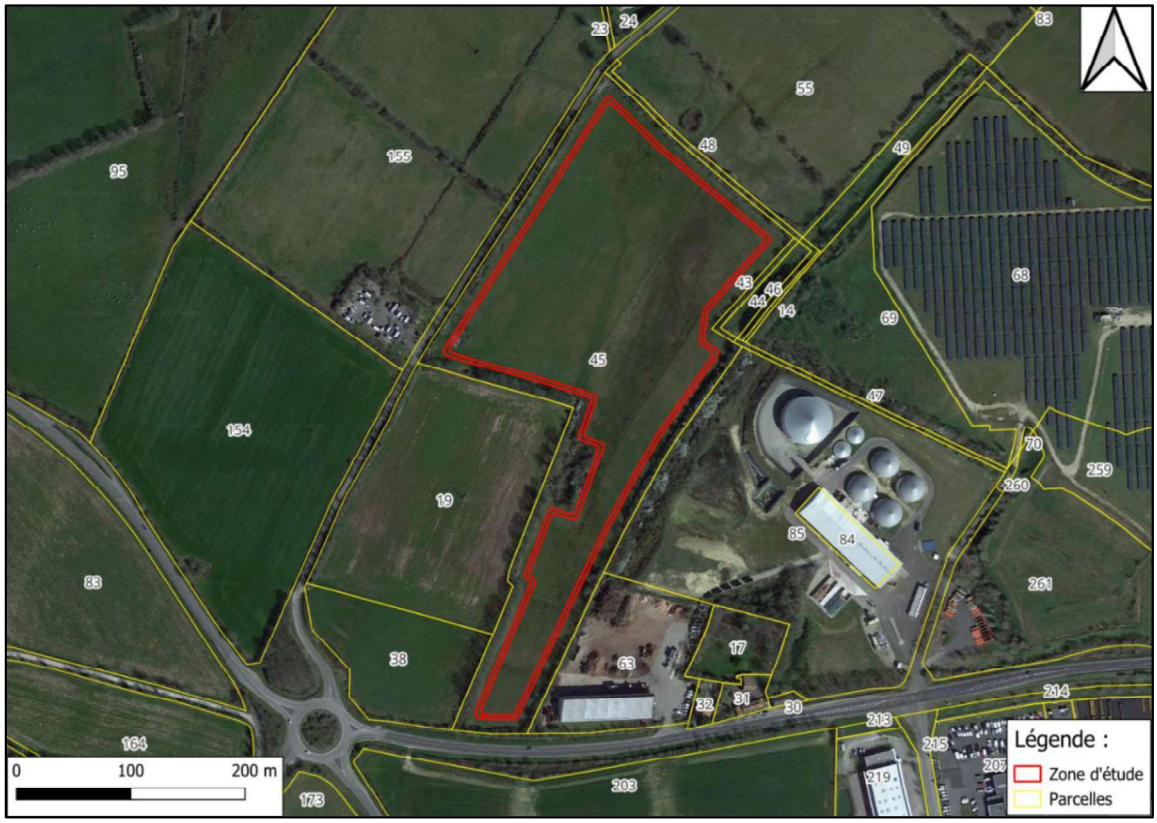


Figure 5 : Localisation du parc photovoltaïque et parcelles cadastrales concernées (*Source : Google Satellite, cadastre.gouv*)

4. Description du projet

Les éléments présentés dans ce chapitre sont issus de l'étude d'impact réalisée en juillet 2025 par ANTEA GROUP (dont l'étude Volet Naturel et Paysager de l'Etude d'Impact réalisée en 2025 par EVINERUDE, disponible en Annexe I).

4.1. Présentation du projet

Le projet photovoltaïque s'implante en région Pays-de-la-Loire, dans le département de la Vendée (85), sur la commune du Poiré-sur-Vie et sur une parcelle cadastrale.

La zone d'étude est constituée de prairies à usage agricole.

La zone du projet est entourée par des terres agricoles au nord, à l'ouest et au sud.

A l'est et au sud-est se trouve une zone d'activités industrielles avec notamment une installation de méthanisation et un parc photovoltaïque au sol.

A noter également la route départementale n°2A en limite sud.

Ce projet s'inscrit directement dans la politique nationale de développement des énergies renouvelables et plus particulièrement du solaire photovoltaïque, dont la France s'est engagée à réduire sa part d'émission de gaz à effet de serre, avec un objectif de consommation de 40 % d'électricité d'origine renouvelable à l'horizon 2030 affiché par le gouvernement.

Le projet s'inscrit également dans les objectifs définis dans le décret n°2020-456 du 21 avril 2020 relatif à la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) visant un objectif de production d'électricité d'origine solaire de 35 100 MW minimum.

Le **projet s'étendait initialement sur 7,73 ha** et a été réduit à **5,2 ha** au droit de parcelles agricoles, dont la surface réduite est clôturée. L'objectif du parc est d'atteindre une puissance totale d'environ **3,46 MWc,** pour une production envisagée de **4,45 GWh/an**, permettant d'éviter les émissions de 5 307 tonnes de CO2 par rapport au mix électrique français, hors importations.

Le parc photovoltaïque du Poiré-sur-Vie permettra le maintien d'une activité agricole sur l'ensemble des parcelles via la production de foin et l'élevage de bovins.

L'installation photovoltaïque au sol sera constituée des éléments suivants :

- Le système photovoltaïque (structure, fondation, module),
- Le raccordement électrique (câbles, onduleurs, postes de conversion/transformation, poste de livraison),
- Des équipements assurant la sécurité (clôture, ouvrages spécifiques),
- Des chemins d'accès et des moyens de communication à distance.

Les éléments constitutifs du parc photovoltaïque sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 4 : Caractéristiques du parc photovoltaïque du Poiré-sur-Vie

Puissance crête installée (MWc)	3,46 MWc[2].
Production annuelle estimée (MWh/an)	4 450 MWh/an
Technologie des modules	monocristallin / bi-face – bi-verre
Dimension d'un panneau	1,998 m²
Nombre de panneaux	7 696
Nombre de tables	241 tables de type 2V16 (32 panneaux)
Type de table	2 portrait
Nombre de panneaux par tables	2 x 16 modules
Surface du terrain d'implantation initiale (ha)	Environ 7,73
Emprise de la zone clôturée retenue (ha)	5,2
Longueur de clôture (m)	Environ 900 ml – 2 m de hauteur
Aires de retournement	/
Hauteur maximale des structures	3,02 m
Hauteur min par rapport au sol	2,4 m
Inclinaison des structures	10 °
Distance entre l'arrière et l'avant de deux lignes de structures	4,50 m
Nombre de postes de livraison	1
Nombre de postes de conversion	0 Le poste de livraison servira aussi de poste de transformation
Nombre de citernes lutte incendie	1 de 60 m³

De par sa nature, une installation photovoltaïque ne génère pas de gaz à effet de serre durant son fonctionnement. Elle ne produit aucun déchet dangereux, ni aucun fluide et n'émet pas de contaminant.

Afin de définir l'incidence du projet sur le milieu naturel et de présenter les mesures d'évitements, de réduction et de compensation, **une étude d'impact a été réalisée en 2025 par ANTEA GROUP.**

[2] *Le Watt crête (Wc) correspond à la puissance électrique que peut délivrer une cellule, un module ou un champ sous des conditions optimales et standardisées d'ensoleillement (1000 W/m²) et de température (25°C).*

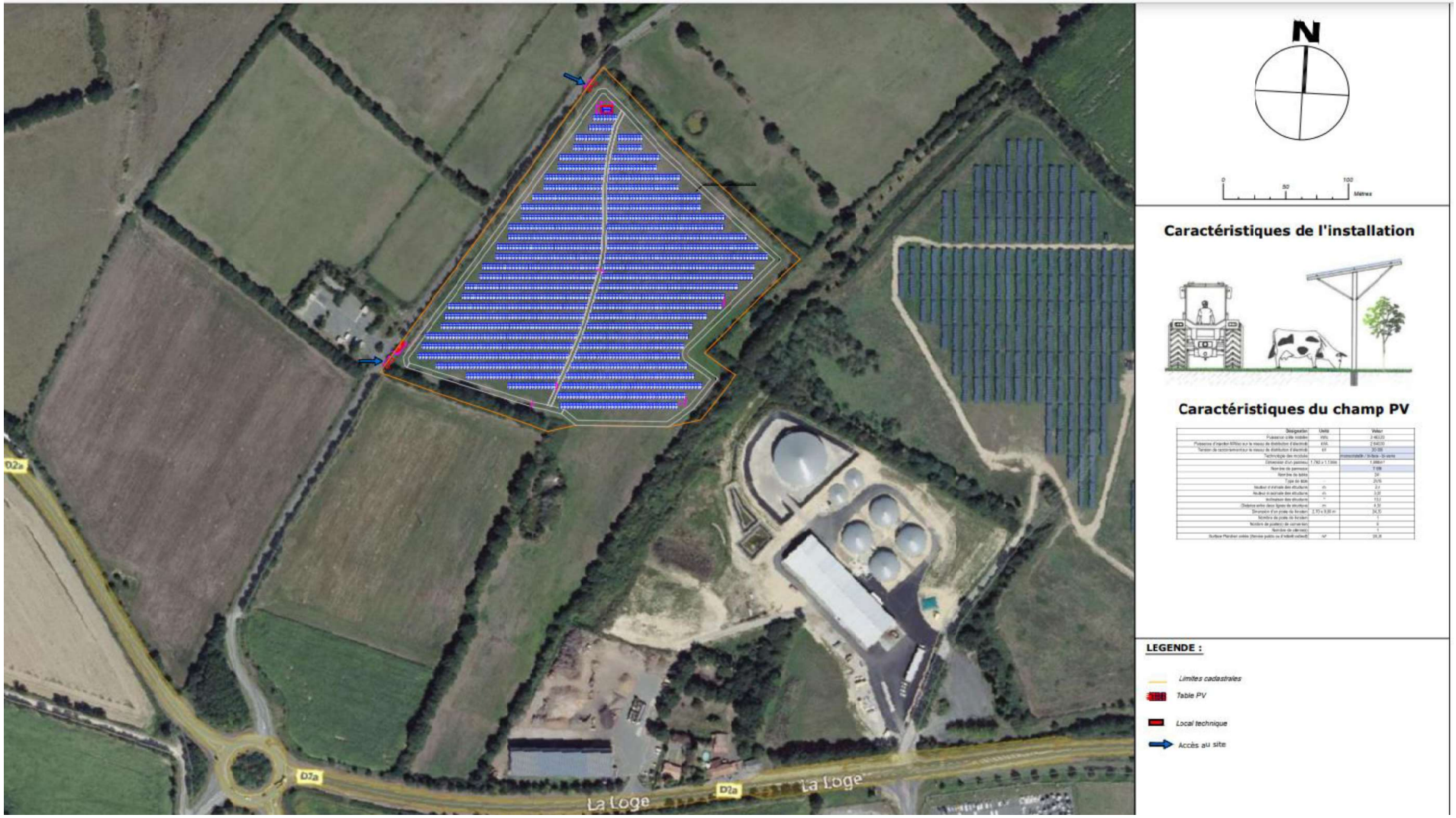


Figure 6 : Plan masse du projet final – variante 3 (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP - ENRIA)

4.2. Description des travaux

La vie d'un parc photovoltaïque comprend 3 phases :

- La phase chantier,
- La phase d'exploitation,
- La phase de démantèlement et de réaménagement.

4.2.1. La phase chantier

L'emprise du chantier se situera dans le périmètre clôturé de 5,2 ha. Cette emprise comprend une zone réservée pour la livraison et le stockage des matériaux, ainsi que la base vie. Cette emprise sera ensuite remise en état. Le chantier est suivi par un coordonnateur SPS ainsi qu'un coordinateur environnemental.

La construction de la centrale photovoltaïque s'étale sur une période d'environ **8 mois prévisionnels**. Celui-ci sera divisé selon les tranches développées ci-après.

- **Préparation du chantier :** elle rassemble diverses opérations préalables au montage des structures. (Débroussaillage et défrichement si nécessaire en complément de l'activité ovine existante, terrassements, création et aménagement des voies d'accès, nivellement/terrassement et mise en place de la clôture et des portails),
- **Montage des structures photovoltaïques** : Réalisation des tranchées (pour la mise en place des câbles haute tension, câbles basse tension alternatif et diverses gaines), battage des pieux, mise en place des structures, pose des modules,
- **Raccordement** du circuit électrique : entre le réseau de câbles, le ou les postes électriques, les onduleurs et les modules,
- **Mise en service** : des onduleurs et des postes de transformations et différentes phases de tests.

Avant toute intervention, les zones de travail seront délimitées strictement, conformément au PGC (Plan Général de Coordination). L'accès au site sera aménagé. Un plan de circulation sur le site et ses accès sera mis en place de manière à limiter les impacts sur le site et ses abords.

4.2.2. La phase d'exploitation

La durée d'exploitation prévue est de 30 ans.

En phase d'exploitation, **l'entretien de l'installation est minimal, les panneaux ne nécessitant pas d'entretien au quotidien**. Il consiste essentiellement à :

- Entretenir les espaces verts situés à l'intérieur de la clôture. Cet entretien sera réalisé par l'agriculteur et sera fait de façon mécanique (récoltes de foin) et par pâturage de bovins. Toute utilisation de produits phytosanitaires à l'intérieur des centrales du groupe ENRIA est proscrite,
- Remplacer les éléments de structure éventuellement défectueux,
- Remplacer ponctuellement les éléments électriques à mesure de leur vieillissement,
- Nettoyer les modules photovoltaïques à l'eau osmosée.

Le **système de vidéosurveillance** qui sera mis en place permettra également de se passer de gardiennage sur la zone. La périodicité d'entretien restera limitée et sera adaptée aux besoins de la zone.

4.2.3. La fin d'exploitation

A la fin de la période contractuelle d'exploitation, le bail peut être reconduit pour une nouvelle durée permettant une continuité de l'exploitation du parc photovoltaïque ou peut être résilié. Dans ce cas, le parc solaire sera alors totalement démantelé.

Dans le cadre de la remise en état du site, l'exploitant a prévu le démantèlement de toutes les installations :

- le retrait des câbles et gaines déterrées et évacuées lorsqu'elles sont à une profondeur inférieure à 1 m,
- l'enlèvement des postes en béton et de leurs dalles de fondation,
- l'enlèvement des modules et des structures porteuses.

Les pistes seront laissées en l'état si elles ne gênent pas la future activité.

Les modules sont recyclés en fin de vie par des filières spécifiques.

La société va faire appel au service de l'éco organisme SOREN. SOREN France est l'éco-organisme agréé par les pouvoirs publics pour la gestion des modules photovoltaïques usagés. Le taux moyen de recyclage/réutilisation de modules photovoltaïques par SOREN est de plus de 94,7%.

5. Contexte réglementaire

5.1. Les grands principes de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE)

La Directive Cadre Européenne sur l'eau (n°2000/60/CE) a été adoptée le 23 Octobre 2000 par le Conseil et le Parlement européen. Cette Directive innove en définissant un cadre européen pour la politique de l'eau, en instituant une approche globale autour d'objectifs environnementaux avec une obligation de résultats. Elle fixe 3 objectifs environnementaux majeurs :

- stopper toute dégradation des eaux,
- parvenir d'ici à 2015 au bon état quantitatif et qualitatif des rivières, des eaux souterraines et côtières, avec des reports d'échéance possible en 2021 et 2027,
- réduire les rejets des substances prioritaires et supprimer à terme les rejets des substances "prioritaires dangereuses ".

La DCE confirme et renforce les principes de la gestion de l'eau en France : gestion par bassin versant, gestion équilibrée de la ressource en eau et participation des acteurs. Elle va plus loin en introduisant trois notions majeures :

- la fixation d'objectifs de résultats environnementaux,
- la prise en compte des considérations socio-économiques,
- la participation du public.

L'autorité compétente pour l'application des Directives est le Préfet coordonnateur de bassin. Les instances de bassin conservent leurs responsabilités opérationnelles (programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau) et leurs responsabilités planificatrices (élaboration des SDAGE).

5.1.1. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a défini les principes d'une nouvelle politique de l'eau en affirmant que l'eau est un patrimoine commun dont la gestion équilibrée est d'intérêt général. Elle a mis en place des outils de planification décentralisée pour faciliter la mise en œuvre de cette politique, dont les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), élaborés pour chacun des grands bassins hydrographiques français par les comités de bassin. Il est établi en application de l'article L.212-1 du code de l'environnement et définit la politique à mener pour stopper la détérioration et retrouver un bon état de toutes les eaux visées par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) : cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines et eaux littorales. Il fixe les objectifs de qualité et de quantité des eaux et les orientations permettant de satisfaire aux principes d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et du patrimoine piscicole définis par les articles L. 211-1 et L. 430-1 du code de l'environnement, tout en prenant en compte les adaptations nécessaires au changement climatique, sur une durée de 6 ans.

Le projet est implanté dans le bassin Loire-Bretagne. Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne fixe les grandes orientations d'une bonne gestion de l'eau et des milieux aquatiques sur les bassins versants de la Loire, de ses affluents et des fleuves côtiers formant le grand bassin Loire-Bretagne.

Le SDAGE actuel du bassin Loire-Bretagne adopté le 18 mars 2022 est entré en vigueur le 4 avril 2022 pour la période de 2022 à 2027, et a abouti, sur la base d'un état des lieux précis, à la production d'un programme de mesures spécifiques pour chaque masse d'eau identifiée sur ce territoire.

Il prévoit des actions à mener dans les territoires pour réduire la pollution, économiser l'eau ou restaurer les rivières. Grâce à ces actions, l'objectif est d'avoir 61% des masses d'eau (rivières, plans d'eau, eaux souterraines…) en bon état écologique en 2027.

Sur le périmètre du SDAGE, 14 « Orientations fondamentales » ont été identifiées :

Tableau 5 : Orientations fondamentales du SDAGE Loire Bretagne

	SDAGE Loire-Bretagne
Période	**2022-2027**
Orientations fondamentales	- **OF 1** : Repenser les aménagements de cours d'eau incluant **9 sous orientations** ; - **OF 2 :** Réduire la pollution des nitrates incluant **4 sous orientations** ; - **OF 3 :** Réduire la pollution organique, phosphorée et bactériologique incluant **5 sous orientations** ; - **OF 4 :** Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides incluant **5 sous orientations** ; - **OF 5 :** Maîtriser et réduire les pollutions dues aux micropolluants incluant **3 sous orientations** ; - **OF 6 :** Protéger la santé en protégeant la ressource en eau incluant **7 sous orientations** ; - **OF 7 :** Gérer les prélèvements d'eau de manière équilibrée et durable incluant **5 sous orientations** ; - **OF 8 :** Préserver et restaurer les zones humides incluant **5 sous orientations** ; - **OF 9 :** Préserver la biodiversité aquatique incluant **4 sous orientations** ; - **OF 10 :** Préserver le littoral incluant **9 sous orientations** ; - **OF 11 :** Préserver les têtes de bassin versant incluant **2 sous orientations** ; - **OF 12 :** Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques incluant **6 sous orientations** ; - **OF 13 :** Mettre en place des outils réglementaires et financiers incluant **2 sous orientations** ; - **OF 14 :** Informer, sensibiliser, favoriser les échanges incluant **3 sous orientations** ;

5.1.1. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux sont des outils de planification réglementaires. Ils définissent des objectifs d'utilisation, de protection et de mise en valeur de la ressource en eau et des milieux aquatiques à l'échelle du bassin versant.

La zone d'étude est incluse dans le périmètre du SAGE Vie Jaunay.

Les objectifs sont :

- 1. Optimiser et de sécuriser quantitativement la ressource en eau,
- 2. Améliorer la qualité des eaux pour garantir les usages et besoins répertoriés sur le bassin versant,
- 3. Opter pour une gestion et une maîtrise collective des hydrosystèmes de la Vie et du Jaunay,
- 4. Favoriser les initiatives locales de développement du territoire dans le respect de la préservation des milieux.

5.1.2. Contrat de milieu

Les contrats de milieux, comme les SAGE permettent de définir des objectifs d'utilisation, de protection et de mise en valeur de la ressource en eau et des milieux aquatiques à l'échelle d'un bassin versant.

Le projet n'est pas compris dans un périmètre de Contrat de Milieu

5.1.3. Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI)

Le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI), dont l'élaboration est coordonnée par l'Etat, constitue la déclinaison de la Stratégie Nationale de Gestion du Risque d'Inondation (SNGRI) sur le bassin hydrographique.

Le SNGRI, qui s'inscrit dans la mise en œuvre de la Directive « Inondation », offre un cadre partagé pour orienter la politique nationale de gestion des risques inondation. Les trois grands objectifs de la stratégie nationale sont :

- Augmenter la sécurité des populations,
- Stabiliser sur le court terme, et réduire à moyen terme, le cout des dommages,
- Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés.

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) 2022-2027 du bassin Loire Bretagne a été arrêté le 15 mars 2022 par la préfète coordinatrice du bassin.

Il vise à :

- encadrer l'utilisation des outils de la prévention des inondations à l'échelle du bassin Loire Bretagne,
- définir des objectifs priorisés pour réduire les conséquences négatives des inondations des 22 Territoires à Risques Important d'inondation du bassin Loire Bretagne.

Le PGRI traite d'une manière générale de la protection des biens et des personnes. Que ce soit à l'échelle du bassin Loire Bretagne ou des TRI, les contours du PGRI se structurent autour des 6 grands objectifs complémentaires listés ci-dessous :

Tableau 6 : Objectifs du PGRI Loire Bretagne

	PGRI Loire-Bretagne
Période	**2022-2027**
Objectifs	- **Objectif N°1** : Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines ; - **Objectif N°2** : Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque ; - **Objectif N°3** : Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable ; - **Objectif N°4** : Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale ; - **Objectif N°5** : Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation ; - **Objectif N°6** : Se préparer à la crise et favoriser le retour à une situation normale.

5.1.4. Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

Le schéma régional de cohérence écologique est le document cadre à l'échelle régionale de mise en œuvre de la trame verte et bleue. L'objectif principal du SRCE est l'identification des trames verte et bleue d'importance régionale, c'est à dire du réseau écologique qu'il convient de préserver pour garantir à l'échelle régionale les déplacements des espèces animales et végétales. Ces capacités de déplacements sont nécessaires au maintien du bon état de conservation des populations d'espèces. Le SRCE est élaboré par l'État et la Région dans un cadre largement concerté auprès des acteurs de la région.

Selon le SRCE des Pays de la Loire, approuvé le 16 octobre 2015, la zone du projet n'est pas située au sein d'une trame verte et bleue.

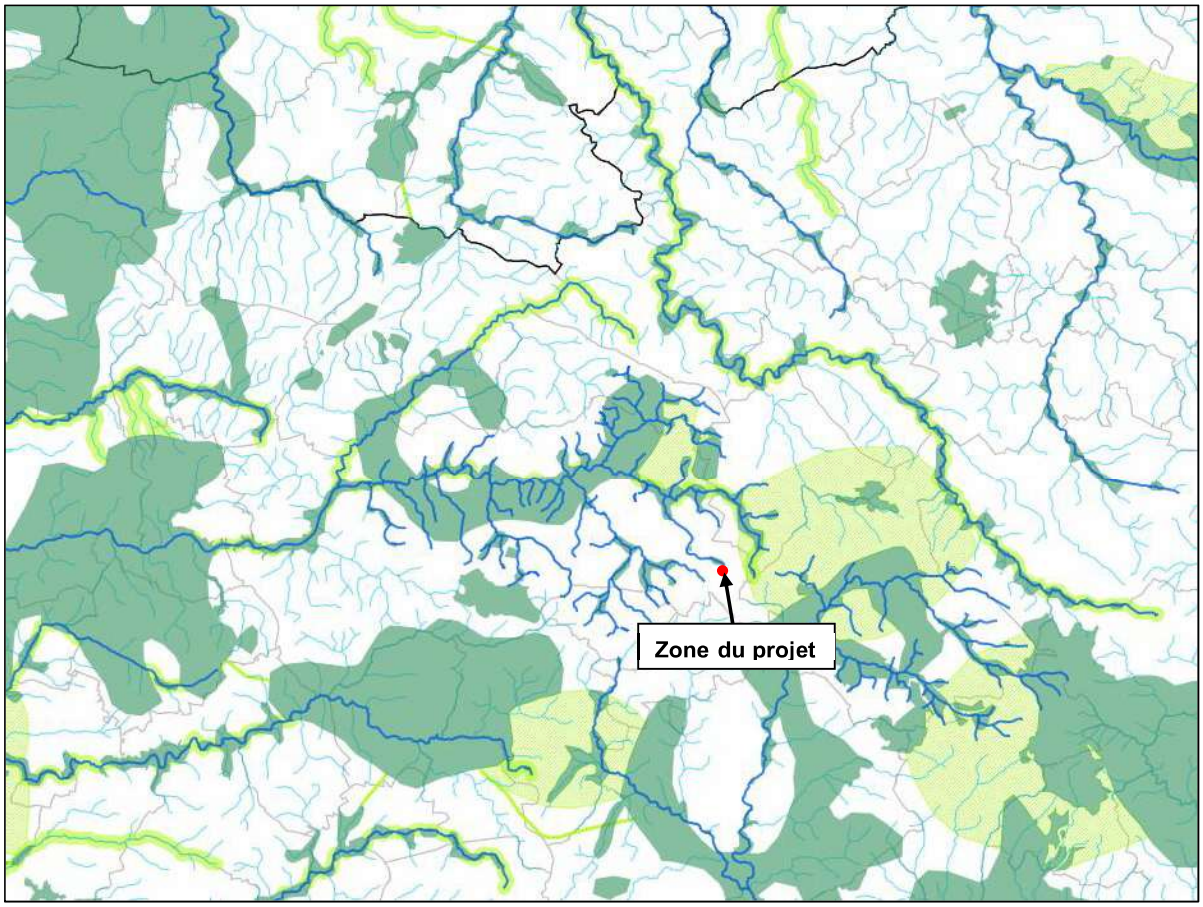


Figure 7 : Trame Verte et Bleue - SRCE des Pays de la Loire (Source : étude d'impact, juillet 2025 ANTEA GROUP)

L'enjeu concernant la Trame Verte et Bleue à l'échelle du SRCE est donc faible.

5.2. Code de l'environnement

Les articles L214.1 et suivants du Code de l'Environnement soumettent au régime *d'autorisation ou de déclaration* les projets d'installations, d'ouvrages, de travaux ou d'activités ayant une certaine incidence sur le milieu aquatique superficiel et/ou souterrain.

Le projet de création de parc photovoltaïque est concerné par les rubriques suivantes :

Tableau 7 : Rubriques concernées par la nomenclature Loi sur l'Eau des articles L214.1 et suivants du Code de l'Environnement

Rubrique		Régime	Justification	Projet soumis à
n°	Intitulé			
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	*Déclaration*	Aucune création d'ouvrage destiné à la surveillance ou au prélèvement des eaux souterraines.	***Non concerné***
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L.211-2, ont prévu l'abaissement des seuils :	Capacité supérieure ou égale à 8 m^3/h *Autorisation* Dans les autres cas *Déclaration*	Aucun prélèvement d'eau dans le milieu naturel.	***Non concerné***
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	Supérieure ou égale à 20 ha : *Autorisation* Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : *Déclaration*	La surface totale imperméabilisée comptabilisée est d'environ 85,02 m^2 Poste de livraison (24,3 m^2) et la citerne d'eau (59,2 m^2) La surface liée aux pieux de support des tables photovoltaïques (environ 1,52 m^2 pour 1443 pieux avec 0,00105 m^2 par pieux) Les pistes ne seront pas imperméabilisées.	***Non classé***

Rubrique		Régime	Justification	Projet soumis à
n°	Intitulé			
2.2.3.0	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets réglementés au titre des autres rubriques de la présente nomenclature ou de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511-9, le flux total de pollution, le cas échéant avant traitement, étant supérieur ou égal au niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent	*Déclaration*	Aucun rejet n'est prévu dans les eaux de surface.	***Non concerné***
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :	Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m *Autorisation* Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m *Déclaration*	Aucun cours d'eau ne traverse la zone d'emprise.	***Non concerné***
3.2.3.0	Plans d'eau permanents ou non :	Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha *Autorisation* Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha *Déclaration*	Aucun plan d'eau au droit de la zone d'étude.	***Non concerné***
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :	Supérieure ou égale à 1 ha : *Autorisation* Supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 1 ha : *Déclaration*	Surface zone humide impactée par le projet d'environ 9 960 m^2	***Déclaration***

Le projet est donc soumis à *déclaration* au titre des articles L214.1 et suivants du Code de l'Environnement.

6. Etat initial

Les éléments présentés dans ce chapitre sont principalement issus de l'étude d'impact réalisée en juillet 2025 par ANTEA GROUP et du volet naturel et paysager de l'étude d'impact réalisé en 2025 par EVINERUDE.

6.1. Milieu physique

6.1.1. Contexte climatique

6.1.1.1. Températures

Le graphique suivant indique les mesures de la température minimale et maximale, relevées mois par mois, pour la période 1991-2020. Les mois les plus chauds sont juin, juillet et août, alors que décembre, janvier et février sont les mois les plus froids.

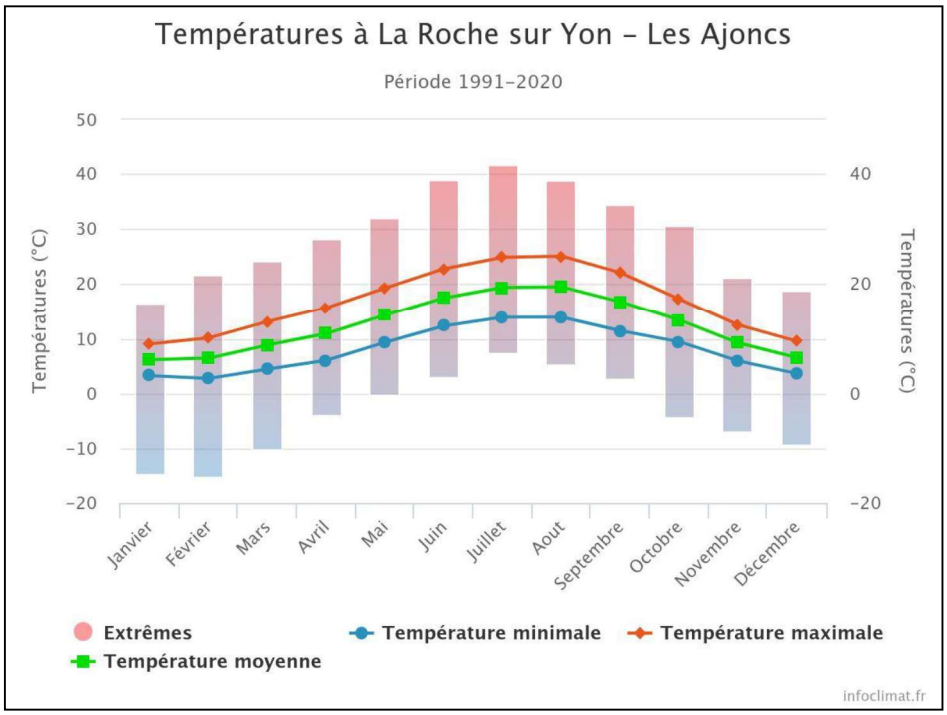


Figure 8 : Normales mensuelles des températures minimales, maximales et moyennes en °C à La Roche sur Yon – Les Ajoncs (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP - Infoclimat)

6.1.1.2. Précipitation et vent

L'histogramme suivant indique les normales mensuelles de précipitations calculées pour la période 1991-2020 sur la station de La Roche sur Yon – Les Ajoncs. Les précipitations sont réparties toute l'année. On retrouve des cumuls de pluie légèrement plus élevés pendant les mois d'octobre, novembre et décembre.

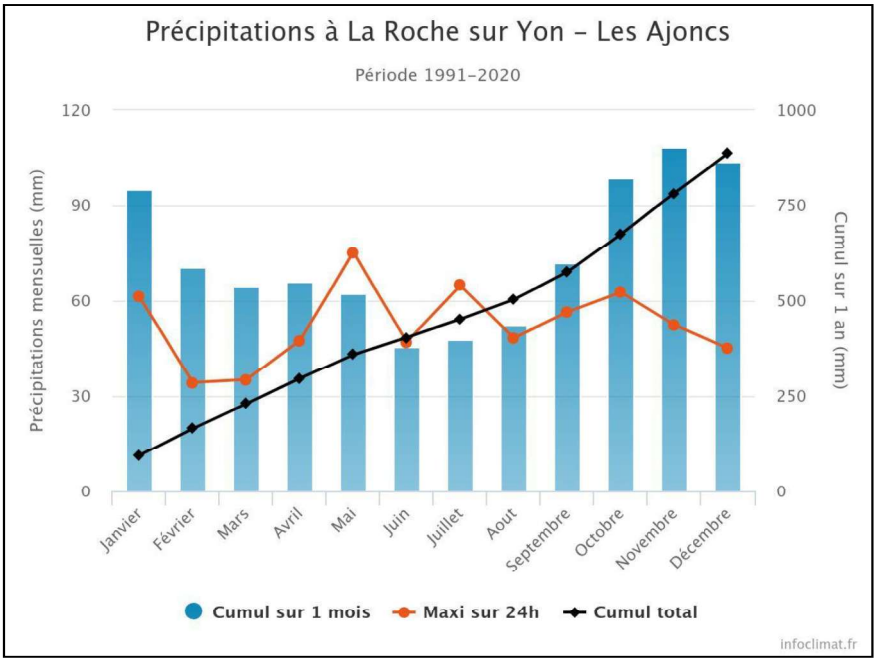


Figure 9 : Normales mensuelles des précipitations à La Roche sur Yon – Les Ajoncs (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP - Infoclimat)

D'après la rose des vents issue des données de la station de l'Aérodrome de La Roche-sur-Yon (situé à 7 km sud-est de la zone d'étude), les vents dominants proviennent du sud/ouest et du nord/nord-est.

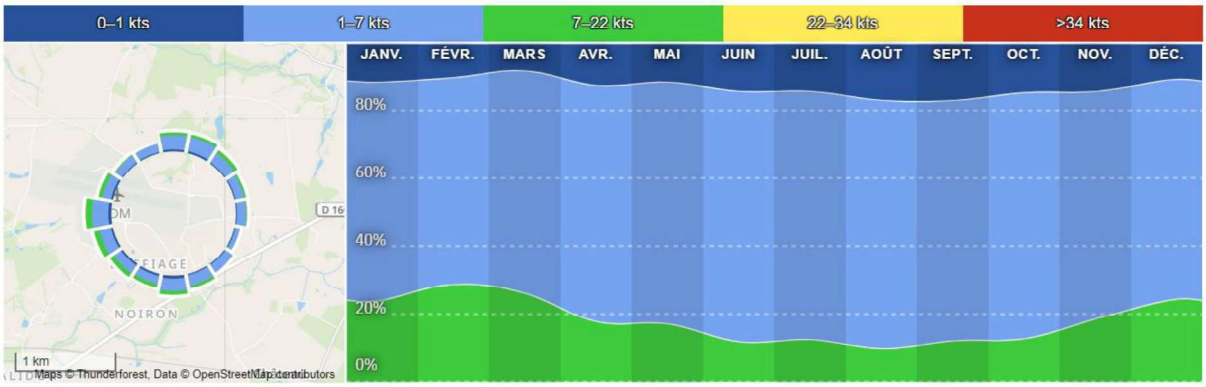


Figure 10 : Répartition mensuelle de la direction et de la force du vent à la station de l'Aérodrome de La Roche-sur-Yon. (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP - WindFinder)

6.1.1.3. Insolation

La position géographique au nord-ouest du territoire français permet au projet de centrale photovoltaïque au sol du Poiré-sur-Vie de bénéficier d'un ensoleillement suffisant, avec 1 922,4 heures d'ensoleillement par an.

La figure ci-dessous, issue des données de la station météorologique de la Roche-sur-Yon – Les Ajoncs située à environ 7 km au sud-est du site d'étude, présente le nombre moyen d'heures ensoleillées par mois enregistré lors de la période 1991-2020.

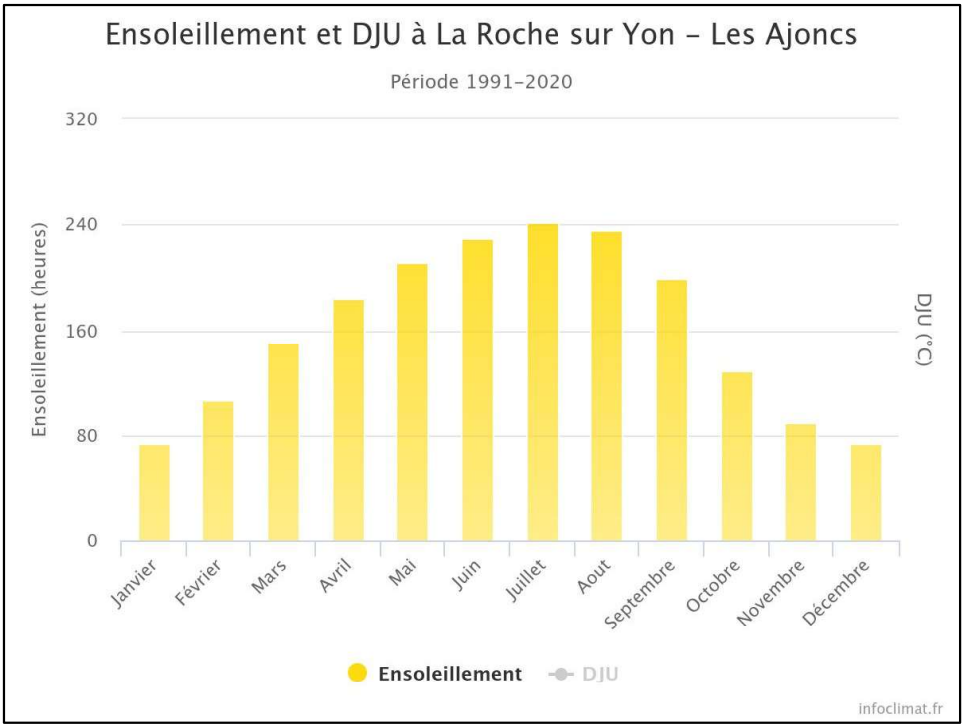


Figure 33 : Ensoleillement moyen par mois au Poiré-sur-Vie (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP - infoclimat)

Les conditions climatiques ne constituent pas de contraintes particulières pour la réalisation du projet.

6.1.2. Contexte géologique

La géologie influe sur l'environnement et notamment sur la topographie, parfois tributaire des roches sous-jacentes, sur la nature du sol, sur la flore (nature du sol, présence d'eau) et donc sur la faune, mais aussi sur l'hydrologie (nombre, type et nature des nappes aquifères, risques de ruissellement, nature des cours d'eau...). Il importe donc d'en connaître les points essentiels.

La géologie du territoire d'étude peut être approchée en étudiant les planches géologiques du Poiré-sur-Vie (n°561) et de La Roche sur Yon (n°562).

Les terrains géologiques en présence sur la zone d'étude sont les suivants (cf carte en page suivante) :

- Aγ : Formations complexes des plateaux et des versants : Altérites de granites : Arènes granitiques
- pγ2 : Complexe granitique du bas-bocage vendéen (Viséen supérieur - Namurien inférieur) - Granites alumino-potassiques, subleucocrates à leucocrates : Granite porphyroïde à deux micas
- A-B : Formations cénozoïques - Formations superficielles : Formation des plateaux : limons, cailloutis résiduels de quartz, plus ou moins émoussés, altérites (argiles, arènes)

Un forage est présent à 410 m au nord-est de la zone d'étude. Ce forage (identifiant national : BSS001MGSB) a été effectué jusqu'à une profondeur de 67 m. Il permet de récupérer des informations sur la coupe géologique du sol :

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 3 m	Terre argile	
De 3 à 67 m	Granit	

Figure 11 : Coupe géologique du forage BSS001MGSB (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP)

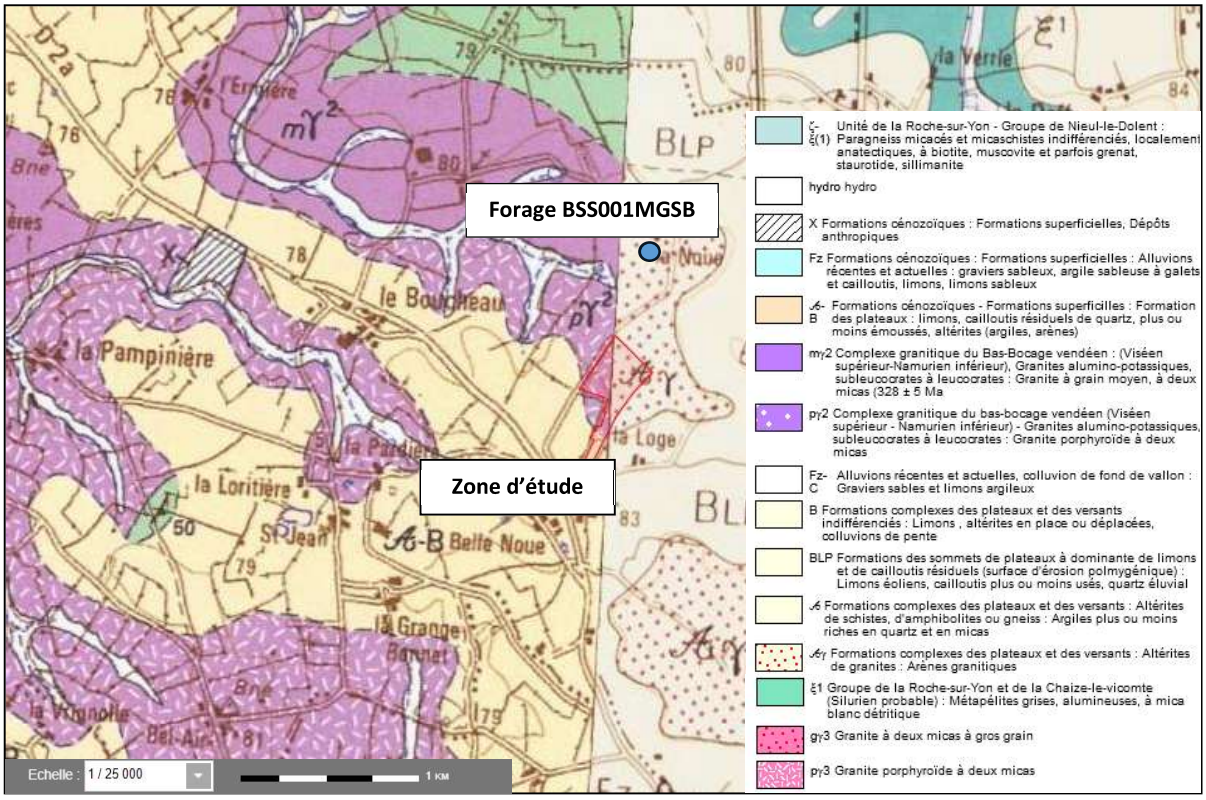


Figure 12 : Contexte géologique de la zone d'étude du projet de centrale photovoltaïque (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP - BRGM)

Le contexte géologique et pédologique ne présente pas de contraintes pour la réalisation du projet.

6.1.3. Contexte topographique

Au niveau de la zone d'étude, la déclivité est relativement faible. Selon les secteurs, l'altitude du site varie entre 74 et 80 m NGF.

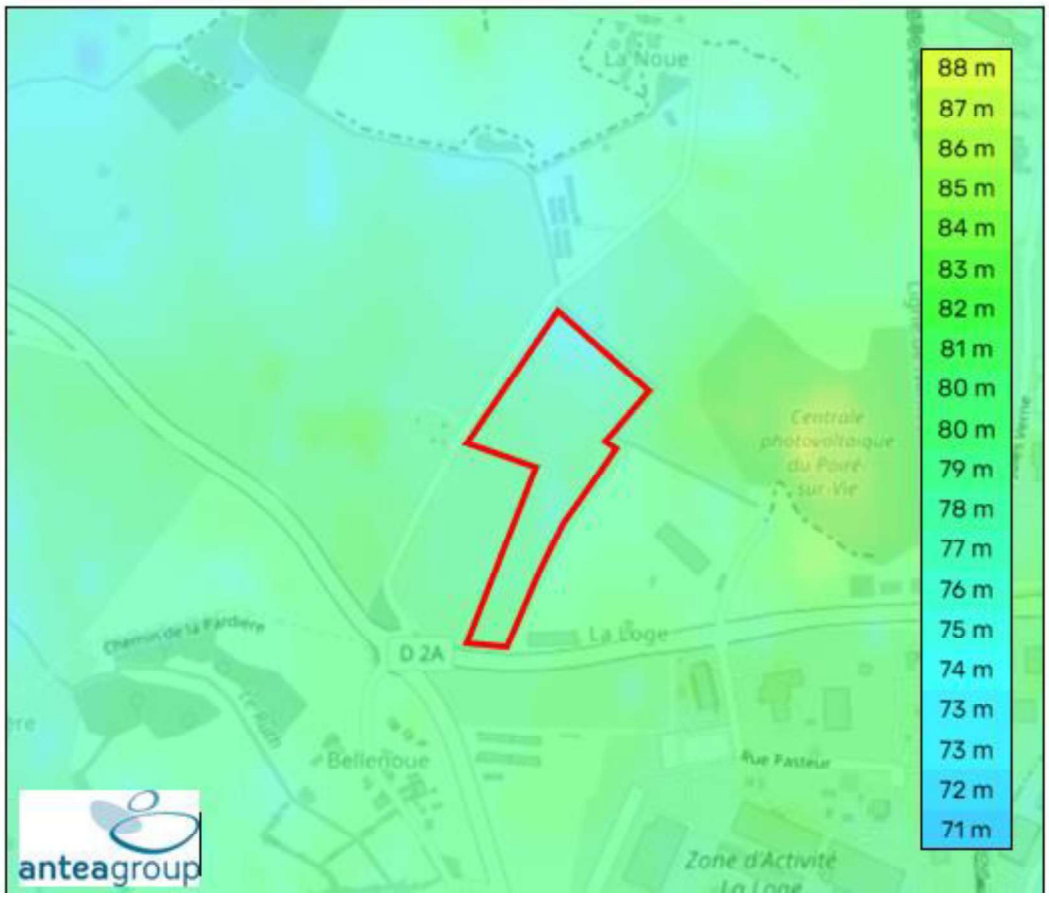


Figure 13 : Topographie de la zone d'étude (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP)

La surface de la zone d'étude est relativement plane.

L'enjeu lié au relief est donc très faible.

6.1.4. Contexte hydrogéologique

La zone d'étude se situe sur la masse d'eau souterraine « Bassin versant de la Vie - Jaunay » (GG028). Elle mesure 788 km².

Aucune donnée bibliographique n'est disponible pour déterminer la profondeur de cette nappe au droit de la zone d'étude.

D'après l'Agence de l'eau Loire Bretagne, les eaux souterraines de la masse d'eau « Bassin versant de la Vie – Jaunay » ont un bon état chimique depuis 2014.

L'état quantitatif est mauvais dû à une alimentation insuffisante des cours d'eau drainants et/ou des écosystèmes terrestres associés. L'atteinte du bon état quantitatif est fixé pour 2027.

Une nappe souterraine est localisée au droit de la zone d'étude. Son état chimique est bon mais son état quantitatif est mauvais.

Aucune donnée piézométrique n'est disponible à son sujet ; celle-ci est donc potentiellement proche de la surface.
L'enjeu est jugé faible.

6.1.4.1. Forages hors AEP

La Banque du Sous-Sol (BSS) élaborée par le BRGM recense quelques ouvrages souterrains à proximité de la zone d'étude, dont un situé à 400 m au nord de la zone d'étude. Il s'agit d'un forage d'eau.

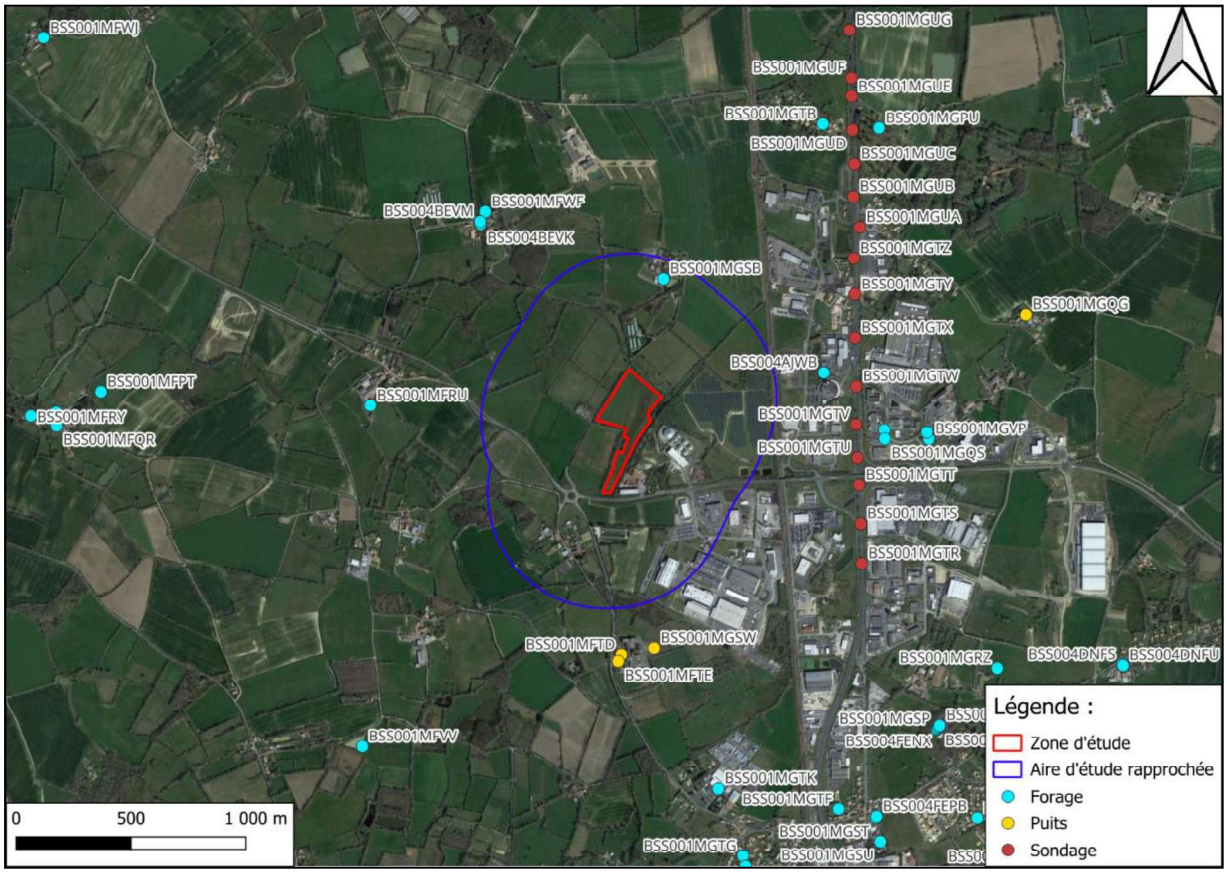


Figure 14 : Localisation des ouvrages souterrains de la zone d'étude (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP)

6.1.4.2. Captages AEP

Après consultation de l'Agence Régionale de Santé (ARS), la zone d'étude ne présente aucun captage d'alimentation en eau potable ou de périmètre de protection associé à ce captage.

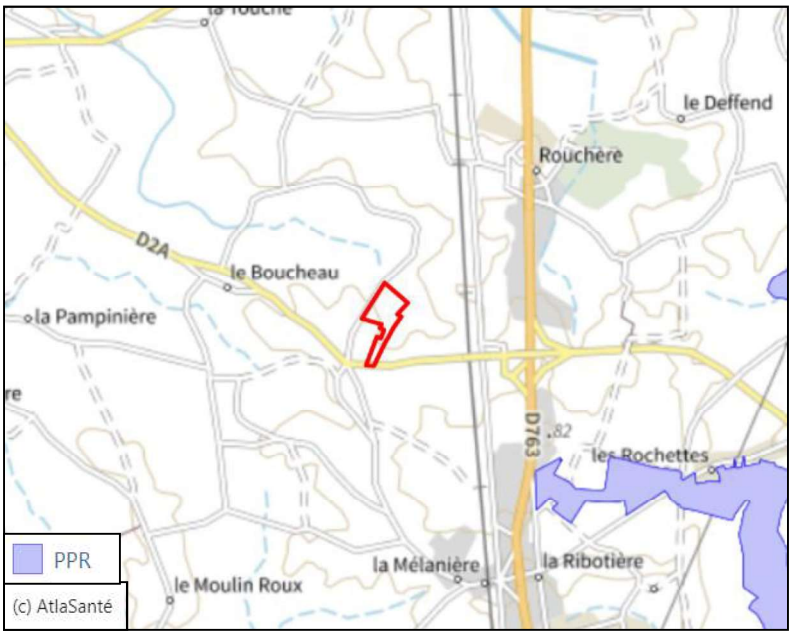


Figure 15 : Captages AEP et périmètres de protection (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP)

Le projet est situé hors des périmètres de protection et de zone d'alimentation de tout captage d'eau potable ou autre captage hors AEP.

6.1.5. Contexte hydrographique

Le réseau hydrographique à proximité de la zone d'étude est peu développé. Aucun cours d'eau ne traverse la zone d'étude mais un cours d'eau à écoulement temporaire se trouve à 40 m au nord du site. Les cours d'eau référencés les plus proches sont :

- le Ruth à 380 m au sud-ouest de la zone d'étude,
- le ruisseau de la Grange à 1,1 km au sud-ouest,
- le ruisseau de l'Eraudière à 1,7 km au sud-est de la zone d'étude,
- la Vie à 1,8 km au nord-est de la zone d'étude.

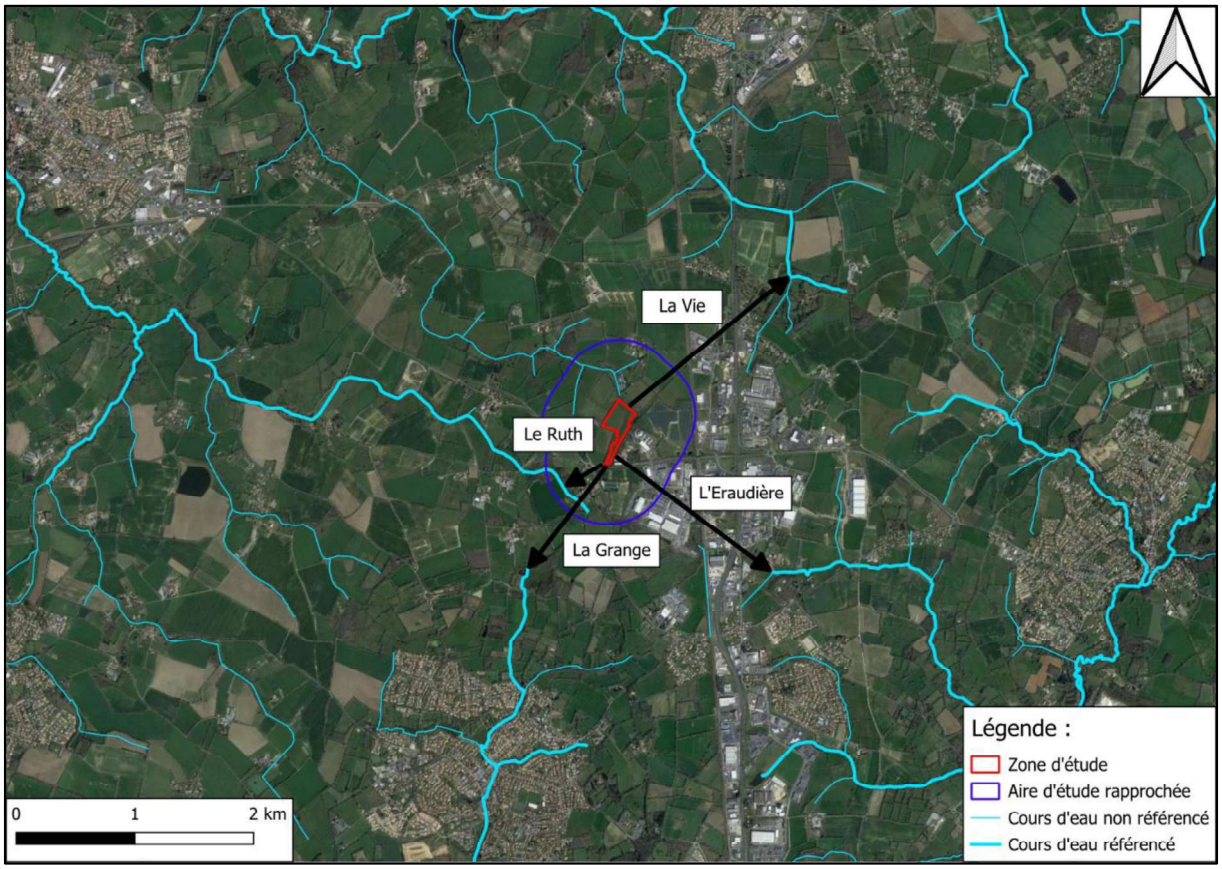


Figure 16 : Contexte hydrologique à proximité de la zone d'étude (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP)

6.2. Milieux naturels et paysagers

6.2.1. Zones naturelles remarquables

6.2.1.1. Natura 2000

La carte suivante localise les zones Natura 2000 à proximité du site d'étude.

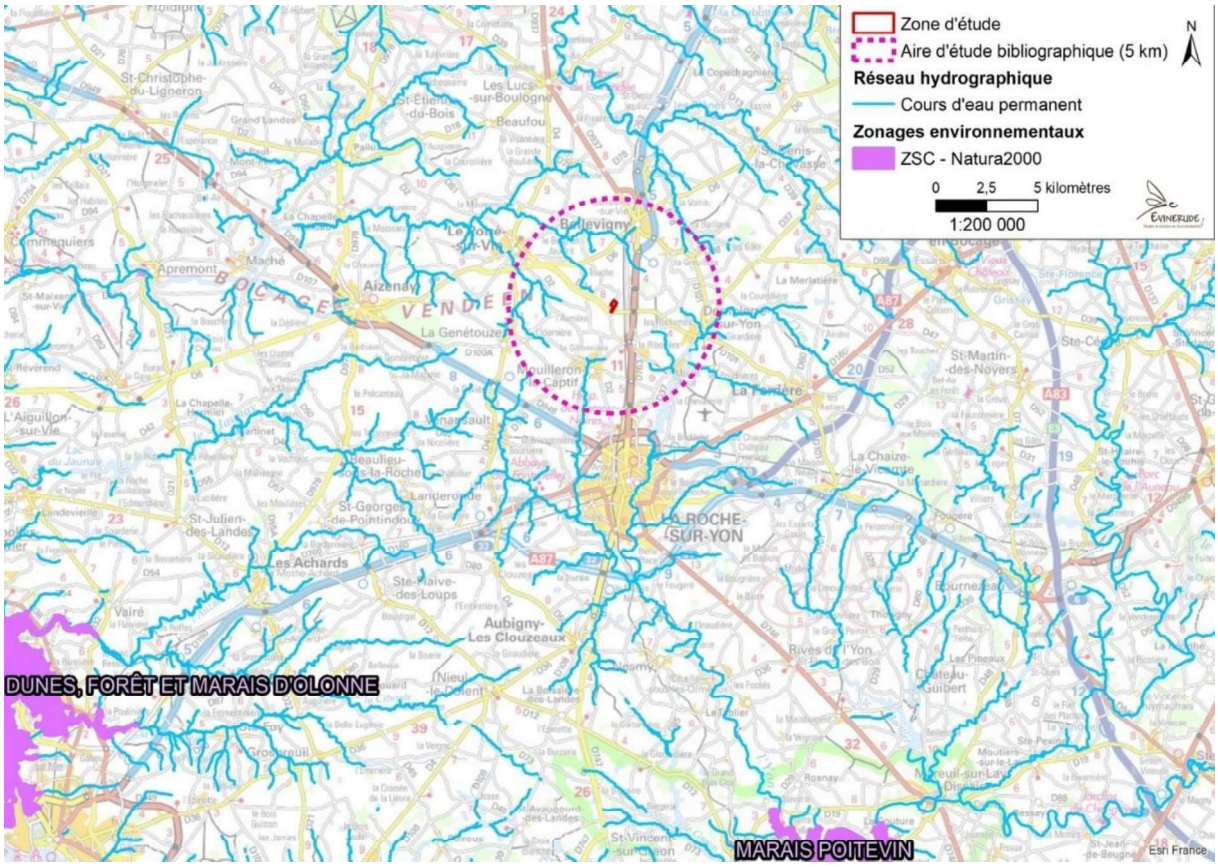


Figure 17 : Localisation du réseau Natura 2000 (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP – EVINERUDE)

Les zones Natura 2000 recensées à proximité de la zone d'étude sont récapitulées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 8 : Zones Natura 2000 à proximité de la zone d'étude

Type et numéro	Intitulé Distance au projet	Description	Lien écologique
ZSC **FR5400446**	**Marais Poitevin** - **25 km au sud-est**	<u>Habitats potentiels inscrits à l'annexe I :</u> - 6410 : Prairies à *Molinia* sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (*Molinion caeruleae*) - 6430 : Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpin - 6510 : Prairies maigres de fauche de basse altitude (*Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)* <u>Espèces potentielles visées à l'annexe II de la Directive 92/43/CEE :</u> Amphibiens : Triton crêté Chiroptères : Grand murin, Grand rhinolophe, Petit rhinolophe, Barbastelle d'Europe, Murin à oreilles échancrées, Murin de Bechstein Coléoptères : Lucane cerf-volant, Rosalie des Alpes, Grand capricorne Crustacés : Vertigo de Des Moulins Lépidoptères : Ecaille chinée, Cuivré des marais	Aucune continuité ou connexion entre le site d'étude et la ZSC. Les espèces mentionnées peuvent potentiellement être présentes sur site avec des habitats similaires mais pas les populations issues de la ZSC car le zonage est très éloigné. Les prairies humides, les linéaires arborés, les haies et les mares sont des habitats favorables à ces espèces.
ZSC **FR5200656**	**Dunes, forêt et marais d'Olonne** - **30 km au sud-ouest**	<u>Habitats potentiels inscrits à l'annexe I :</u> Aucun habitat potentiel. <u>Espèces potentielles visées à l'annexe II de la Directive 92/43/CEE :</u> Amphibiens : Triton marbré, Alyte accoucheur, Crapaud calamite, Rainette verte, Grenouille agile Chiroptères : Sérotine commune, Murin de Daubenton, Pipistrelle de Kuhl, Noctule sp, Oreillard sp Mammifères : Belette d'Europe Lépidoptères : Sphinx de l'Epilobe Oiseaux : Tourterelle des bois Reptiles : Lézard à deux raies, Lézard des murailles, Couleuvre verte et jaune, Coronelle lisse	Aucune continuité ou connexion entre le site d'étude et la ZSC. Les espèces mentionnées peuvent potentiellement être présentes sur site avec des habitats similaires mais pas les populations issues de la ZSC, celle-ci étant très éloignée. Les prairies humides, les linéaires arborés, les haies et les mares sont des habitats favorables à ces espèces.

6.2.1.2. ZNIEFF

La carte suivante localise les ZNIEFF à proximité du site d'étude.

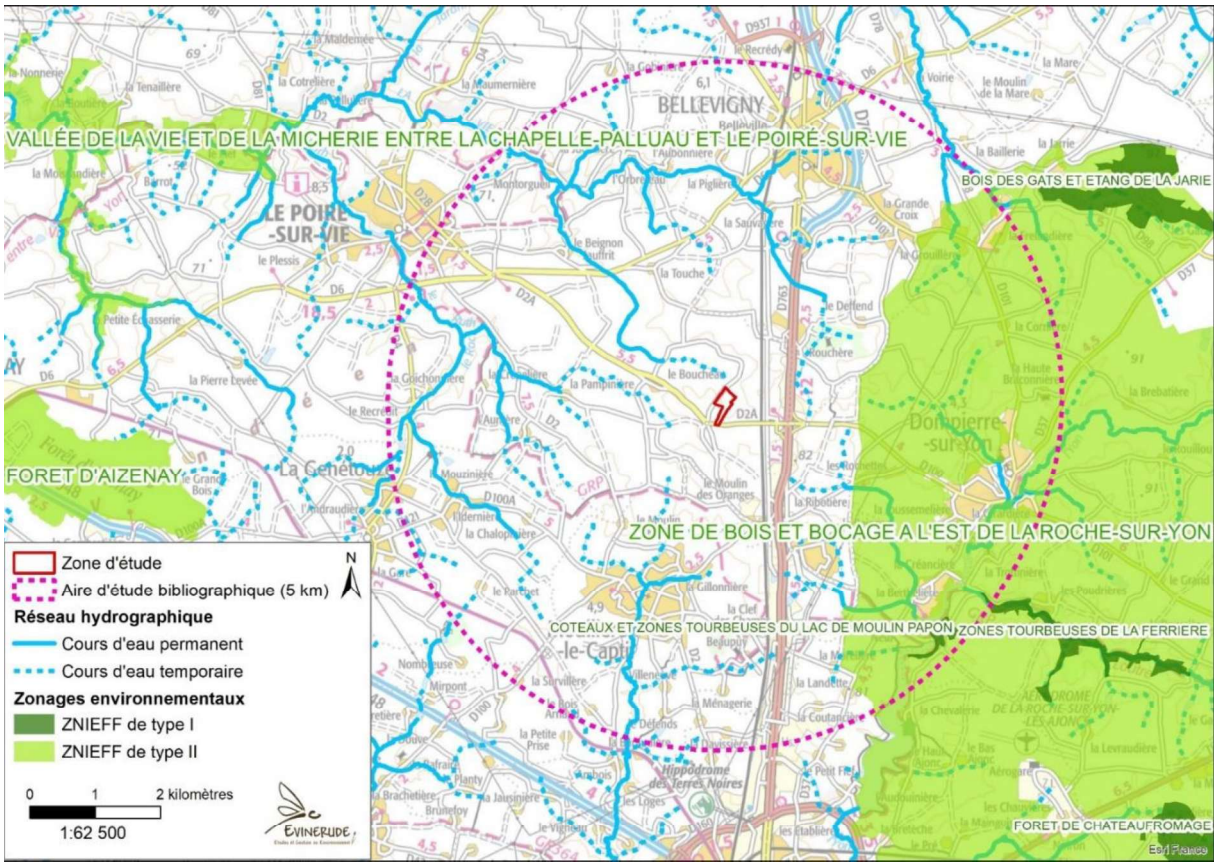


Figure 18 : Localisation des ZNIEFF (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP – EVINERUDE)

Les ZNIEFF recensées à proximité de la zone d'étude sont récapitulées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 9 : ZNIEFF à proximité de la zone d'étude

Type et numéro	Intitulé Distance au projet	Description	Lien écologique
ZNIEFF de Type 1 520616306	Coteaux et zones tourbeuses du lac de Moulin Papon - 4,5 km au sud-est	**Habitats déterminants :** 52 Tourbières de couverture 62.2 Végétation des falaises continentales siliceuses 37 Prairies humides et mégaphorbiaies 44.9 Bois marécageux d'Aulne, de Saule et de Myrte des marais Espèces déterminantes (potentielles sur site) : Amphibiens : Rainette verte Odonates : Cordulégastre annelé Phanérogames : Laîche puce Reptiles : Vipère aspic	Aucune continuité ou connexion entre le site d'étude et la ZNIEFF. Les espèces mentionnées peuvent potentiellement être présentes sur site avec des habitats similaires mais pas les populations issues de la ZNIEFF. Les espèces animales citées ont des capacités de déplacement limitées. Les prairies humides, les haies et les mares sont des habitats favorables à ces espèces.
ZNIEFF de Type 1 520616307	Zones tourbeuses de la Ferrière - 4,8 km au sud-est	**Habitats déterminants :** 37 Prairies humides et mégaphorbiaies 54.5 Tourbières de transition 51.2 Tourbières à Molinie bleue Espèces déterminantes (potentielles sur site) : Amphibiens : Rainette verte Odonates : Agrion de Mercure Phanérogames : Laîche puce, Laîche tardive, Grassette du Portugal, Rhynchospore blanc, Châtaigne d'eau	Aucune continuité ou connexion entre le site d'étude et la ZNIEFF. Les espèces mentionnées peuvent potentiellement être présentes sur site avec des habitats similaires mais pas les populations issues de la ZNIEFF. Les espèces animales citées ont des capacités de déplacement limitées. Les prairies humides, les haies et les mares sont des habitats favorables à ces espèces.
ZNIEFF de Type 1 520616309	Bois des Gats et étang de la Jarie - 5,6 km au nord-est	**Habitats déterminants :** 22.3 Communautés amphibies 53.1 Roselières 44.9 Bois marécageux d'Aulne, de Saule et de Myrte des marais 44.1 Formations riveraines de Saules 37.2 Prairies humides eutrophes Espèces déterminantes (potentielles sur site) : Amphibiens : Rainette verte, Triton marbré Mammifères : Lapin de Garenne Odonates : Leste fiancé Oiseaux : Busard Saint-Martin, Pie-grièche écorcheur, Pouillot de Bonelli Phanérogames : Laîche tardive, Jonc hétérophylle, Châtaigne d'eau Reptiles : Couleuvre verte et jaune	Aucune continuité ou connexion entre le site d'étude et la ZNIEFF. Les espèces mentionnées peuvent potentiellement être présentes sur site avec des habitats similaires. Les prairies humides, les linéaires arborés, les haies et les mares sont des habitats favorables à ces espèces.

Type et numéro	Intitulé Distance au projet	Description	Lien écologique
ZNIEFF de Type 2 520005759	**Zone de bois et bocage à l'est de la Roche-sur-Yon** - 2 km à l'est	**Habitats déterminants :** 53 Végétation de ceinture des bords des eaux 51 Tourbières hautes 44 Forêts riveraines, forêts et fourrés très humides 22.3 Communautés amphibies 37 Prairies humides et mégaphorbiaies **Espèces déterminantes (potentielles sur site) :** **Amphibiens** : Rainette verte **Odonates :** Agrion de Mercure **Phanérogames** : Orchis à fleurs lâches, Laîche puce, Baldellie fausse-renoncule, Cicendie filiforme, Cicendie naine, Ache inondée, Ludwigie des marais, Myriophylle à feuilles alternes, Peucédan de France, Grassette du Portugal, Rhynchospore blanc, Serratule des teinturiers, Châtaigne d'eau **Ptéridophytes** : Boulette d'eau	Aucune continuité ou connexion entre le site d'étude et la ZNIEFF. Les espèces mentionnées peuvent potentiellement être présentes sur site avec des habitats similaires mais pas les populations issues de la ZNIEFF. Les espèces animales citées ont des capacités de déplacement limitées. Les prairies humides, les linéaires arborés, les haies et les mares sont des habitats favorables à ces espèces.

6.2.2. Zones humides

Longtemps considérées comme dangereuses ou insalubres, les zones humides ont été modifiées, parfois détruites. Pourtant, elles remplissent des fonctions essentielles au maintien des équilibres écologiques et rendent des services à la collectivité. C'est pourquoi leur sauvegarde est une obligation légale qui relève de l'intérêt général.

Le SDAGE Loire-Bretagne préconise la préservation de ces périmètres. Si toutefois, un projet venait impacter une zone humide, une compensation représentant 2 fois la zone impactée devrait être mise en place.

Un diagnostic zone humide a été réalisé par EVINERUDE en 2025, selon les critères floristiques et pédologiques.

- ***Critère floristique***

Deux habitats naturels caractéristiques des zones humides floristiques au sens de l'annexe IIb de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 ont été identifiées sur le site. Il s'agit de :

- Prairie oligotrophe humide à joncs (CCB : 37.312) – **40 888 m²**,
- Fourré de saules (CCB : 44.921) – **10 279 m²** (dont 9351 m² en mosaïque).

Lors de l'automne 2023, les fourrés de saules entourant la mare sur une surface de 873 m² ont été totalement défrichés.

Par ailleurs, des habitats naturels et anthropiques identifiés sur le site sont cotés "pro-parte" dans l'annexe IIb de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 soit parce que les habitats de niveau inférieur ne sont pas tous humides, soit parce qu'il n'existe pas de déclinaison typologique plus précise permettant d'effectuer le distinguo.

Les habitats présentés ci-dessous ont donc nécessité la réalisation d'une analyse phytosociologique en période favorable pour permettre de statuer sur leur caractère humide ou non :

Nom de l'habitat	Code CORINE Biotopes	Surface
Prairie mésophile de fauche à *Anthoxanthum odoratum* et *Rumex acetosa*	38.22	14 481 m²
Prairie mésophile de fauche à *Bromus hordeaceus* et *Geranium dissectum*	38.22	44 811 m²
Ourlet herbacé de bord de route	37.72	3 955 m²

Au terme de ces investigations, aucun des relevés réalisés au sein de ces habitats n'a révélé une végétation caractéristique des zones humides.

La surface totale des zones humides floristiques est de 51 167 m², dont 43 910 m² au sein de la zone d'étude (7,73 ha), soit 4,39 ha (57% de la zone d'étude).

- ***Critère pédologique***

Une analyse pédologique a été mise en place pour localiser les zones humides pédologiques. Au total, 24 sondages ont été réalisés. Parmi les sondages, 15 d'entre eux ont révélé des sols caractéristiques de zones humides. Les zones humides pédologiques totalisent une surface de 50 448 m², soit 65,7 % de la zone d'étude.

Ces derniers mettent en évidence 5 profils types, les différents sondages pouvant être regroupés de la manière suivante. Les profils indiqués en bleu sont caractéristiques de zones humides pédologiques.

- Profil n°1 (Classe IVb) : Sondages n°1, n°5, n°7, n°17, n°23 ;
- Profil n°2 (Classe IVc) : Sondages n°8, n°11, n°18, n°24 ;
- Profil n°3 (Classe Vb-c-d) : Sondages n°2, n°3, n°4, n°6, n°10, n°19, n°20, n°22 ;
- Profil n°4 (Classe VIc2) : Sondages n°13, n °15, n°16, n°21 ;
- Profil n°5 (Classe VId) : Sondages n°9, n°12, n°14 ;

Seuls les profils représentatifs de zone humide pédologique sont représentés ci-après :

Profil n°3 (Classe Vb-c-d)

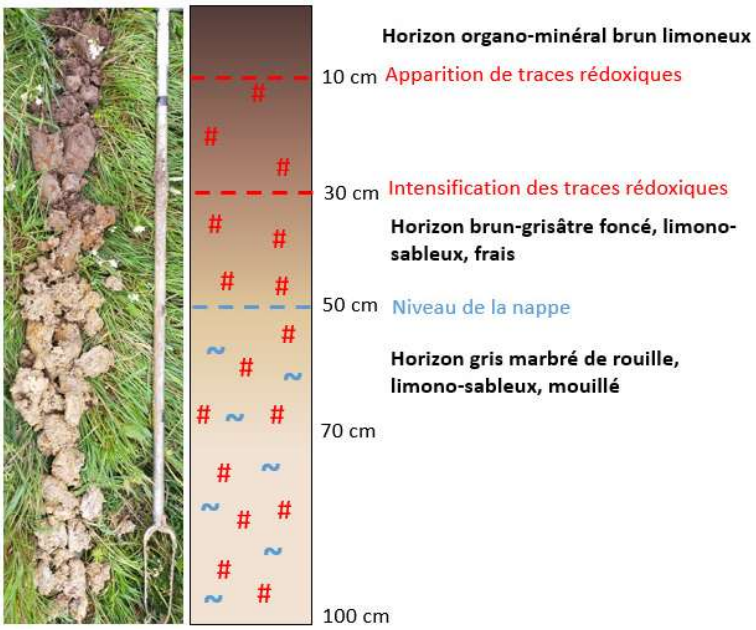


Figure 19 : Représentation du profil pédologique n°3. Exemple du sondage n°10

Le sondage traverse des horizons limono-sableux. A 20 cm de profondeur, l'horizon organo-minéral de surface laisse place à un horizon frais, limono-sableux. Au sein de cet horizon, les traces rédoxiques s'intensifient à partir de 30 cm. A 50 cm de profondeur, la nappe apparaît avec un nouvel horizon. Celui-ci est gris, marbré de rouille, mais garde une texture similaire à l'horizon précédent, c'est-à-dire limono-sableux. Le sondage s'arrête à 100 cm. Le sondage n°10 est rattaché à la classe Vb-c-d selon le GEPPA, caractéristique des zones humides.

Profil n°4 (Classe VIc2)

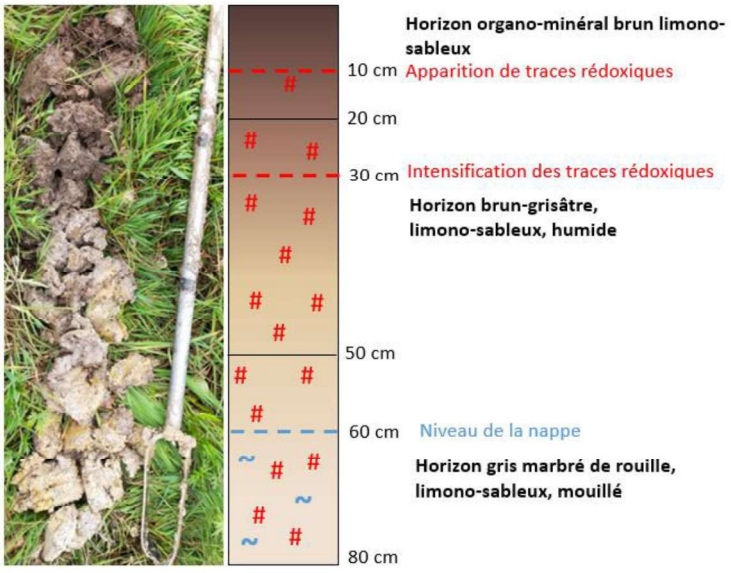


Figure 20 : Représentation du profil pédologique n°4. Exemple du sondage n°13

Le sondage commence par traverser un horizon organo-minéral brun, de texture limono-sableuse, sur 20 cm. Au sein de cet horizon, à 10 cm, les premières traces rédoxiques apparaissent.

Le sondage traverse ensuite un horizon marron-grisâtre, de même texture que le précédent mais humide. Au sein de celui-ci, les traces rédoxiques s'intensifient à partir de 30 cm de profondeur. La texture change à 50 cm de profondeur, devenant sablo-limoneuse, ainsi que la couleur de l'horizon qui vire au gris. Cet horizon gris est un horizon réductique (Go) où des tâches de rouille estompée restent visibles. La nappe apparaît au sein de cet horizon à 60 cm de profondeur. Le sondage n°13 est rattaché à la classe VIc2 selon le GEPPA, caractéristique des zones humides.

Profil n°5 (Classe VId)

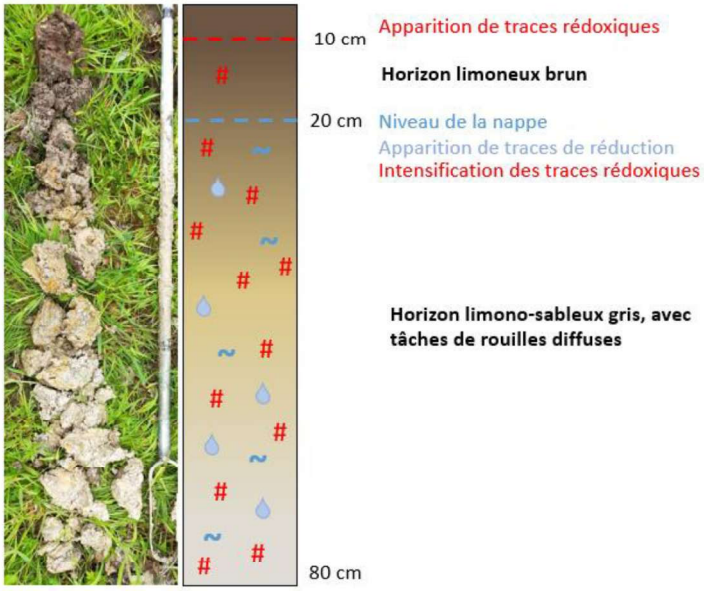


Figure 21 : Représentation du profil pédologique n°5 : Exemple du sondage n°14

Le sondage commence par traverser un horizon organo-minéral brun, limoneux. Les premières traces rédoxiques apparaissent à 10 cm de profondeur. A 20 cm de profondeur, l'horizon organo-minéral de surface laisse place à un horizon gris, limono-sableux, avec des tâches de rouilles diffuses. A la même profondeur, la nappe apparaît et les traces rédoxiques s'intensifient. Le sondage n°14 est rattaché à la classe VId selon le GEPPA, caractéristique des zones humides.

Le tableau suivant résume les caractéristiques des sondages pédologiques effectués au sein de l'aire d'étude.

Tableau 10 : Synthèse des sondages pédologiques

Sondage	Traces rédoxiques	Traces réductiques	Venue d'eau	Classe du GEPPA	Sondage caractéristique d'une zone humide
1	Apparition et intensification dès 50 cm	-	-	IVb	Non
2	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 30 cm	-	0 cm	Vb-c-d	Oui
3	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 40 cm	40 cm	-	Vb-c-d	Oui

Sondage	Traces rédoxiques	Traces réductiques	Venue d'eau	Classe du GEPPA	Sondage caractéristique d'une zone humide
4	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 20 cm	-	20 cm	Vb-c-d	Oui
5	Apparition et intensification dès 50 cm	-	-	IVb	Non
6	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 40 cm	-	40 cm	Vb-c-d	Oui
7	Apparition de traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 40 cm	-	-	IVb	Non
8	Apparition de traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 60 cm	-	-	IVc	Non
9	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm	20 cm	20 cm	VId	Oui
10	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 30 cm	-	50 cm	Vb-c-d	Oui
11	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 50 cm	-	-	IVc	Non
12	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 20 cm	20 cm	0 cm	VId	Oui
13	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 30 cm	50 cm	60 cm	VIc2	Oui
14	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 20 cm	20 cm	20 cm	VId	Oui
15	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm	30 cm	40 cm	VIc2	Oui

Sondage	Traces rédoxiques	Traces réductiques	Venue d'eau	Classe du GEPPA	Sondage caractéristique d'une zone humide
16	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 30 cm	30 cm	30 cm	VIc2	Oui
17	Apparition de traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 40 cm	-	60 cm	IVb	Non
18	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 50 cm	-	-	IVc	Non
19	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 40 cm	-	30 cm	Vb-c-d	Oui
20	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 30 cm	-	40 cm	Vb-c-d	Oui
21	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 20 cm	30 cm	20 cm	VIc2	Oui
22	Apparition des traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 20 cm	-	30 cm	Vb-c-d	Oui
23	Apparition de traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 40 cm	-	60 cm	IVb	Non
24	Apparition de traces rédoxiques dès 10 cm Intensification dès 60 cm	-	60 cm	IVc	Non

La **surface totale des zones humides pédologiques est estimée à 5,0448 ha soit 65,7% de la surface totale prospectée.**

- ***Synthèse***

Selon l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009, relatif à la caractérisation des zones humides, l'ensemble des zones humides floristiques identifiées sont considérées comme des zones humides effectives. Elles représentent une surface totale de 50 448 m² de zones humides, soit 65,7 % de la zone d'étude.

La carte suivante indique la localisation des zones humides identifiées.

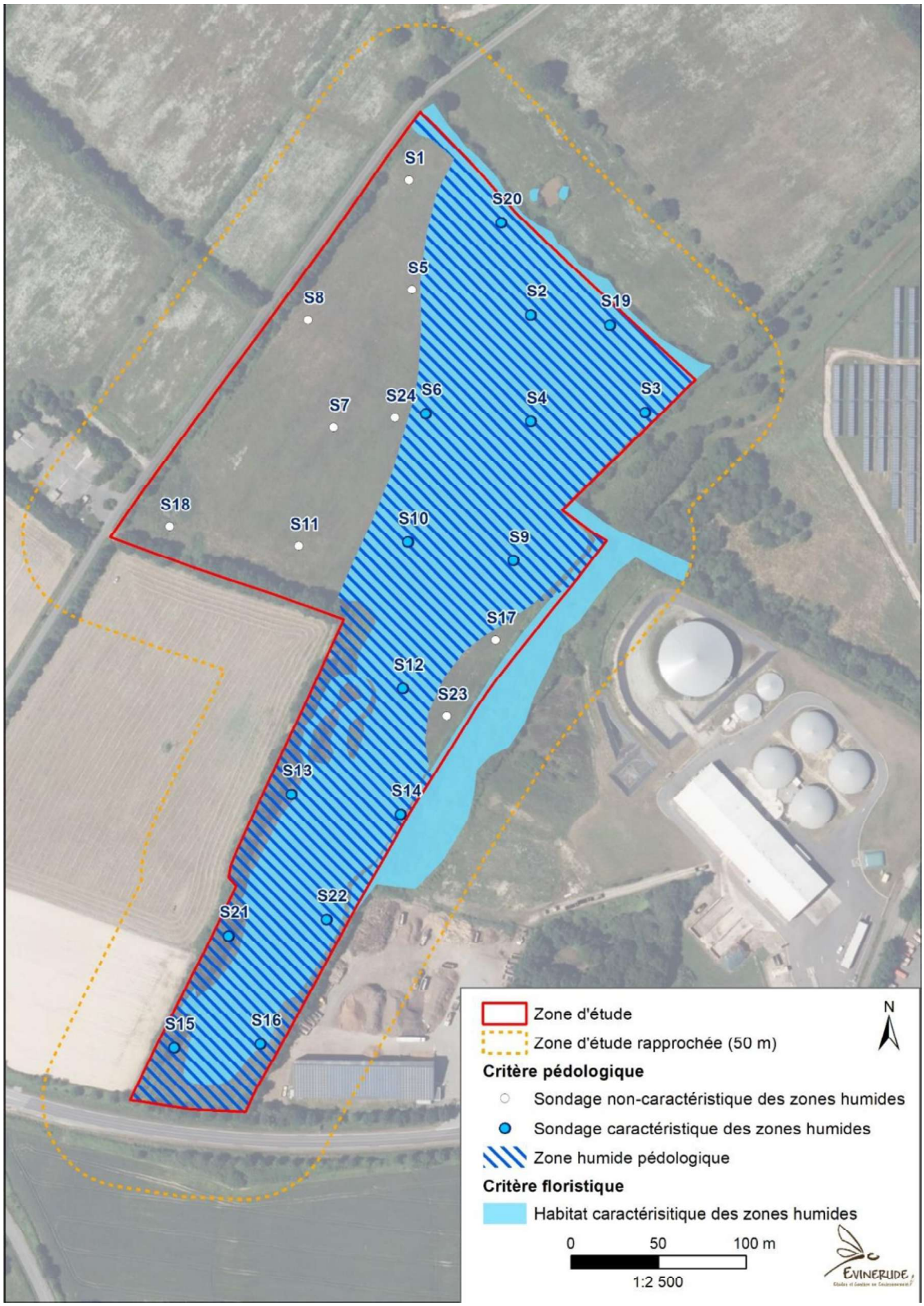


Figure 22 : Cartographie des zones humides selon les critères floristiques et pédologiques (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP – EVINERUDE)

La surface totale de zone humide s'élève à 5,0448 ha soit 65,7 % de la zone d'étude.

6.2.3. Trame verte et bleue

Comme vu au §5.1.4 l'atlas cartographique du SRCE des Pays de la Loire indique que la zone du projet n'est pas située au sein d'une trame verte et bleue.

D'après le SCoT, le site d'étude n'intercepte aucun réservoir ni corridor de biodiversité à préserver. Il est situé au sein de sites d'activités. A ce titre, l'enjeu pour la Trame verte et bleue est jugé nul.

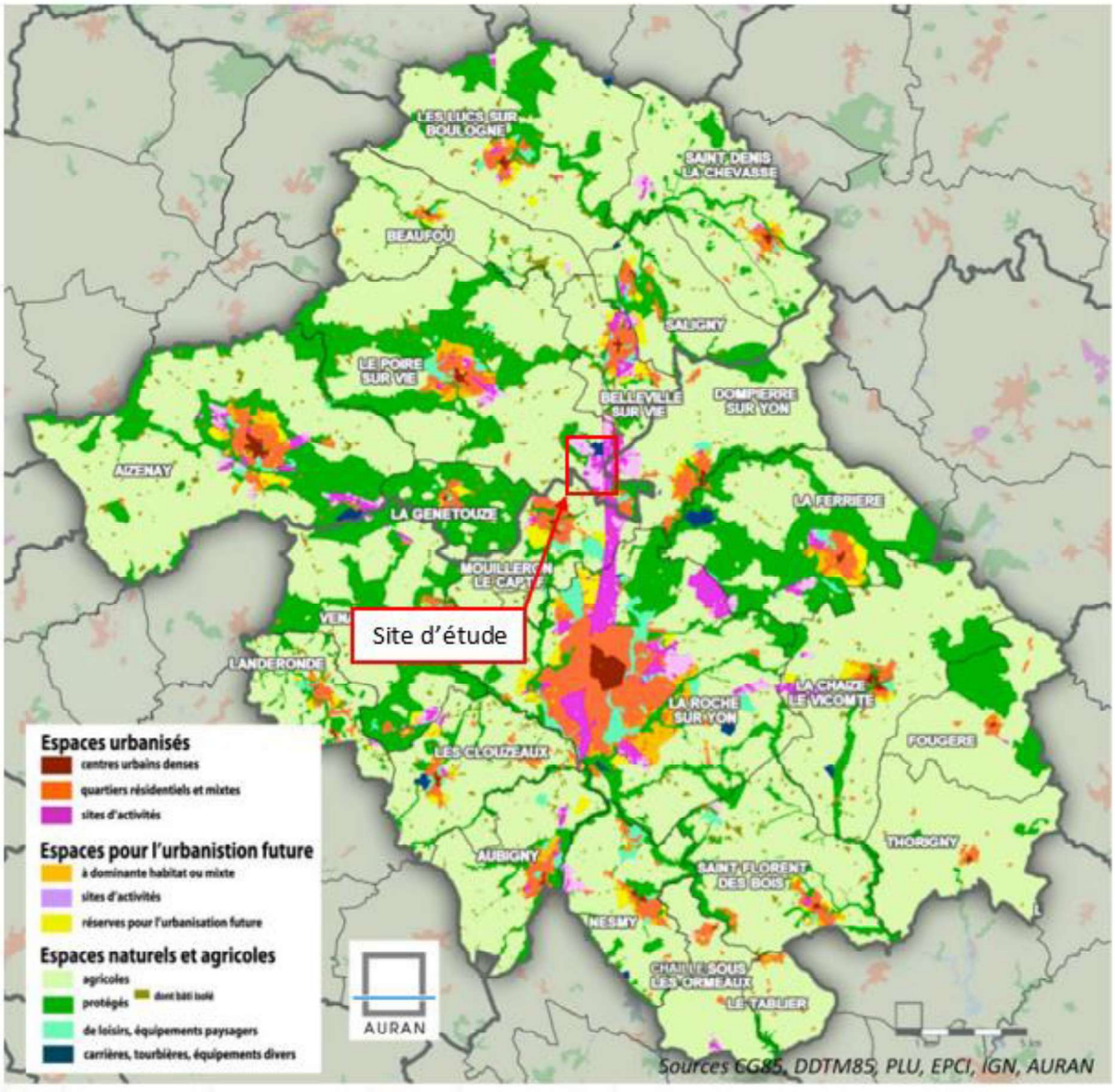


Figure 23 : Extrait de la Trame verte et bleu du SCoT Yon et Vie (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP)

D'après le PLUi-H de Vie et Boulogne, le site d'étude ne s'inscrit dans aucun milieu structurant de trames principales ou de cœurs de natures. Il se retrouve cependant au sein d'une zone de prise en compte de l'influence de la Roche-sur-Yon dans les aménagements futurs.

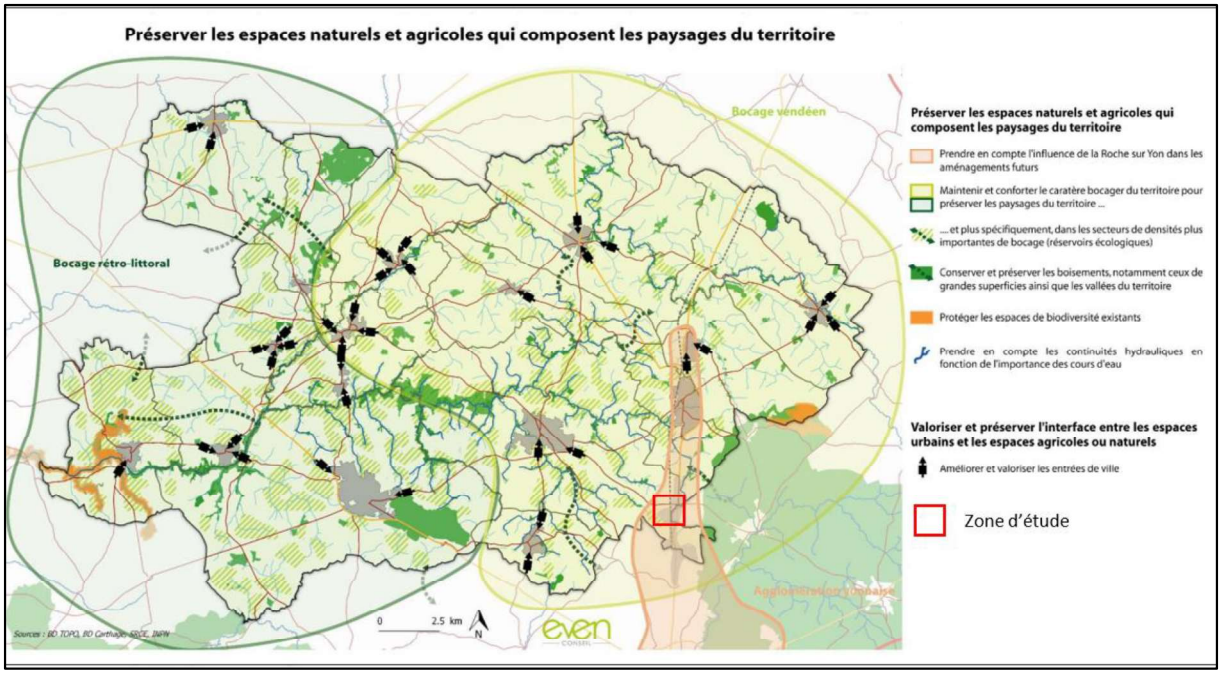


Figure 24: Trame Verte et Bleue du PLUi-H de la communauté de commune de Vie et Boulogne (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP)

D'après le diagnostic écologique mené par EVINERUDE, la zone d'étude est située dans un **contexte bocager** avec un continuum de haies, de milieux prairiaux et de milieux agricoles favorables à la libre circulation de la faune. Elle est constituée d'une mosaïque de milieux ouverts (prairies humides à mésophiles) à semi-ouverts (ronciers/fourrés) et boisés (haies arborées) perméables au développement et au déplacement d'une faune diversifiée ne pouvant se déplacer dans les habitats connexes à la zone d'étude (sauf cas de l'avifaune et des chiroptères).

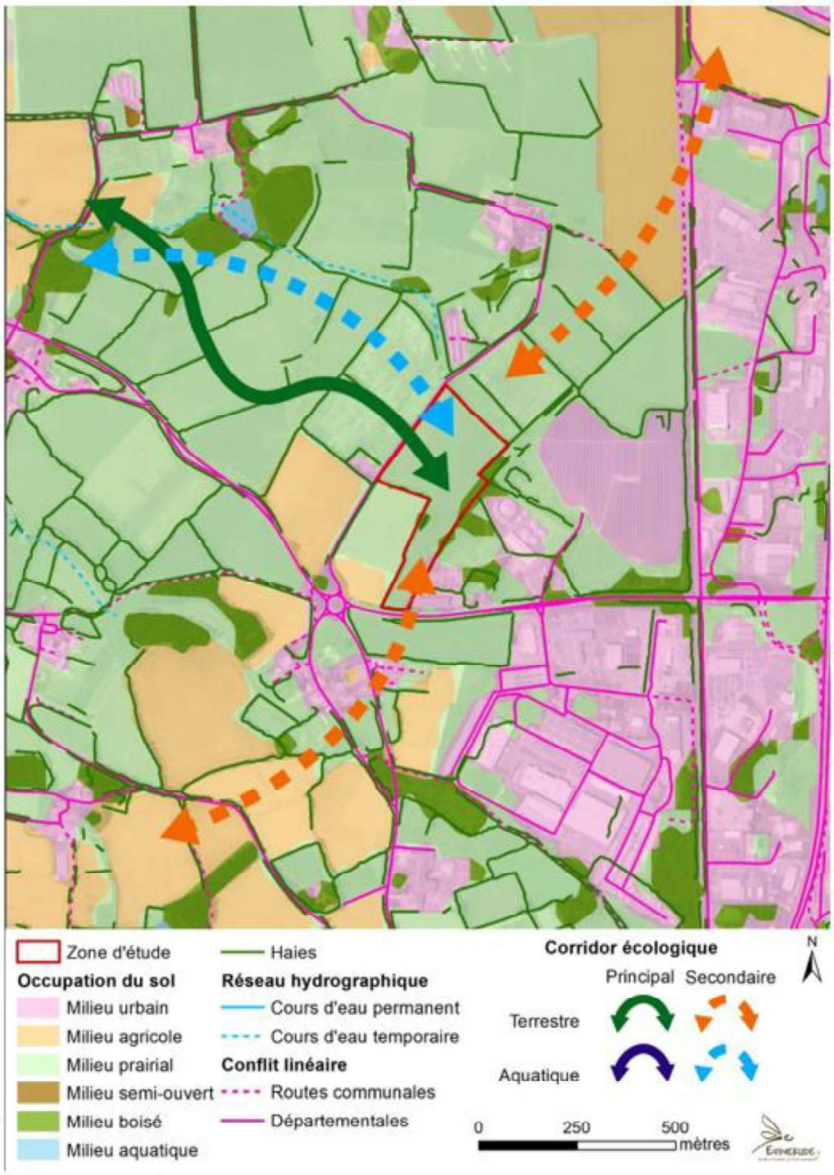


Figure 25: Trames vertes et bleues locales (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP – EVINERUDE)

Les enjeux en termes de dynamiques écologiques sont jugés « faibles ».

6.2.4. Diagnostic écologique

6.2.4.1. Habitats

16 habitats ont été définis en tout dans la zone d'étude rapprochée (dont 10 dans la zone d'étude). Deux habitats sont caractéristiques des zones humides (prairie oligotrophe humide à joncs et fourrés de saules), ceux-ci recouvrant la majorité du site.

Tableau 11 : Synthèse des habitats naturels et anthropiques observés dans la zone d'étude rapprochée (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP – EVINERUDE)

Intitulé	CCB	Zone humide floristique	Surface
Prairie oligotrophe humide à joncs	37.312	Oui	40 887 m²
Fourré de saules	F9.21	Oui	938 m²
Fourré de saules et chênaie ligérienne à *Ruscus aculeatus*	F9.21 x G1.A12	Oui	9 351 m²
Haie bocagère arborée	FA.3 x G5.1	/	8 947 m²
Haie bocagère en mosaïque avec une prairie mésophile de fauche à *Bromus hordeaceus* et *Geranium disssectum*	FA x G5.1 x E2	/	6 892 m²
Prairie mésophile de fauche à *Anthoxanthum odoratum* et *Rumex acetosa*	E2.22	/	1,44 ha
Prairie mésophile de fauche à *Bromus hordeaceus* et *Geranium dissectum*	E2.22	/	4,48 ha
Ourlet herbacé de bord de route	E5.43	/	3 955 m²
Fourré à *Prunus spinosa*	F3.111	/	189 m²
Roncier	F3.131	/	3 607 m²
Mare	C1	/	666 m²
Fossé	J5.41	/	1100 ml
Drain	J5.41	/	708 ml
Monoculture intensive	I1	/	2 805 m²
Prairie améliorée	E2.61	/	4 854 m²
Zone anthropisée	J4	/	1,52 ha
Voirie	J4	/	3 363 m²

6.2.4.2. Flore

Au total, 122 taxons ont été recensés au sein de la zone d'étude, lors des inventaires de terrain.

Selon la base de données de données communale de l'INPN et des zonages alentour, 24 espèces végétales jugées patrimoniales sont recensées à l'échelle du territoire du Poiré-sur-Vie et des communes alentour.

Cependant lors des prospections terrain, aucune espèce patrimoniale, protégée ou menacée n'a été contactée.

6.2.4.3. Faune

6.2.4.3.1. Mammifères

L'étude Faune-Flore réalisée en 2025 a établi une liste de 21 espèces potentiellement présentes sur la commune dont 6 espèces protégées. Lors des prospections de 2023, 4 espèces ont été observées dont 2 protégées à l'échelle nationale : l'écureuil roux et le hérisson d'Europe.

Les enjeux sont considérés comme **faibles**.

6.2.4.3.2. Chiroptères

Lors des prospections Faune-Flore de 2023, 14 espèces ont été observées. Toutes ces espèces sont protégées.

L'enjeu est considéré **modéré** pour les chiroptères en raison de la présence de deux espèces en gîte potentiel sur la zone d'étude et possédant une activité modérée sur site : la Barbastelle d'Europe et le Murin à oreilles échancrées. Ces espèces vont fréquenter les linéaires arborés, les haies et les milieux arbustifs présents autour de la mare pour le déplacement et la chasse. Le site ne semble pas être catégorisé en secteur de chasse préférentiel pour les espèces inventoriées.

6.2.4.3.3. Avifaune

L'étude Faune-Flore réalisée en 2025 a établi une liste de 151 espèces potentiellement présentes sur la commune dont 115 protégées à l'échelle nationale. Lors des prospections de 2023, 42 espèces ont été observées dont 31 protégées à l'échelle nationale et 2 d'intérêt communautaire.

L'enjeu **fort** attribué à ce cortège se justifie par la présence en période de reproduction de la Linotte mélodieuse sur les habitats uniquement.

Les linéaires arborés ont quant à eux un enjeu **modéré** en raison de la présence de la Tourterelle des bois et du Verdier d'Europe, deux espèces menacées (« Vulnérable ») à l'échelle nationale. La prairie humide oligotrophe qui compose la majeure partie du site d'étude se voit attribuer un enjeu **modéré** aussi en raison de la présence de la Cisticole des joncs en reproduction probable sur cet habitat et étant « Quasi-menacée » aux échelles nationale et régionale. Les autres habitats présents présentent des enjeux **faibles.**

6.2.4.3.4. Reptiles

L'étude Faune-Flore réalisée en 2025 a établi une liste de 7 espèces potentiellement présentes sur la commune. Lors des prospections de 2023, aucune espèce n'a été observée.

6.2.4.3.5. Amphibiens

L'étude Faune-Flore réalisée en 2025 a établi une liste de 10 espèces potentiellement présentes sur la commune. Lors des prospections de 2023, 2 espèces ont été observées. Toutes ces espèces sont protégées à l'échelle nationale. Une d'entre elle présente un enjeu **modéré** (Rainette verte) et l'autre un enjeu **faible** (Grenouille rieuse).

6.2.4.3.6. Invertébrés

L'étude Faune-Flore réalisée en 2025 a établi une liste de 42 espèces de lépidoptères (papillons), 40 espèces d'odonates (libellules et demoiselles), 16 espèces d'orthoptères et 5 espèces de coléoptères potentiellement présentes sur la commune. Lors des prospections de 2023, 15 espèces de

lépidoptères, 5 espèces d'odonates, 9 espèces d'orthoptères et 2 espèces de coléoptères ont été observées dont une protégée : le Grand capricorne. Ce dernier représente un enjeu **modéré**, 1 espèce représente un enjeu **faible** (Grillon des marais), les autres représentent un enjeu **très faible**.

6.2.5. Occupation du sol

D'après les données fournies par la base de données européenne Corine Land Cover 2018, l'occupation des sols sur la zone d'étude, ainsi que dans son environnement proche, est constituée de prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole.

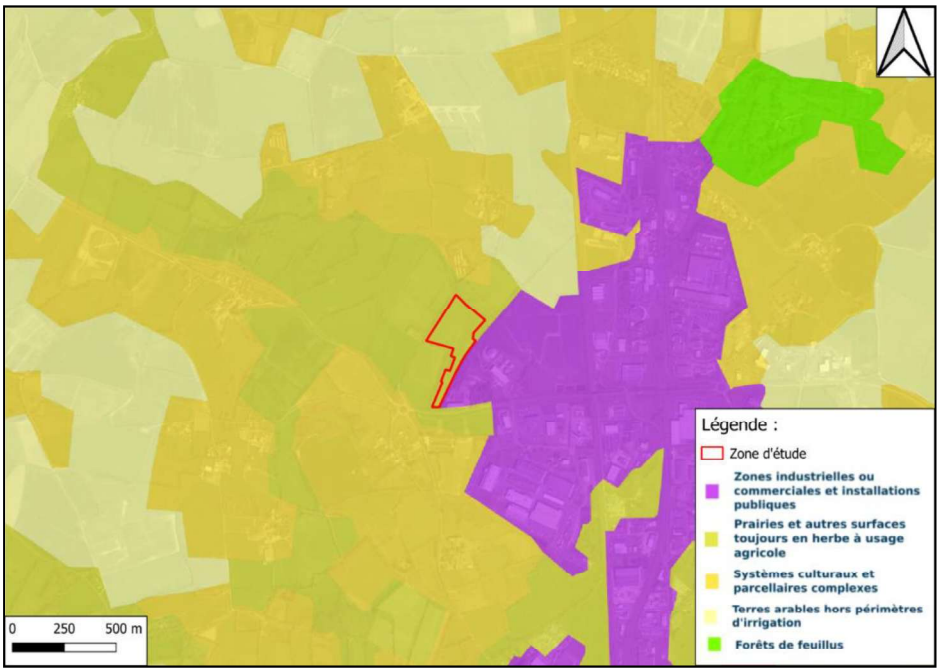


Figure 26 : Occupation du sol de la zone d'étude

L'historique des productions sur les parcelles est confirmée par le RPG sur 6 ans et indique la dominance de prairies à rotations longues et permanentes sur la période 2018 – 2023.

Deux activités d'élevage sont situées à proximité de la zone d'étude : à 80 m au nord (EARL Jolly : Elevage de volailles) et à 250 m au sud (société Moiseau Marie-Lucie : élevage de volailles).

Le projet agricole consistera notamment à utiliser la parcelle en récolte de foin et le pâturage de bovins selon les besoins et conditions d'exploitation.

La charge par hectare devra être respectueuse des milieux humides et ne pas entraîner de surpâturage, un tassement des sols ou ne pas raser la végétation en profondeur. Le pâturage extensif devra viser une valeur guide de pression adaptée aux prairies humides à 0,25 UGB/ha/an au sein des prairies humides situées sous panneaux.

6.3. Risques naturels

6.3.1. Inondation

Selon le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) de la Vendée, la commune du Poiré-sur-Vie est concernée par le risque inondation par débordement d'un cours d'eau. Toutefois, la commune n'est soumise à aucun Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi).

La zone d'étude n'étant pas située à proximité d'un cours d'eau, elle n'est pas concernée par le risque inondation.

Le projet n'est pas concerné par le risque inondation.

6.3.2. Remontée de nappe

Les nappes phréatiques sont alimentées (rechargées) par l'infiltration d'une partie de l'eau de pluie qui atteint le sol.

Leur niveau varie de façon saisonnière :

- la recharge des nappes a principalement lieu durant la période hivernale car cette saison est propice à l'infiltration d'une plus grande quantité d'eau de pluie ;
- à l'inverse, durant l'été, la recharge des nappes est faible ou nulle ;
- on appelle «battement de la nappe» la variation de son niveau au cours de l'année.

Si des évènements pluvieux exceptionnels surviennent et engendrent une recharge exceptionnelle, le niveau de la nappe peut atteindre la surface et provoquer une inondation "par remontée de nappe".

La zone d'étude n'est pas soumise au risque inondation par débordement de nappe. Elle se situe dans au droit d'une entité hydrogéologique imperméable à l'affleurement.

Le projet n'est pas concerné par le risque de remontée de nappe.

6.3.3. Risque sismique

En termes de risque sismique, le territoire national est divisé en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes (articles R563-1 à R563-8, et D563-8-1 du Code de l'Environnement) telles que :

- Zone de sismicité 1 (très faible) ;
- Zone de sismicité 2 (faible) ;
- Zone de sismicité 3 (modérée) ;
- Zone de sismicité 4 (moyenne) ;
- Zone de sismicité 5 (forte).

D'après ce zonage, la commune du Poiré-sur-Vie se situe en zone de sismicité 3.

Le projet de construction d'une centrale photovoltaïque est concerné par l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ». S'agissant de bâtiments dans lesquels est exclue toute activité humaine nécessitant un séjour de longue durée (bâtiment de catégorie I), aucune contrainte de construction parasismique n'est imposée pour un parc photovoltaïque.

La commune du Poiré-sur-Vie est située en zone d'aléa modéré, zone de sismicité 3.

6.3.4. Cavités souterraines et mouvements de terrain

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou anthropique. Les volumes en jeu sont compris entre quelques mètres cubes et quelques millions de mètres cubes. Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) ou très rapides (quelques centaines de mètres par jour).

Selon le DDRM de la Vendée, ce risque peut être d'origine diverse : mouvements lents et continus (les tassements et les affaissements de sols, les glissements de terrain le long d'une pente…) ; mouvements rapides et discontinus (les effondrements, les écroulements et les chutes de blocs, les coulées boueuses et torrentielles…) et l'érosion littorale.

D'après la base de données du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Énergie (http://www.georisques.gouv.fr), aucun mouvement de terrain n'a été recensé sur la commune du Poiré-sur-Vie

Concernant les cavités souterraines, aucune cavité naturelle n'est répertoriée sur la commune du Poiré-sur-Vie.

Le projet n'est a priori pas concerné par les cavités souterraines ni les mouvements de terrain.

6.3.5. Retrait/gonflement des argiles

Les terrains argileux superficiels peuvent voir leur volume varier à la suite d'une modification de leur teneur en eau, en lien avec les conditions météorologiques.

Ils se « rétractent » lors des périodes de sécheresse (phénomène de « retrait ») et gonflent au retour des pluies lorsqu'ils sont de nouveau hydratés (phénomène de « gonflement »).

Ces variations sont lentes, mais elles peuvent atteindre une amplitude suffisamment importante pour endommager les bâtiments localisés sur ces terrains.

La commune du Poiré-sur-Vie n'est pas soumise à un Plan de Prévention des Risques Retrait-gonflement des sols argileux. La zone d'étude est exposée à un « aléa faible » signifiant que des variations de volume ont une très faible probabilité d'avoir lieu.

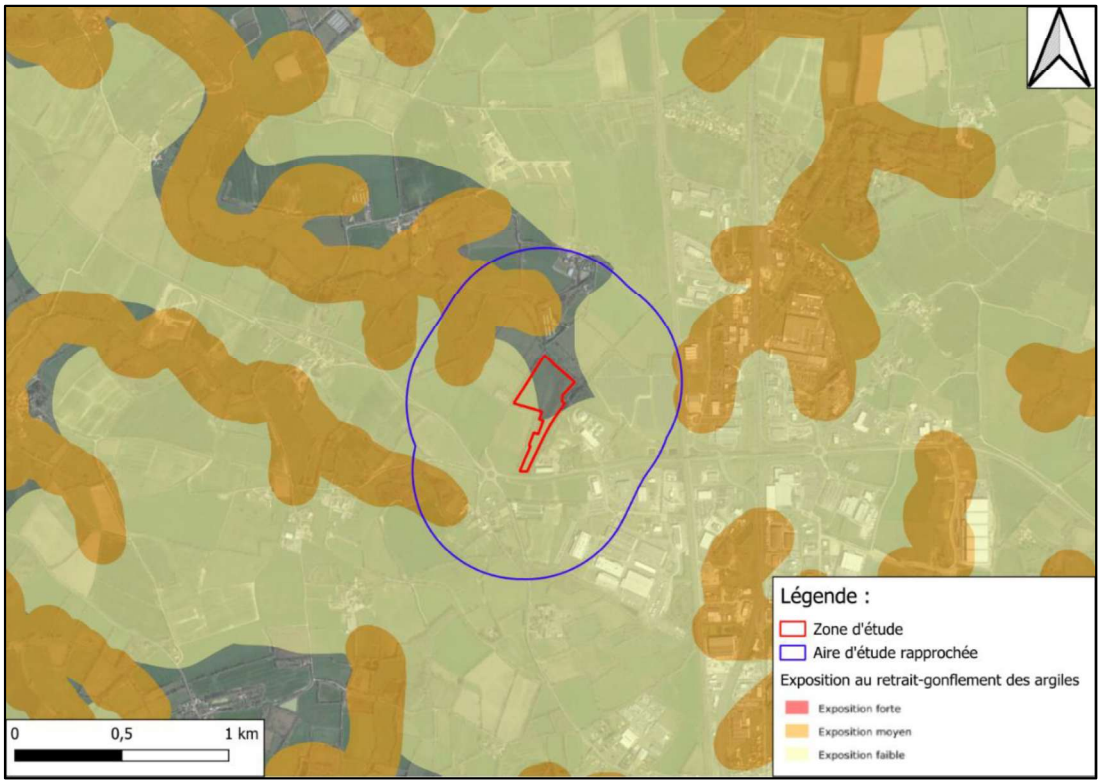


Figure 27 : Exposition au retrait-gonflement des argiles (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP)

Le projet se situe en zone à exposition faible au retrait gonflement des argiles.

6.3.6. Radon

Le radon est un gaz radioactif naturel, inodore et incolore, présent dans les sols, en particulier granitiques et volcaniques. Il est produit par la désintégration de l'uranium et du radium présents dans la croûte terrestre. Il est reconnu cancérigène pour l'homme par l'Organisation mondiale pour la santé (OMS) depuis 1985. Ne présentant pas de danger lorsqu'il circule à l'air libre, le radon devient problématique lorsqu'il s'accumule dans un espace confiné comme peut l'être une cave ou une habitation, en général.

Le potentiel radon de la commune du Poiré-sur-Vie est important. Cependant, le projet étant en extérieur et sans présence de personnel, le risque associé est nul. (Source : Géorisques).

L'enjeu est considéré nul au droit de la zone du projet.

6.4. Risques technologiques

6.4.1. Installations classées

La commune du Poiré-sur-Vie compte 29 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), dont :

- 1 ICPE classée au régime Autorisation (activité de méthanisation) située à 60 m à l'est de la zone d'étude ;
- 2 ICPE classées au régime Enregistrement situées à 80 m au nord (EARL Jolly: Elevage et abattoir) et 250 m au sud (Moiseau Marie-Lucie: élevage de volailles) de la zone d'étude.

Aucune ICPE n'est située au droit du site.

Aucun Plan de Prévention du Risque Technologique (PPRT) n'a été approuvé dans la commune.

La zone d'étude n'est pas concernée par un PPRT mais est entourée de 3 sites ICPE. La contrainte vis-à-vis du risque industriel est jugée modérée.

6.4.2. Transport de matières dangereuses (TMD)

Le transport de matières dangereuses peut mener à des accidents. Les matières dangereuses sont celles dont les propriétés physiques ou chimiques (inflammables, toxiques, corrosives, …), ou les réactions chimiques qu'elles sont susceptibles de générer (explosion, incendie, …), vont présenter un danger pour l'homme, ses biens ou l'environnement.

Le transport de marchandises dangereuses (TMD) regroupe aussi bien le transport par route, voie ferrée, avion, voie navigable et maritime que par canalisation.

La commune du Poiré-sur-Vie n'est pas concernée par le TMD par canalisation.

La commune est cependant concernée par le transport de matières dangereuses par :

- voie ferrée, avec la ligne à environ 500 m à l'est de la zone d'étude
- voie routière avec la D2A, passant en limite sud de la zone d'étude

Le projet n'est pas concerné par le risque TMD par canalisation souterraine mais est concerné par le risque TMD par voie routière.

6.4.3. Sites et sols pollués

BASIAS est la Base des Anciens Sites Industriels et Activités de Service, en activité ou non. Cet inventaire recense à l'échelle départementale, de façon systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement sans que l'inscription d'un site ne préjuge d'une éventuelle pollution à son endroit.

Un site BASIAS est présents dans le rayon de 500 m autour de la zone d'étude. Il s'agit de l'ancien site de collecte et stockage des déchets non dangereux.

Ce site est également classé dans la base de données « Secteur d'Information sur les Sols (site n°SSP0006261). Un terrain est répertorié en Secteur d'Information sur les Sols (SIS) si les parcelles

cadastrales qui le composent sont affectées totalement ou partiellement par une pollution connue par les services de l'État.

Sur ce site, un parc photovoltaïque a été installé. Dans le cadre du suivi post-exploitation du site, des suivis analytiques de la qualité des eaux souterraines ont été effectués. Les résultats ne montrent pas d'anomalie.

Aucune pollution notable n'est recensée au niveau de l'emprise du projet, le sol de la zone d'étude étant une zone agricole.

Un ancien site de stockage de déchets non dangereux, avec l'implantation d'un parc photovoltaïque au sol, est situé en limite est de la zone d'étude.

L'enjeu est faible.

7. Evaluation des incidences liées à l'eau

Les éléments présentés dans ce chapitre sont principalement issus de l'étude d'impact réalisée en juillet 2025 par ANTEA GROUP et du volet naturel et paysager de l'étude d'impact réalisé en 2025 par EVINERUDE.

Seules les incidences relevant du volet eau et des milieux aquatiques sont présentées dans le présent chapitre.

7.1. Incidences Natura 2000

Le site Natura 2000 le plus proche est le Marais de Poitevin (ZSC FR5400446) situé à 25 km au Sud-Est de la zone d'étude. Aucune connexion ou continuité n'est remarquée entre la zone d'étude et ce site.

Seules les espèces et les habitats ayant justifié la désignation du site Natura 2000 (ZSC) et susceptibles de subir une atteinte sont pris en compte. De ce fait les habitats et espèces suivants sont considérés à enjeu dans l'analyse d'incidence :

- Habitat d'intérêt communautaire : Prairie oligotrophe humide à joncs,
- Espèces : Barbastelle d'Europe, Murin à oreilles échancrées, Grand Rhinolophe, Grand Murin, Murin de Bechstein et Grand Capricorne.

Les potentiels risques d'incidences du projet sont :

- Destruction d'habitats d'espèces : incidence nulle du fait de l'éloignement du site, de l'absence de continuité remarquable avec la zone d'étude, de la présence uniquement en alimentation et en transit du Grand Rhinolophe, du Grand Murin et du Murin de Bechstein ainsi que de la capacité de dispersion du Grand Capricorne ne permettant pas de relier le site Natura 2000 et la zone d'étude,
- Destruction directe par mise en place d'une voirie et indirecte par ombrage des panneaux photovoltaïque : incidence nulle du fait de l'éloignement du site et de l'absence de continuités remarquables.

Le second secteur Natura 2000 le plus proche est situé à 30 km de la zone d'étude (Dunes, forêt et marais d'Olonne).

Cette ZSC se trouve être éloignée de la zone d'étude et sans lien écologique marqué. De plus, les alentours directs de la zone d'étude sont très urbanisés sur la partie Est et marqués par des zones de conflits linaires (Autoroute, départementales). **Au vu de la distance à ce site Natura 2000 ainsi que le contexte environnant la zone d'étude, aucune incidence sur les habitats et les populations d'espèces de ce zonage n'est à prévoir.**

En somme il est conclu que le projet n'a pas d'incidences sur les sites Natura 2000.

7.2. Incidences potentielles sur les eaux souterraines

Le contexte hydrogéologique ne présente aucune sensibilité notable étant donné l'absence de captage d'eau potable en lien hydraulique avec l'emprise du projet.

7.2.1. Phase travaux

L'incidence potentielle du projet est soit quantitative (liée à un prélèvement ou à un rejet) soit qualitative (liée à une dégradation de la qualité des eaux de surface ou souterraines par l'infiltration des eaux ruisselées sur l'emprise du projet dans les premiers mètres du sous-sol).

Les incidences potentielles identifiées au stade chantier pour le projet sont uniquement de type qualitative.

Lors de la phase de chantier, les opérations de montage du parc peuvent générer des pollutions sur les eaux superficielles et souterraines en cas d'accident. En effet, les engins de chantier contiennent de l'huile et des hydrocarbures susceptibles de sortir de leur logement de manière accidentelle.

De plus, l'incidence potentielle du projet sur la qualité des eaux souterraines serait associée à l'infiltration des eaux ruisselées, dans le cas où celles-ci seraient impactées.

La réalisation des fondations des supports des structures photovoltaïques par pieux et l'enfouissement des câbles électriques nécessite des travaux entre 0,8 et 2 m de profondeur. Aucun béton ne sera utilisé pour les fondations des structures.

L'incidence brute du projet sur les eaux souterraines est faible en phase travaux.

7.2.2. Phase exploitation

L'incidence potentielle du projet sur la qualité des eaux souterraines serait associée à l'infiltration des eaux ruisselées, dans le cas où celles-ci seraient impactées.

L'incidence brute du projet sur les eaux souterraines en phase d'exploitation est faible.

7.3. Incidences potentielles sur les eaux superficielles

Le contexte hydrologique ne présente aucune sensibilité notable étant donné l'absence de cours au droit du projet.

Les cours d'eau les plus proches du projet sont :

- La Vie à 1,8 km au nord-est de la zone d'étude ;
- Le Ruth à 380 m au sud-ouest de la zone d'étude ;
- Le ruisseau de l'Eraudière à 1,7 km au sud-est de la zone d'étude ;
- Le ruisseau de la Grange à 1,1 km au sud-ouest.

Un cours d'eau à écoulement temporaire se trouve à 40 m au nord du site.

7.3.1. Phase travaux

Comme indiqué au §7.3.1, lors de la phase de chantier, les opérations de montage du parc peuvent générer des pollutions sur les eaux superficielles et souterraines en cas d'accident. En effet, les engins de chantier contiennent de l'huile et des hydrocarbures susceptibles de sortir de leur logement de manière accidentelle.

De plus, les principaux effets sur la qualité des eaux superficielles concernent le risque de rejet de matières en suspension issues notamment de la circulation des engins et du ruissellement lors d'évènements pluvieux sur les surfaces découvertes de sa végétation.

L'incidence brute du projet sur les eaux superficielles est faible en phase travaux.

7.3.2. Phase d'exploitation

Les principaux effets sur la qualité des eaux superficielles concernent le risque de rejet de matières en suspension issues notamment de la circulation des engins de maintenance et du ruissellement lors d'évènements pluvieux sur les surfaces terrassées.

En phase exploitation, une imperméabilisation permanente du site sera induite essentiellement par le poste de livraison (24,3 m²) et la citerne d'eau (59,2 m²). Une surface supplémentaire de 1,52 m² correspondra aux pieux métalliques des tables photovoltaïques (1 443 pieux avec 0,00105 m² par pieu). Les fondations de type pieux (qui sont des tubes métalliques enfoncés dans le sol), seront privilégiées afin de limiter au maximum les surfaces imperméabilisées (MR2.2q).

La surface totale imperméabilisée comptabilisée est d'environ 85,02 m².



Figure 28: Vue de profil d'un pieu

Une piste interne de 4 m de large sera créée, à l'intérieur de l'enceinte clôturée, sur toute la périphérie de l'emprise. Elle sera en voirie légère. Il n'y aura pas de traitement du sol, un simple entretien de la végétation sera réalisé pour préserver une bande de roulement.

Ainsi, les pistes ne seront pas imperméabilisées. De plus, les pistes posséderont un profil et des niveaux de pentes en travers permettant le libre ruissellement des eaux.

Les modules peuvent constituer un obstacle à l'écoulement des eaux pluviales en concentrant l'eau vers le bas des panneaux et peuvent provoquer une érosion du sol à l'aplomb de cet écoulement. Afin de répartir le ruissellement, les panneaux sur une même table seront non jointifs.

La concentration des eaux de ruissellement ne se fera qu'à l'échelle de la superficie d'un module (environ 2 m²) et restera minime : elle ne sera pas susceptible d'entrainer des phénomènes d'érosion en pied de structure.

De plus, l'espacement entre les rangées de tables sera d'environ 4,50 m. Ainsi, la surface cumulée des panneaux n'entrainera pas de « déplacement » ou « d'interception » notable des eaux pluviales puisque les modules seront suffisamment espacés et les eaux pluviales s'écouleront au droit de chaque panneau.

Au total, les surfaces imperméabilisées seront très ponctuelles et de faibles surfaces. Elles ne concerneront que le poste de livraison et la citerne d'eau. Ainsi, le projet créera des surfaces imperméabilisées mais qui seront peu importantes par rapport à la superficie totale du site.

L'incidence brute du projet sur les eaux superficielles en phase exploitation est faible.

7.4. Incidences sur le risque inondation

Le projet n'est pas soumis au risque inondation par débordement de cours d'eau ni par remontée de nappe et n'aura donc pas d'incidence sur le risque inondation au droit du site.

7.5. Incidences sur les zones humides

Au sein de la zone d'étude, les zones humides floristiques et pédologiques représentent une surface de 50 448 m² soit environ 65,7 % de l'aire d'étude rapprochée. Le projet prévoit un évitement partiel des zones humides mais s'implante au sein d'habitats naturels humides et sur des zones humides pédologiques.

7.5.1. Phase travaux

Le projet va modifier la couverture végétale en place et l'infiltration des eaux du fait des différents travaux. Selon leur nature, les effets sont susceptibles de perdurer en phase fonctionnement.

Les principaux impacts en phase travaux sur les zones humides floristiques et pédologiques vont ainsi être induits par :

- la destruction directe par imperméabilisation à travers l'installation de la piste interne. Cette superficie impactée représente environ 1 798,5 m². A noter qu'une mesure de réduction est prévue pour limiter l'imperméabilisation induite par la piste interne. L'impact est **direct** et **permanent**, il est jugé **négligeable**
- la mise en place de pieux battus pour l'ancrage des tables. La surface de chaque pieux est de 0,00105 m² pour un total de 1 443 pieux sur l'ensemble du parc, soit une surface impactée **négligeable** de 1,52 m².
- Le passage des engins de chantier pouvant potentiellement entraîner un tassement des sols. Il s'agit d'un impact **indirect** et **temporaire**.

Concernant les zones humides floristiques et pédologiques, les impacts du projet en phase chantier sont considérés comme négligeable, indirects et directs, temporaires et permanents.

7.5.2. Phase d'exploitation

En phase d'exploitation, la centrale fonctionnera de manière totalement autonome et ne nécessitera aucune intervention particulière. Aucun drainage ne sera réalisé. Les interventions sur site pendant la phase d'exploitation se limiteront aux passages sur les pistes de véhicules pour l'entretien ou la maintenance des panneaux photovoltaïques.

Un impact lié à l'écoulement des eaux pluviales peut avoir lieu sur les zones humides floristiques, par l'arrêt d'apport météorique sous panneaux et par le risque de création de ravines (gouttière d'érosion).

Pour les zones humides pédologiques, la circulation des eaux souterraines poursuivra son cheminement naturel et continuera d'alimenter les zones humides. Il s'agit d'un impact **indirect, permanent** et jugé **négligeable.**

En phase fonctionnement, l'implantation de structures au sol peut augmenter l'ombrage. Pour des installations fixes, les zones ombragées représentent 30 à 35 % de la surface de montage. Les surfaces situées en dessous des modules sont donc ombragées toute l'année (source : guide étude d'impact photovoltaïque 2011). Ces effets d'ombrages peuvent se ressentir au niveau de la flore si cette dernière est adaptée à des conditions particulièrement héliophiles. Ici, les principales espèces représentatives des habitats sous panneaux sont Bromus hordeaceus, Geranium dissectum et Juncus effusus, qui sont des espèces ayant des besoins marqués de lumières directes du soleil. L'ombrage des tables peuvent donc impacter ces habitats et des cortèges de mi-ombre pourront se développer en remplacement des espèces citées précédemment. Toutefois, l'espace inter-panneau ne devrait pas être impactée par cette ombrage, au vu de la distance marquée entre les tables.

La surface de prairie impactée par l'ombrage des tables photovoltaïques est estimée à 8 162,4 m².

L'impact est **indirect** et **permanent**. L'impact brut du projet en phase d'exploitation de la centrale photovoltaïque est jugé **modéré** sur les zones humides.

L'impact en phase projet sur les zones humides est jugé négligeable (écoulement des eaux pluviales) à modéré (ombrage), indirect et permanent.

7.5.3. Synthèse des incidences des zones humides

Le tableau suivant synthétise l'importance des principaux impacts sur les zones humides au sein de la zone d'étude et la nature de l'impact identifié.

Tableau 12 : Synthèse des impacts bruts sur les zones humides identifiées au droit de la zone d'étude (Source : étude d'impact, 2025 ANTEA GROUP – EVINERUDE)

Zones humides	Surface initiale (m²)	Nature de l'impact	Surface brute impactée	Impact brut en phase travaux	Impact brut en phase exploitation
Zones humides floristiques et pédologiques	50 448	Destruction directe par création des pistes internes et par implantation des pieux battus	1 800,02 m² soit 3,6 %	Négligeable	Négligeable
		Altération temporaire par creusement des tranchées	-	Négligeable	Négligeable
		Augmentation de l'ombrage	8 162,4 m² soit 16,2 %	Négligeable	Modéré
		Modification de l'apport en eaux pluviales	-	Négligeable	Négligeable

8. Mesures correctives ou compensatoires envisagées pour réduire les effets du projet

Les éléments présentés dans ce chapitre sont principalement issus de l'étude d'impact réalisée en juillet 2025 par ANTEA GROUP, du volet naturel et paysager de l'étude d'impact réalisé en 2025 par EVINERUDE et du Dossier loi sur l'eau (DLE) réalisé par EVINERUDE en 2025, disponible en Annexe II.

Seules les mesures relevant du volet eau et des milieux aquatiques sont présentées dans le présent chapitre.

Des mesures ERC ont été mises en place pour limiter l'incidences du projet sur le milieu. Les mesures, non présentées dans les paragraphes suivants relatifs au volet eau, sont disponibles dans l'étude d'impact (ANTEA GROUP, 2025) et sont synthétisées ci-contre :

Tableau 13 : Mesures prescrites dans l'étude d'impact, ANTEA GROUP 2025

Mesure	Intitulé de la mesure
Évitement	E1.1a- Évitement d'habitats favorables aux espèces à enjeu en amont de la définition de la centrale photovoltaïque Choix du site pour l'implantation d'une centrale photovoltaïque
	E1.1c- Redéfinition des caractéristiques du projet - Évitement des habitats d'intérêt écologique dans l'emprise
	E3.2b. - Choix des panneaux et de leur disposition
Réduction	R1.1c - Balisage strict de l'emprise du projet et mise en défens des milieux naturels sensibles
	Mise en place de bonnes pratiques environnementales de chantier R2.1c - Optimisation de la gestion des matériaux (déblais et remblais) R2.1d - Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier
	R2.1e : Limiter les émissions de poussières
	R2.1f - Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives)
	R2.1g- Dispositif limitant les impacts liés au passage des engins de chantier
	R2.1h : Clôture et dispositif de franchissement provisoires adaptés aux espèces animales cibles
	R2.1j - Dispositif de limitation des nuisances envers les populations humaines
	R2.1k Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise - Limitation des éclairages du site
	R3.1a – Adaptation du calendrier des travaux par rapport aux espèces à enjeu
	R2.2b – Dispositif de limitation des nuisances envers les populations humaines
	R2.2i– Création de micro-habitats favorables à l'herpétofaune
	R2.2j – Clôture spécifique
	R2.2k – Renforcement du réseau bocager
	R2.2o – Gestion écologique des habitats dans la zone de projet- Réaliser un entretien de la centrale respectueux de l'environnement
	R2.2q – Dispositif de gestion et traitement des eaux pluviales et des émissions polluantes
	R2.2r – Autre : conception du projet intégrant les risques naturels
Compensation	Création d'un réseau de talus
	Creusement, reconnexion d'annexes hydrauliques et intervention sur rigoles et fossés
	Ensemencement d'un semi hygrophile
	Intervention sur les exutoires des fossés et drain
Suivi	A6.1a - Organisation administrative du chantier
	A6.1b - Mise en place d'un comité de suivi des mesures
	Suivi des mesures compensatoires

Seuls les éléments relevant des milieux aquatiques sont présentés dans les paragraphes suivants.

8.1. Mesures correctives de la zone Natura 2000

L'analyse d'incidence Natura 2000 effectuée dans l'étude d'impact (2025, ANTEA GROUP) mentionne que le projet a des incidences négligeables sur les sites Natura 2000.

Les mesures correctives présentées dans l'étude d'impact participants à la réduction des incidences potentielles du projet sur ces zones Natura 2000 sont les suivantes :

- Adaptation des périodes de travaux vis-à-vis de la faune sauvage
- Limitation de l'éclairage pour la faune nocturne
- Prise en compte du risque de pollution accidentelle
- Proscrire l'usage des produits phytosanitaires-: Intégration d'une gestion pastorale et fauche adaptée pour la Cisticole des joncs et les zones humides

L'incidence résiduelle du projet sur les sites Natura 2000 après mise en place de mesures de réduction est jugée non significative.

8.2. Mesures correctives des eaux souterraines

L'analyse d'incidence du projet a mis en avant une incidence potentielle du projet en phase travaux et opérationnelle en cas de pollution accidentelle du milieu et de la ressource en eaux pouvant atteindre les eaux souterraines par infiltration.

Les mesures correctives présentées les paragraphes suivants visent à la réduction des incidences potentielles du projet sur les eaux souterraines en phase chantier et en phase opérationnelle.

8.2.1. Phase travaux

Les mesures correctives présentées ci-dessous seront mises en œuvre lors de la phase chantier, afin de limiter les incidences potentielles pouvant porter atteinte aux eaux souterraines. Elles seront reprises dans le Cahier des Charges des Entreprises Adjudicataires des Travaux :

- Le respect des normes de sécurité et d'entretien des engins limitera les accidents et donc les risques de pollution,
- Aucun ravitaillement des engins ne sera réalisé sur place,
- Des bacs de rétention seront déployés sous tous les stockages de produits liquides et sous les groupes électrogènes,
- Les installations de nettoyage des roues et des dessous de véhicule de chantier seront conformes à la réglementation en vigueur : récupération des eaux usées et des déchets,
- Dans le cas où un déversement accidentel de carburant aurait lieu, le chantier sera équipé d'un kit d'intervention comprenant notamment une réserve d'absorbant.

La réalisation du projet présente une incidence potentielle sur les eaux souterraines en phase travaux. Les mesures correctives présentées dans les paragraphes ci-dessus permettent de limiter l'incidence du projet sur le milieu en phase chantier.

De ce fait, l'incidence résiduelle du projet en phase travaux sur les eaux souterraines est très faible.

8.2.2. Phase opérationnelle

Les mesures correctives présentées ci-dessous seront mises en œuvre lors de la phase opérationnelle, afin de limiter les incidences potentielles pouvant porter atteinte aux eaux souterraines :

- Des bacs de rétention seront installés sous les postes de conversion et de livraison pour contenir d'éventuelles fuites d'huile des transformateurs,
- Aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé dans le cadre de l'entretien du site : fauche mécanique/ foin,

La réalisation du projet présente une incidence potentielle sur les eaux souterraines en phase opérationnelle. Les mesures correctives présentées dans les paragraphes ci-dessus permettent de limiter l'incidence du projet sur le milieu en phase opérationnelle.

De ce fait, l'incidence résiduelle du projet en phase opérationnelle sur les eaux souterraines est très faible.

8.3. Mesures correctives des eaux superficielles

L'analyse d'incidence du projet a mis en avant une incidence potentielle du projet en phase travaux et opérationnelle du milieu et de la ressource en eaux.

Les mesures correctives présentées les paragraphes suivants visent à la réduction des incidences potentielles du projet sur les eaux souterraines en phase chantier et en phase opérationnelle.

8.3.1. Phase travaux

Les mesures correctives présentées dans le §8.2.1 en phase travaux pour les eaux souterraines serviront également à limiter les incidences du projet sur les eaux superficielles.

La réalisation du projet présente une incidence potentielle sur les eaux superficielles en phase travaux. Les mesures correctives présentées dans les paragraphes ci-dessus permettent de limiter l'incidence du projet sur le milieu en phase chantier.

De ce fait, l'incidence résiduelle du projet en phase travaux sur les eaux superficielles est très faible.

8.3.2. Phase opérationnelle

Les mesures correctives présentées dans le §8.2.2 en phase exploitation pour les eaux souterraines serviront également à limiter les incidences du projet sur les eaux superficielles.

Les mesures correctives complémentaires ci-dessous seront également mises en œuvre lors de la phase exploitation, afin de limiter les incidences potentielles des eaux superficielles :

- Les eaux pluviales ruisselant sur les panneaux seront « propres » et ne représenteront pas une source potentielle de pollution pour les eaux souterraines.

La réalisation du projet présente une incidence potentielle sur les eaux superficielles en phase opérationnelle. Les mesures correctives présentées dans les paragraphes ci-dessus permettent de limiter l'incidence du projet sur le milieu en phase opérationnelle.

De ce fait, l'incidence résiduelle du projet en phase opérationnelle sur les eaux superficielles est très faible.

8.4. Mesures correctives du risque inondation

Le projet n'est pas règlementairement concerné par un zone inondation ni par un risque inondation par débordement (cf. 6.3.1 et 6.3.2). Aucune mesure corrective n'est nécessaire sur cette thématique.

De ce fait, l'incidence résiduelle du projet sur le risque inondation est nulle.

8.5. Mesures correctives des zones humides

Lors de la phase de conception du projet, des mesures d'évitement amont ont été prises. L'implantation de la centrale photovoltaïque n'a pas été réalisée sur l'ensemble de la zone d'étude de 7,73 ha mais uniquement sur 5,2 ha, il s'agit ici de l'évitement des habitats sensibles par :

- **Evitement des enjeux écologiques les plus forts et une partie des zones humides (Toute la partie sud de la zone d'étude sera évitée dans le cadre du projet limitant l'impact sur les zones humide).**
- **Absence de travaux nocturnes,**
- **Absence d'utilisation de produits phytosanitaires,**
- **Absence d'éclairage du site en phase exploitation**.

8.5.1. Phase travaux

Les mesures de réductions suivantes viennent compléter les mesures d'évitement précitées pour limiter l'incidence du projet sur le milieu en phase travaux :

- **Evitement et balisages des habitats hors de l'emprise projet :**

  Afin de respecter cet évitement, un balisage avant la phase chantier sera réalisé afin de délimiter les emprises de travaux, avec une matérialisation visible de l'entièreté du personnel chantier. Un filet de chantier orange sera ainsi utilisé pour baliser cette zone. Ces derniers seront ensuite retirés après les travaux. Il est prévu la mise en place de 900 ml de filet de chantier.

  Aucuns travaux et aucun personnel de chantier ne seront autorisés à entrer sur cette zone refuge aussi bien en phase de travaux qu'en phase d'exploitation. Les espèces qui composeront cette zone devront être dérangées le moins possible. La quiétude de cette zone refuge dépend du respect de cette règle.

  Cette mesure permet également de ne pas impacter les milieux boisés et les arbres se situant en bordure nord-est du site. Si un arbre venait à être coupé, il devra être inspecté en amont afin de s'assurer de l'absence d'espèce patrimoniale. L'écologue en gestion de ce suivi pourra si besoin, ajouter des mesures complémentaires lors de la phase chantier.

- **Prise en compte du risque de pollution accidentelle :**

  Stockage de produits de types huiles et hydrocarbures : Le stockage d'hydrocarbures sur le site durant la phase chantier se fera dans une cuve étanche équipée d'un bac de rétention convenablement dimensionné. Les transformateurs à bain d'huile (sans pyralène) seront également équipés de bac de rétention. Tous les autres produits polluants seront interdits sur le site. L'emplacement de ce stockage sera préalablement choisi afin de limiter tout risque de pollution accidentelle.

Installation d'un bloc sanitaire : La base vie du chantier sera pourvue d'un bloc sanitaire (WC chimiques régulièrement vidangés). Cette dernière sera située sur une partie terrassée afin de limiter les impacts sur les écosystèmes.

Aire adaptée pour l'entretien des engins de chantier : Les engins nécessaires à la phase de chantier seront régulièrement entretenus. Les opérations d'entretien des engins seront effectuées sur des aires adaptées à l'extérieur du site. Toutes fuites observées devront être colmatées et traitées.

Utilisation d'un kit anti-pollution : Un kit anti-pollution devra être disponible en permanence et son emplacement connu de tous. En cas de pollution accidentelle en dehors des plateformes sécurisées, les zones contaminées seront rapidement traitées et purgées. Des kits anti-pollution (de type tampon absorbant) seront mis à disposition sur le site. Un protocole d'information du personnel sera mis en place. Les engins seront également équipés d'un kit d'intervention comprenant une réserve d'absorbant et un dispositif de contention sur voirie. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets. Une formation sera dispensée en amont des travaux pour que l'ensemble des personnes employées lors du chantier puisse savoir utiliser l'ensemble des outils de préservation de l'environnement.

Traitement des terres polluées : Les terres polluées par des évènements accidentels (hydrocarbures, huiles, de vidange) seront excavées au droit de la surface d'absorption, stockées sur une surface étanche, puis acheminées vers un centre de traitement spécialisé.

Circulation des véhicules : Pour limiter l'entraînement de boue hors du chantier par des véhicules de transport, une aire de réception des équipements et matériaux sera aménagée. Seuls les engins de chantier assureront les rotations entre la zone de montage et l'aire de réception.

Affichage concernant les bonnes pratiques en cas de pollution accidentelle : Au sein de la base vie, un affichage rappelant la conduite à tenir lors de pollution accidentelle sera réalisé.

- **Lutte contre les espèces invasives :**

  <u>En amont des travaux :</u>

  - Le personnel du chantier et de maintenance sera formé pour reconnaître les espèces invasives présentes sur le site.
  - En cas d'apparition de foyers d'espèces invasives, ils devront être identifiés et balisés à l'aide de piquets ou de rubalise pour des foyers important sinon un arrachage systématique devra être mis en place. Conformément à l'arrêté l'arrachage devra être réalisé avant la pollinisation estivale et avant le début de la grenaison. Si un plan est présent en graine il devra être prélevé avec les graines et évacué dans un sac fermé pour éviter la dispersion avant d'être acheminé vers un centre de traitement adapté.

  <u>Pendant les travaux :</u>

  - Nettoyage des engins de chantier avant et après arrivée sur le site sur des bases de chantier identifiées et adaptées (exemple : tapis retenant les graines et fragments de plantes, à incinérer à l'issue du chantier). Les chenilles, roues, bennes, godets devront avoir été nettoyés soigneusement avant d'arriver sur le chantier et en repartant pour éviter toute colonisation d'autres sites. Un constat par arrivée d'engin sur le chantier sera transmis au Maître d'ouvrage ou à son représentant
  - Dans le cas où des foyers d'espèces invasives apparaissent dans la zone de travaux, les stations devront être matérialisées (à la rubalise par exemple) et impérativement

évitées par les engins avant traitement. Il sera nécessaire de les traiter au plus tôt (arrachage manuel lorsque cela est possible) et les déchets devront être amenés dans un centre de traitement adapté.

- Si des arrachages sont réalisés, l'ensemble des pièces végétales devront être exportées vers des plateformes de traitement spécialisées. Les remorques et bennes de transport devront être bâchées lors de l'acheminement auprès du centre de traitement.

Après les travaux :

- Arrachage manuel si reprise.
- Fauche répétée avant floraison.

- **Limiter la dispersion des poussières :**

Afin de limiter la production de poussières, la circulation des engins ne sera autorisée que sur les voies prévues à cet effet. De plus, un rotoluve (pédiluve à camions) sera mis en place au bout de la voie d'accès pour la sortie des camions du site au niveau de la route communale afin de limiter la dispersion de boue sur les chaussées et limiter la production de poussières.

Les travaux en période de forte chaleur et de vents forts devront être évités pour limiter la dispersion de poussières : Arrosage des zones circulées ou de travaux en cas d'envol important de poussières,

La vitesse des engins sur les pistes de chantier sera limitée à 20 km/h sur les pistes non revêtues. Cette mesure, en plus de limiter l'envol des poussières, permettra également de limiter le bruit généré par le chantier sur son environnement proche (habitations, habitats à enjeu). Par ailleurs, le nombre d'engins sur le chantier sera optimisé afin de minimiser l'impact sur les sols.

Les surfaces mises à nue seront végétalisées en phase chantier à la fin des travaux et de préférence avant les périodes de floraison (avril à juillet). Enfin, les voies d'accès seront maintenues en bon état durant toute la durée du chantier.

- **Dispositif limitant les impacts sur les prairies humides liés au passage des engins de chantier-Modalité de circulation des engins sur site :**

Une piste de chantier sera mise en place en amont des travaux pour supporter la charge des engins de chantier. Elle sera ensuite modifiée en fin de chantier de manière à constituer une piste d'exploitation.

La pose de plaque de roulage sur les prairies devra s'opérer sur les pistes légères au niveau des secteurs sensible de prairies humides. Ces plaques seront déplacées à l'avancement du chantier et des besoins d'accès avec les engins et retirées à l'issu des travaux.

Seuls des engins légers pourront circuler sur ces pistes et la circulation hors de ces plaques au sein de la prairie humide sera strictement proscrite.

Un suivi environnemental sera réalisé en phase chantier afin d'assurer le bon déroulement des aménagements écologiques et des mesures de réduction.

Bien que des mesures d'évitement et de réduction soit mise en place, l'impact résiduel des zones humides en phases chantier et opérationnelle reste significatif sur les 9 960,9 m² de zones humides au total (soit 19,75 % des 50 448 m² de zone humide identifiées sur la zone d'étude). Il est principalement lié à la création des pistes. De ce fait des mesures de compensations sont nécessaires et sont présentées au §8.5.3.

8.5.2. Phase opérationnelle

Les mesures de réductions suivantes viennent compléter les mesures d'évitements précitées pour limiter l'incidence du projet sur le milieu en phase opérationnelle :

- **Lutte contre les espèces invasives :**

  En phase exploitation, il est probable que des espèces exotiques envahissantes se développent malgré les précautions prises en phase chantier. En effet, ces espèces pionnières ont un fort pouvoir de propagation et colonisent rapidement les sols remaniés par les travaux. Des mesures de lutte contre les espèces exotiques envahissantes sont intégrées en phase exploitation pour enrayer leur développement.

  Suivi du site par un diagnostic (voir A1.6b) :

  La phase diagnostic vise à localiser, métrer et connaître le degré de développement de la flore invasive.

  Il sera réalisé par des personnes compétentes dans le domaine, sachant reconnaître toutes les espèces présentes sur site.

  Le diagnostic devra réaliser sur les secteurs déjà observés l'année n-1 mais également sur toutes les zones du site pour identifier l'évolution des zones traitées et l'apparition de nouveaux foyers.

  Cette surveillance est nécessairement annuelle du fait du fort pouvoir de colonisation des EEE (Espèce exotique envahissante).

  Traitement de nouveaux foyers :

  Le plan de lutte est une combinaison d'actions associées dans un cadre précis. Ce cadre associe à la fois :

  - La densité en invasives,
  - la surface colonisée,
  - les contraintes sur le site tant dans la sécurité des personnes que dans l'entretien des ouvrages.

  L'arrachage systématique des pieds hors période de fructification constitue la méthode la plus efficace, sachant que de telles opérations d'arrachage ne sont réellement efficaces que si elles concernent la totalité des plants et si le système racinaire est également extrait du sol, quel que soit le stade de maturité du pied.

  - L'arrachage manuel avant floraison est à privilégier en cas de stations ponctuelles peu denses. Une fauche ciblée et très fréquente avant floraison est préférentielle dans le cas de foyers abondants.
  - La fauche a pour principal effet de stopper le développement de chaque plant avant fructification et ainsi, affaiblir la vitalité de l'espèce. Néanmoins, cette méthode est peu sélective, il est donc important que cette fauche soit ciblée sinon elle risque d'avoir un réel impact sur les autres espèces autochtones se développant dans la centrale. La fauche sera également plus efficace dans l'espace et le temps si la fauche est combinée à une opération d'arrachage manuelle des plants.

Attention, aucune intervention ne devra être réalisée en période de fructification, car elle entraînerait à l'inverse une intensification de la reproduction de l'espèce par dissémination des fruits sur le site. A noter que toute utilisation de produits phytosanitaires est proscrite. Une fauche tardive sera conduite sous panneaux pour l'entretien de la végétation.

Si des Robiniers faux-acacia ou du Buddléia de David venait à apparaître sur site :

- L'arrachage manuel est à privilégier pour les jeunes plants de moins d'un an (et non les drageons) dont le système racinaire n'est pas encore trop développé. La mise en œuvre peut se pratiquer à l'aide d'outils à main (houes, pioches, crocs…) pour retirer le végétal du sol mais se fait plus généralement en tirant sur la plante avec des gants. Cette méthode s'avère efficace sur des sols peu compactés (sableux) en prenant soin d'enlever l'ensemble des racines.

- **Proscrire l'usage des produits phytosanitaires- Intégration d'une gestion pastorale et fauche adaptée pour la Cisticole des joncs et les zones humides :**

  En phase d'exploitation de la centrale, l'utilisation des produits phytosanitaires pour l'entretien des milieux ouverts sera interdite afin de réduire le risque de pollution des eaux de surface et souterraines. Un débroussaillage mécanique manuel sera à privilégier si nécessaire. Cette interdiction devra figurer dans la consultation des entreprises.

  Pour les fourrés et boisements, l'entretien de la végétation se fera à l'automne (octobre et novembre), période de moindre impact pour les espèces susceptibles d'utiliser le site (chasse, recherche de nourriture mais aussi nidification ou hibernation). Les lisières créées et existantes seront traitées de façon plus graduelle avec plusieurs strates de végétation successives, afin de les rendre plus attractives pour la faune. Cet entretien sera à la charge de la société d'exploitation.

  Afin de maintenir la Cisticole des joncs au sein des prairies humides situées sous panneaux, il est important de garder une strate herbacée dense et haute en période de reproduction (a minima >40 cm), tout en maintenant le plus possible le caractère humide actuellement présent sur site.

  Un pâturage pourra être réalisé au sein des habitats de la Cisticole des joncs sous panneaux de début août à fin février. En l'absence d'EEE, aucun pâturage ne devra être mis en place sur site sur les mois de mars à juillet. En cas de présence préoccupante d'EEE le pâturage pourra commencer à partir de fin juin. Le pâturage extensif devra viser une valeur guide de pression adaptée aux prairies humides à 0,25 UGB/ha/an au sein des prairies humides situées sous panneaux.

  Si l'entretien est réalisé sous panneau par fauche, celle-ci devra être effectuée en amont ou en fin de période de reproduction de la Cisticole des joncs, sur une période se situant ainsi de mi-juillet à fin février.

  Une hauteur minimale de coupe devra également être respectée (minimum 15-20 cm de haut). Les produits de fauches devront être exportés afin d'éviter l'enrichissement du sol. Cette fauche devra être effectuée de manière centrifuge et jamais centripète.

Un suivi sera réalisé en phase opérationnel afin de contrôler l'évolution des milieux à enjeux.

Des mesures préventives en phase opérationnelle sont prévues pour limiter l'incidence du projet sur les zones humides par la mise en place de mesures d'évitement et de gestion.

Des incidences résiduelles persistant, les mesures compensatoires décrites dans le paragraphe suivant seront mises en place.

8.5.3. Mesure de compensation

Malgré l'effort d'évitement et de réduction des impacts sur les zones humides pédologiques et floristiques d'une grande majorité du site d'étude, le projet imperméabilise 9 960,9 m² en globale de zones humides. De ce fait, des mesures compensatoires sont à prévoir pour les zones humides.

Le site de compensation choisi par le porteur du projet se situe au sud-est de la commune du Poiré-sur-Vie (85), dans le département de la Vendée, région Centre-Val de Loire, au lieu-dit Le Boucheau.

Il couvre une parcelle cadastrale (YE n°95) pour une surface totale cadastrée d'environ 19,25 hectares.

Actuellement occupés en prairies permanentes pour une majorité de la parcelle et une petite partie déclarée en terre arable à la PAC, cette parcelle se trouve à la transition entre la zone périurbaine, à l'Est, dans une matrice bocagère.

À l'issue de l'expertise flore, habitats et zones humides menée sur l'ensemble de la parcelle susceptible d'accueillir la compensation, des zones humides floristiques et pédologiques ont été délimitées. La zone strictement dédiée aux mesures compensatoires les exclut donc. **Elle se compose de deux unités, séparées par la zone humide floristique, pour une surface totale de 14,887 ha.**

La surface de la zone humide avant impact (état initial) est de 2,809 ha et la surface de la zone humide avec impact envisagé est de 0.99 ha. Les mesures de création de zone humide ont permis de conclure que le ratio de compensation à effectuer pour **atteindre une équivalence fonctionnelle est de 1,6**. **Cette surface permettra de compenser la zone humide impactée par le projet photovoltaïque et ainsi retrouver l'équivalence fonctionnelle de la zone humide impactée.**

D'après **le SDAGE Loire Bretagne**, les règles pour le ratio de compensation zone humide sont les suivantes :

- équivalente sur le plan fonctionnel
- équivalente sur le plan de la qualité de la biodiversité ;
- dans le bassin versant de la masse d'eau.

En dernier recours, et à défaut de la capacité à réunir les trois critères listés précédemment, la compensation porte sur une surface égale **à au moins 200 % de la surface**, sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité.

D'après le **SAGE "Vie et Jaunay" (SAGE04023)**, il n'y a pas de mention supplémentaire par rapport aux prescriptions du SDAGE.

Etant donné que les zones humides seront détruites sur une surface de **0.99 ha** et que le site de compensation, avant action écologique fait 14.887 ha, **le site de compensation avec action écologique envisagée (simulation) fait 2.03 ha, soit un ratio surfacique de compensation à environ 200 %.**

Le site impacté et le site de compensation se trouvent à distance de 220 m environ l'un de l'autre.

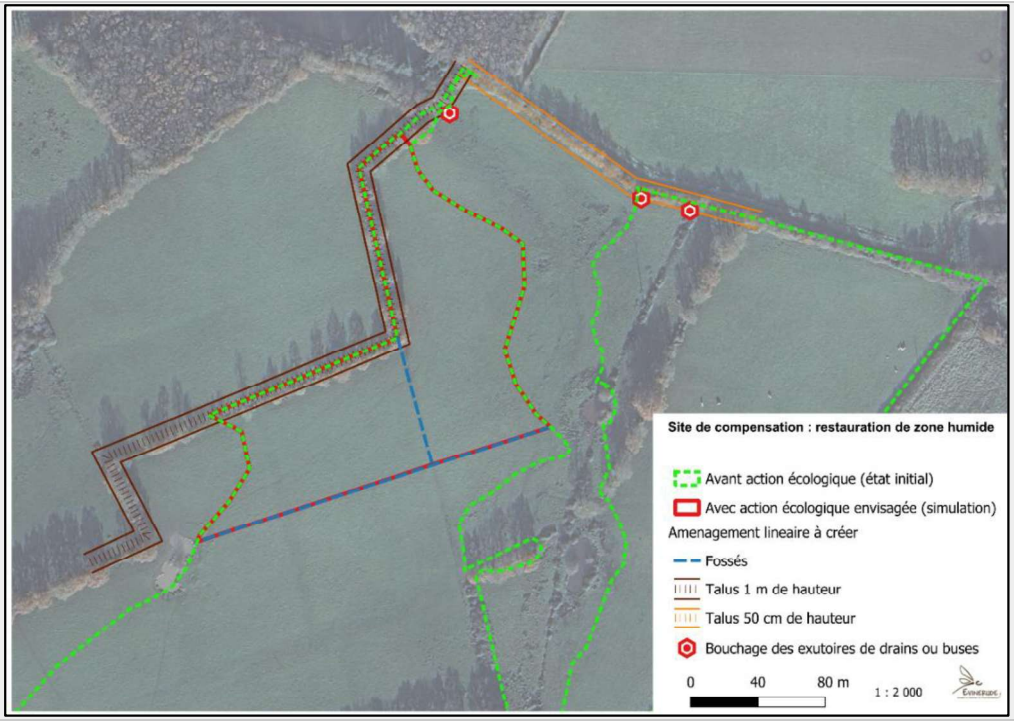
Pour que la compensation des zones humides réussisse, les mesures compensatoires proposées devront respecter un ordre chronologique :

- Etape 1 : Création du réseau de talus,
- Etape 2 : Création du réseau de noues,
- Etape 3 : Ensemencement de semi hygrophile,
- Etape 4 : Bouchage des exutoires des drains et fossés.

Un suivi des mesures compensatoire est préconisé afin d'évaluer l'efficacité des mesures proposées.

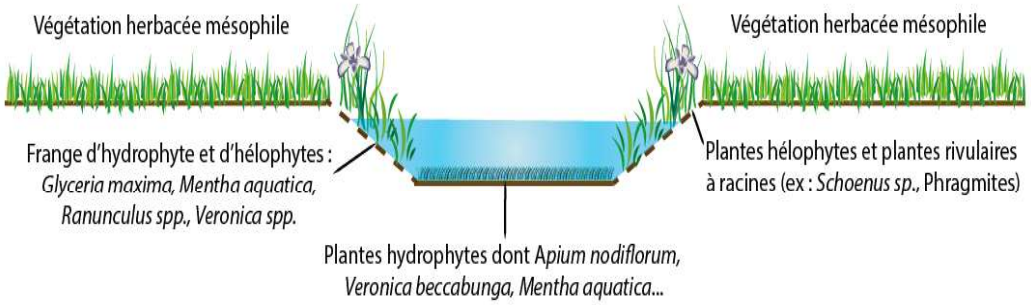
- **Création du réseau de talus** :

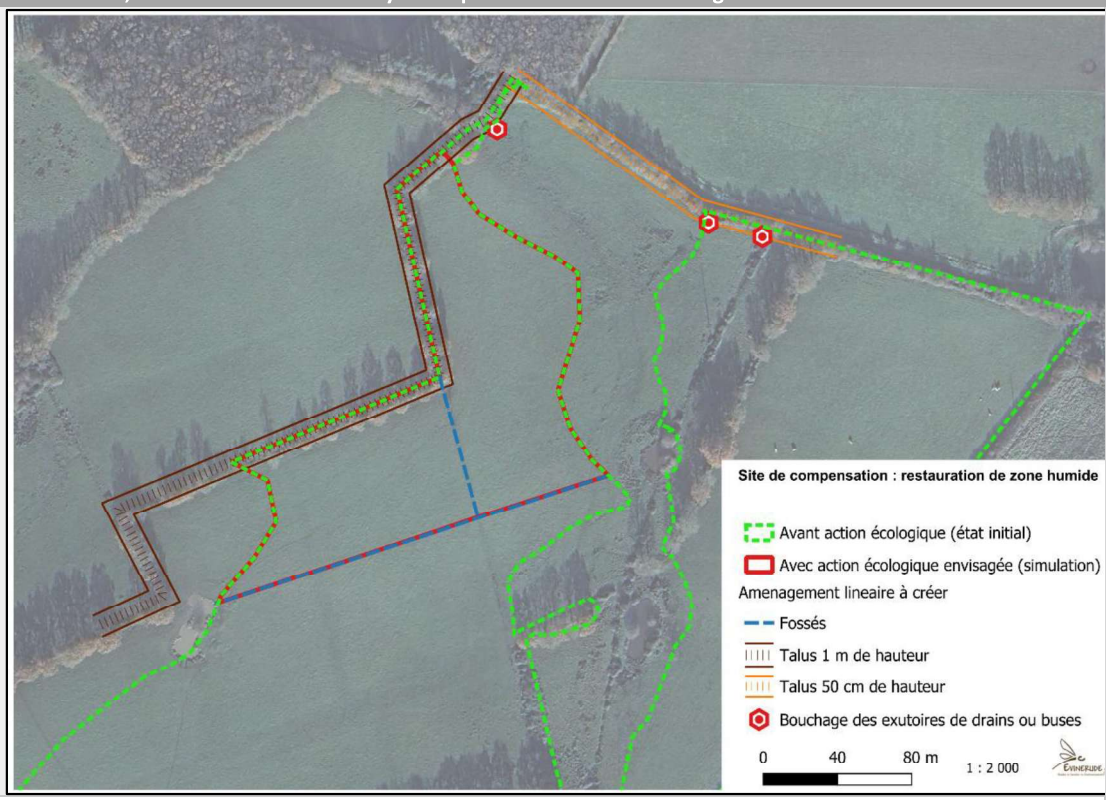
Tableau 14 : Mesure de compensation C1 : Création du réseau de talus (source : DLE, 2025 EVINERUDE)

Mesure C1	Création d'un réseau de talus
Contexte	Etant donné les faibles pentes, le site est propice à la rétention d'eau temporaire.
Objectifs	Création de zone humide Engorgement en eau temporaire Surverse par excès d'eau
Groupes concernés	Zone humide
Modalités techniques	Talutage et implantation d'andains hydrauliques : il s'agit de taluter 2 types de talus à base d'argile qui permettront d'assurer l'étanchéité et de réhausser le niveau d'eau dans la parcelle (les côtes de hauteur seront à adapter après mesure in-situ par un géomètre-expert/Ingénieur hydraulique) : - **un talus de 50 cm de haut environ sur 201 m de longueur et un mètre de largeur, implanté partiellement le long du fossé en eau au Nord de la parcelle.** Cet andain hydraulique de 50 cm de haut le long du fossé, permettra l'évacuation naturelle par surverse de l'excès d'eau vers le fossé, tel un seuil hydraulique. - **un linéaire de talus sur une partie des limites de la parcelle, de 1 m de haut environ sur une longueur de 472 ml et 2 m de largeur**. Ce dernier permettra d'éviter la surverse sur les parcelles autours en cas d'épisode pluvieux et de sécuriser les débordements vers le fossé en eau. **Le chantier devra respecter au maximum l'équilibre déblai/remblai, avec notamment l'utilisation des terres excavées pour le creusement des noues qui seront utilisées pour la création des talus.**
Localisation	
Délai d'exécution	Cette mesure doit être la première étape de la compensation des zones humides. Elle doit être effectuée avant que la zone humide impactée par le projet photovoltaïque soit impactée.
Période de réalisation	**Automne et hiver**
Indicateurs de résultat	Augmentation du niveau de l'eau Création d'une zone humide
Coût estimé HT	Pour créer les talus: Terrassement : 15 à 30 €/m^3 + Modelage du talus : 10 à 25 €/m^3 = soit une moyenne basse considéré à **30€ / m².** -Talus de 50 cm de haut x 1 m de large x 201 m de long = 100.5 m3 x 30 € soit 3 015.0 € -Talus de 1 m de haut x 2 m de large x 472 m de long = 944 m3 x 30 € soit 28 320.0 € Soit un coût pour ma mesure de création de talus de **31 335.0 €**

- **Création Creusement, reconnexion d'annexes hydrauliques et intervention sur rigoles et fossés**

Tableau 15 : Mesure de compensation C2 : Creusement, reconnexion d'annexes hydrauliques et intervention sur rigoles et fossés (source : DLE, 2025 EVINERUDE)

Mesure C2	Creusement, reconnexion d'annexes hydrauliques et intervention sur rigoles et fossés
Contexte	**Etant donné les faibles pentes, le site est propice à la rétention d'eau temporaire.**
Objectifs	- **Création de zone humide** - **Engorgement en eau temporaire** - **Débordement par excès d'eau** - **Reconnexion d'annexes hydrauliques** - **Améliorer la connectivité des mares** Dans l'objectif de répartir les flux d'eau vers les parcelles du site, il s'agit de créer deux linéaires de noues à partir des mares du site de compensation. A la suite du bouchage des exutoires du réseau d'écoulements de la parcelle (drain, axe de ruissellement, nouveaux fossés), ceci permettra **leur mise en charge hydraulique**, puis leur débordement sur les prairies mésophiles, ce qui engendrera un engorgement prolongé des prairies par la rétention d'eau du fait de la mise en place des andains hydrauliques de rétention. Les noues nouvellement créées au sein de la parcelle **seront connectées entre elles et aux mares afin de permettre leur mise en charge hydraulique.** **Lors de la période estivale, ces noues seront naturellement asséchées par leur faible profondeur, créant des zones humides temporaires.**
Groupes concernés	**Zone humide**
Modalités techniques	**Creusement :** **301 ml de noues de 50 cm de profondeur et 2 m de largeur, modelé en pente douce :** il s'agit de creuser 2 linéaires de noues avec un corroi argileux comme présenté sur le schéma ci-dessous.  **Le chantier devra respecter au maximum l'équilibre déblai/remblai, avec notamment l'utilisation des terres excavées pour le creusement des noues qui seront utilisées pour la création des talus.** Ces deux linéaires seront connectés aux mares du site de compensation. **L'alignement d'arbres au centre de la parcelle ne sera pas impacté par le creusement de fossé.**

Mesure C2	Creusement, reconnexion d'annexes hydrauliques et intervention sur rigoles et fossés
Localisation	
Délai d'exécution	Cette mesure doit être la deuxième étape de la compensation des zones humides. Elle doit être effectuée avant que la zone humide impactée par le projet photovoltaïque soit impactée
Période de réalisation	**Automne et hiver**
Indicateurs de résultat	**Augmentation du niveau de l'eau** **Création d'une zone humide**
Coût estimé HT	Pour creusement de fossé : Terrassement : 15 à 30 €/m 3 + Modelage du fossé : 10 à 25 €/m 3 = soit une moyenne basse considéré à 30 € / m². Noues de 50 cm de profondeur x 2 m de large x 301 m de long = 301 m3 x 30 € soit 9 030 €. **Soit un coût pour la mesure de création des noues de 9 030 €.**

- **Ensemencement de semi hygrophile** :

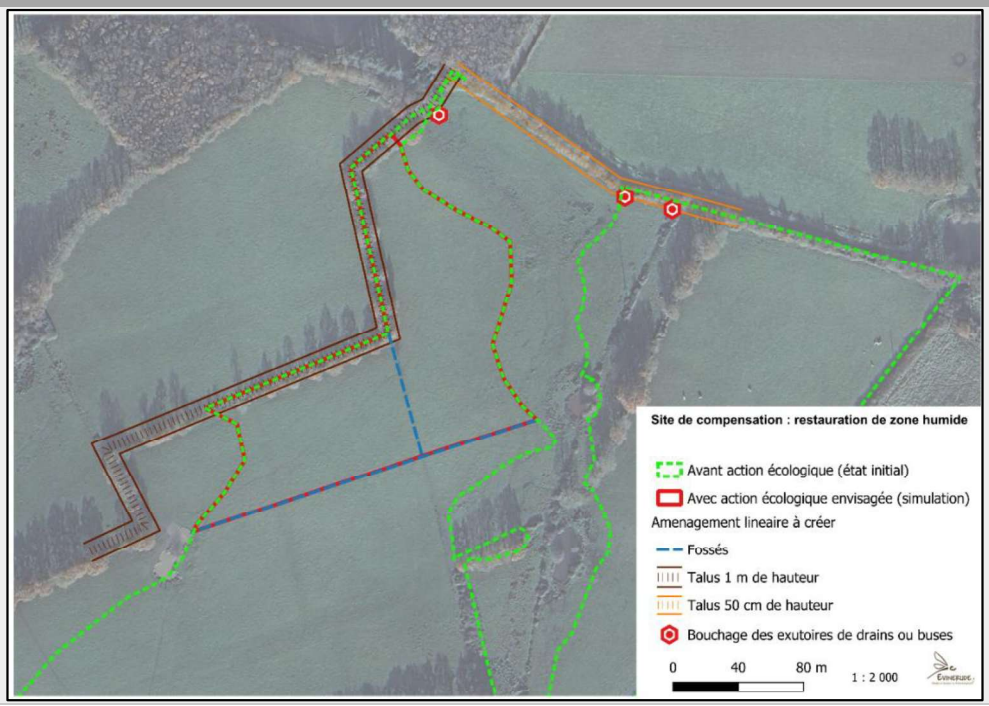
Tableau 16 : Mesure de compensation C3 : Ensemencement d'un semi hygrophile (source : DLE, 2025 EVINERUDE)

Mesure C3	Ensemencement d'un semi hygrophile
Contexte	Afin de faciliter et d'accélérer la reprise de la végétation, un semis d'espèces hygrophile sera ensemencé.
Objectifs	- Compenser la perte de zone humide pédologique - Créer un habitat humide floristique - Améliorer la connectivité des mares - Créer des habitats favorables à la faune des milieux humides
Groupes concernés	Zone humide
Modalités techniques	La plantation d'un semi hygrophile se fera sur l'ensemble de la parcelle, qui auront été créées. Les espèces qui composent ce mélange peuvent être les suivantes : *Achillea Ptarmica, Althaea Officinalis, Angelica Sylvestris, Barbarea Vulgaris, Caltha Palustris, Epilobium Hirsutum, Eupatorium Cannabinum, Filipendula Ulmaria, Hypericum Tetrapterum, Iris Pseudacorus, Lotus Uliginosus, Lycopus Europaeus, Lysimachia Vulgaris, Lythrum Salicaria, Mentha Aquatica, Pulicaria Dysenterica, Stachys Palustris, Symphytum Officinale, Thalictrum Flavum, Valeriana Officinalis, Deschampsia Cespitosa Forme Sauvage, Phalaris Arundinacea Forme Sauvage, Poa Palustris Forme Sauvage, Phragmites Australis* L'ensemencement des espèces hygrophiles se fera de la façon suivante : - **Etape 1** : Travail du sol : Retourner puis décompacter le sol à la herse rotative ou au motoculteur. Ensuite affiner la partie supérieure du sol à l'aide d'un râteau. - **Etape 2** : Le semi : Ajouter le contenu du semi dans un sceau et le manger afin d'obtenir un mélange homogène. Ensuite peser la quantité nécessaire en respectant la densité préconisée pour chaque zone tampon de 10 m. Afin de faciliter et d'homogénéiser le semi, il faut mélanger le semi avec du sable (3 fois le volume du semi). Les graines peuvent ensuite être semées. *Densité de semi : 3 à 4 gr/m² à l'automne, 6 à 7 gr/m² au printemps* - **Etape 3** : Tasser le sol : Pour que les graines soient au contact avec la terre, il faut aplatir la terre avec un rouleau. Pour maximiser les chances de réussite du semi, il faut l'arroser 1 à 2 mm pendant 5 jours puis 10 mm une fois par semaine s'il ne pleut pas. Un désherbage manuel peut avoir lieu entre la 3ème et 5ème semaine pour éviter les adventices. Chaque année, la prairie de fauche devra être fauchée ou pâturée afin qu'elle soit entretenue et ne pas permettre le développement des espèces ligneuses. Une fauche avec export est préconisée afin d'éviter un enrichissement du milieu en matière organique. Cela évitera le développement des espèces nitrophiles comme les orties et les ronces.
Localisation	Effectif sur l'ensemble du site de compensation
Délai d'exécution	Cette mesure doit être la troisième étape de la compensation des zones humides. Elle doit être effectuée avant que la zone humide impactée par le projet photovoltaïque soit impactée
Période de réalisation	**Début du printemps, automne.**
Indicateurs de résultat	Présence d'espèces hygrophiles sur 80 % du site.
Coût estimé HT	Coût du semis hygrophile (moyenne haute) 2 000 € / ha soit pour 2.03 ha = 4 060.0 € **2.03 ha de zone humide floristique seront créées.** **Le semi-hygrophile coutera environ 4 060.0 €.**

- **Intervention sur les exutoires des fossés et drain**

Tableau 17 : Mesure de compensation C4 : Intervention sur les exutoires des fossés et drain (source : DLE, 2025 EVINERUDE)

Mesure C4	Intervention sur les exutoires des fossés et drain
Contexte	Le bouchage des exutoires du réseau d'écoulements de la parcelle (drain, axe de ruissellement, nouveaux fossés) permettra leur mise en charge hydraulique, puis leur débordement sur les prairies mésophiles, ce qui engendrera un engorgement prolongé des prairies par la rétention d'eau du fait de la mise en place des andains hydrauliques de rétention.
Objectifs	- Compenser la perte de zone humide pédologique - Restaurer la fonctionnalité hydraulique des zones humides présentes - Favoriser la recolonisation des espèces hygrophiles
Groupes concernés	Zone humide
Modalités techniques	Mise en place de bouchon à l'endroit de l'exutoire d'un réseau de drainage souterrain, avec notamment pour effet de réduire le rabattement de la nappe induit. **Etape 1** : Identifier la sortie du drain  **Etape 2** : Colmater l'entrée du drain avec un matériaux étanche comme de l'argile, ciment hydraulique ou terre grasse argileuse. Le colmatage devra être effectué sur 1 ou 2 m de long. **Etape 3** : Recouvrir le drain et tasser le sol.

Mesure C4	Intervention sur les exutoires des fossés et drain
Localisation	
Délai d'exécution	Cette mesure doit être **la dernière étape** de la compensation des zones humides. Elle doit être effectuée avant que la zone humide impactée par le projet photovoltaïque soit impactée
Période de réalisation	**Printemps et été**
Indicateurs de résultat	Augmentation du niveau de l'eau Création d'une zone humide
Coût estimé HT	Le cout estimé de cette mesure dépend des caractéristiques du drain agricole présent - 500 € / exutoires soit x 500 € = 1 500 €

- **Mesure de suivi : Suivis écologiques à long terme :**

Tableau 18 : Suivis écologiques à long terme (source : DLE, 2025 EVINERUDE)

Mesure S1	Suivis écologiques à long terme
Contexte	La réalisation du projet photovoltaïque entraine la mise en place de plusieurs mesures compensatoires. Ces mesures consistent à créer des zones humides : mare temporaires, noues végétalisées, andain hydraulique, semi hygrophile).
Objectifs	Evaluer l'efficacité de la mesure compensatoire et proposer des adaptations si nécessaire.
Groupes concernés	Tous les groupes.
Modalités techniques	La mesure consistera à mettre en place un suivi régulier de la faune, de la flore et des habitats naturels, liés aux zones humides, pour vérifier l'efficacité des mesures compensatoires sur les fonctionnalités biologiques et hydromorphologiques des zones humides, sur **cinq années après les travaux de création de zone humide :** **Suivis sur les habitats naturels/Flore :** Relevés phytosociologiques selon la méthode sigmatiste de Braün-Blanquet et cartographie sous Système d'Information Géographique des faciès de végétation à une échelle d'environ 1/2500ème. Ces relevés **Deux passages d'une demi-journée seront réalisés par année de suivi**, complété par une demi-journée de cartographie, répété en année **n+1, n+3, n+5.** **Coût : 727 € HT par passage + 487,5 € HT de rapport soit 1 214,5 par suivi soit 2 429 € HT par an soit pour trois 7 287 € HT sur 5 ans de suivis.** **Suivi pédologique :** Une expertise pédologique sera réalisée à n+5 après les travaux de création de zone humide, afin d'analyser le caractère hydromorphe du sol des zones humides. **Coût : 1 214,5 € HT** **Suivis batrachologiques** : Suivi des amphibiens présents sur le site avec **deux passages nocturnes** pendant la période de reproduction à l'année n+1, n+3 et n+5. **Coût : 1 214,5 € HT par suivi, soit 2 429 € HT par an soit 7 287 € HT sur 3 ans de suivis.** **Insectes :** Suivi des insectes principalement des **Odonates**, présents au niveau des zones en eau, avec **un passage diurne** entre le printemps et l'été (Mai/juin) à l'année n+1, n+3 et n+5. **Coût : 1 214,5 € HT par suivi, soit 3 643,5 € HT sur 5 ans de suivis.** **Oiseaux :** Suivi des oiseaux présents au niveau des zones humides et zones en eau avec **deux passages diurnes par an** à l'année n+1, n+3, n+5. **Coût : 1 214,5 € HT par suivi, soit 2 429 € HT par an soit 7 287 € HT sur 3 ans de suivis.** **Rapport annuel de suivi :** Chaque année de suivi, un rapport présentant et analysant les résultats sera rédigé par le prestataire (écologue). Ce dernier devra : - conclure sur l'efficacité de la mesure de compensation, - faire état des facteurs pouvant expliquer un éventuel manque d'efficacité de la mesure, - si besoin, proposer des adaptations qui permettront de réorienter les actions ou l'entretien si les résultats attendus ne sont pas atteints. **1 350 € par rapport annuel à n+1, n+3 et n+5 après travaux soit 4 050 € sur 5 ans de suivis.**
Coûts	**30 769 € HT sur n+5 ans après travaux**

Le **changement d'habitat sur la parcelle compensatoire** aura **peu d'impact** sur les enjeux en présence car de **nombreux habitats de report** sont présents à proximité direct de la zone du projet. Également, la **plantation d'une prairie humide aura un impact positif** pour la biodiversité car il s'agira **d'un habitat naturel et non anthropisé** ce qui permettra à la **biodiversité locale de s'y reproduire et s'y alimenter et d'augmenter la richesse spécifique du site de compensation et les services écosystémiques associés aux zones humides (régulation hydrique, amélioration de la qualité de l'eau, augmentation de la biodiversité).**

9. Compatibilité avec les documents de référence

9.1. SDAGE Loire Bretagne 2022-2027

Le tableau suivant récapitule les orientations fondamentales qui concernent le projet.

Tableau 19 : Compatibilité du projet avec le SDAGE

Orientation fondamentale	Compatibilité du projet
OF1 : Repenser les aménagements de cours d'eau	Un cours d'eau est présent à 40 m au nord du site. Cependant, aucun rejet aqueux ne sera fait dans le milieu naturel en phase de travaux et d'exploitation du parc photovoltaïque.
OF2 : Réduire les pollutions par les nitrates	Absence de rejet aqueux dans les sols en phase de travaux et d'exploitation du parc photovoltaïque du Poiré-sur-Vie Le site ne sera à l'origine d'aucun phénomène d'eutrophisation. Des mesures de gestion adaptées aux produits notamment en phase travaux (produits stockés sur rétention, …) seront appliquées.
OF3 : Réduire la pollution organique et bactériologique	Le fonctionnement du projet n'émet aucun rejet aqueux, en phase travaux aucun rejet aqueux ne sera généré. Les eaux pluviales s'infiltreront au droit du site.
OF4 : Maîtriser la pollution par les pesticides	Le projet de parc photovoltaïque n'est pas concerné par la pollution due aux pesticides.
OF5 : Maîtriser les pollutions dues aux micropolluants	Le projet de parc photovoltaïque n'est pas concerné par les pollutions dues aux micropolluants.
OF6 : Protéger la santé en protégeant la ressource en eau	Un cours d'eau est présent à 40 m au nord du site. Cependant, aucun rejet aqueux ne sera fait dans le milieu naturel en phase de travaux et d'exploitation du parc photovoltaïque.
OF7 : Gérer les prélèvements d'eau	La zone d'implantation est située en dehors de tout périmètre de protection de captages AEP et aucun point d'eau n'est recensé au droit de la zone d'étude.
OF8 : Préserver les zones humides	Selon le PLUi, une zone humide protégée au titre de l'article 5 du SAGE Vie et Jaunay est présente au droit du site. Les inventaires écologiques ont permis de cartographier les zones humides présentes au sein de la zone d'étude. **Le projet a évité le sud de la zone d'étude afin de conserver la zone humide présente. Sur les 50 448 m² de zone humide identifiées sur la zone d'étude, seules 9 960 m² seront impactées par le projet. Une démarche est en cours pour définir des terrains de compensation de zones humides**. Mesures de gestion adaptées des produits notamment en phase travaux (produits stockés sur rétention, …). En phase travaux, concernant les eaux souterraines et les eaux superficielles, des mesures de prévention et protection seront systématiquement mises en place pour prévenir tout risque de déversement, parmi lesquelles : • Le respect des normes de sécurité et d'entretien des engins limitera les accidents et donc les risques de pollution • Des bacs de rétention seront déployés sous tous stockage de produits liquides et sous les groupes électrogènes, • Les installations de nettoyage des roues et des dessous de véhicule de chantier seront conformes à la réglementation en vigueur notamment pour ce qui concerne la récupération des eaux usées et des déchets, • Aucune évacuation de terres à l'extérieur n'aura lieu et les déchets produits lors du chantier feront l'objet d'une gestion spécifique afin de garantir leur traitement. • Pour le cas où un déversement accidentel de carburant aurait lieu en dehors de la plateforme sécurisée, le chantier sera équipé d'un kit d'intervention.

	En phase d'exploitation, les mesures suivantes seront mises en œuvre : • Des bacs de rétention seront installés sous les postes de conversion pour contenir d'éventuelles fuites d'huile des transformateurs • Aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé dans le cadre de l'entretien du site
OF9 : Préserver la biodiversité aquatique	Un cours d'eau est présent à 40 m au nord du site. Cependant, aucun rejet aqueux ne sera fait dans le milieu naturel en phase de travaux et d'exploitation du parc photovoltaïque.
OF10 : Préserver le littoral	Le projet est éloigné du littoral.
OF11 : Préserver les têtes de bassin versant	Le projet n'est pas situé en tête de bassin versant.
OF12 : Faciliter la gouvernance locale	*Ces orientations concernent les collectivités.*
OF13 : Mettre en place des outils réglementaires et financiers	
OF14 : Informer, sensibiliser, favoriser les échanges	

Le projet est compatible avec les orientations fondamentales du SDAGE 2022-2027.

9.2. SAGE

La zone d'étude est concernée par le SAGE Vie Jaunay. Le tableau suivant récapitule les objectifs du SAGE et l'applicabilité au projet.

Tableau 20 : Objectifs du SAGE Vie Jaunay

Objectifs du SAGE Vie Jaunay	Application au contexte du projet photovoltaïque Poiré-sur-Vie (85)
1 : Optimiser et de sécuriser quantitativement la ressource en eau	Le projet de parc photovoltaïque n'utilisera pas la ressource en eau et ne fera pas de rejets aqueux dans le milieu naturel.
2 : Améliorer la qualité des eaux pour garantir les usages et besoins répertoriés sur le bassin versant	Un cours d'eau est présent à 40 m au nord du site. Cependant, aucun rejet aqueux ne sera fait dans le milieu naturel en phase de travaux et d'exploitation du parc photovoltaïque.
3 : Opter pour une gestion et une maîtrise collective des hydrosystèmes de la Vie et du Jaunay.	Une zone humide protégée au titre de l'article 5 du SAGE Vie et Jaunay est présente au droit du site. Les inventaires écologiques ont permis de cartographier les zones humides présentes au sein de la zone d'étude. Le projet a évité le sud de la zone d'étude afin de conserver la zone humide présente. Sur les 50 448 m^2 de zone humide identifiées sur la zone d'étude, seules 9 960 m^2 seront impactées par le projet. Une démarche est en cours pour définir des terrains de compensation de zones humides.
4 : Favoriser les initiatives locales de développement du territoire dans le respect de la préservation des milieux	*Ces objectifs concernent les pouvoirs publics.*

Le projet est compatible avec les objectifs du SAGE Vie Jaunay.

9.3. Contrat de Milieu

Le projet n'est pas concerné par un contrat de milieu.

9.4. PGRI Loire Bretagne 2022-2027

Le PGRI traite d'une manière générale de la protection des biens et des personnes. Que ce soit à l'échelle du bassin Loire-Bretagne ou des TRI, les contours du PGRI se structurent autour des 5 grands objectifs complémentaires listés ci-dessous :

Le tableau suivant récapitule les objectifs qui concernent le projet.

Tableau 21 : Objectifs du PGRI concernés par le projet

Thème	Projet concerné / non concerné
Objectif N°1 : Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines	Un cours d'eau est présent à 40 m au nord du site mais le projet se situe hors zone inondable. Le projet tient compte du fonctionnement naturel du milieu, notamment du ruissellement, et de la préservation des zones humides en mettant en place diverses mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivi. Le projet est éloigné du littoral.
Objectif N°2 : Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque	Non concerné.
Objectif N°3 : Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable	Non concerné.
Objectif N°4 : Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale	Non concerné.
Objectif N°5 : Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation	Non concerné.
Objectif N°6 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à une situation normale	Non concerné.

Le projet est compatible avec les objectifs du PGRI.

9.5. Schéma Régional de Cohérence Ecologique

Selon le SRCE des Pays de la Loire, approuvé le 16 octobre 2015, la zone du projet n'est pas située au sein d'une trame verte et bleue.

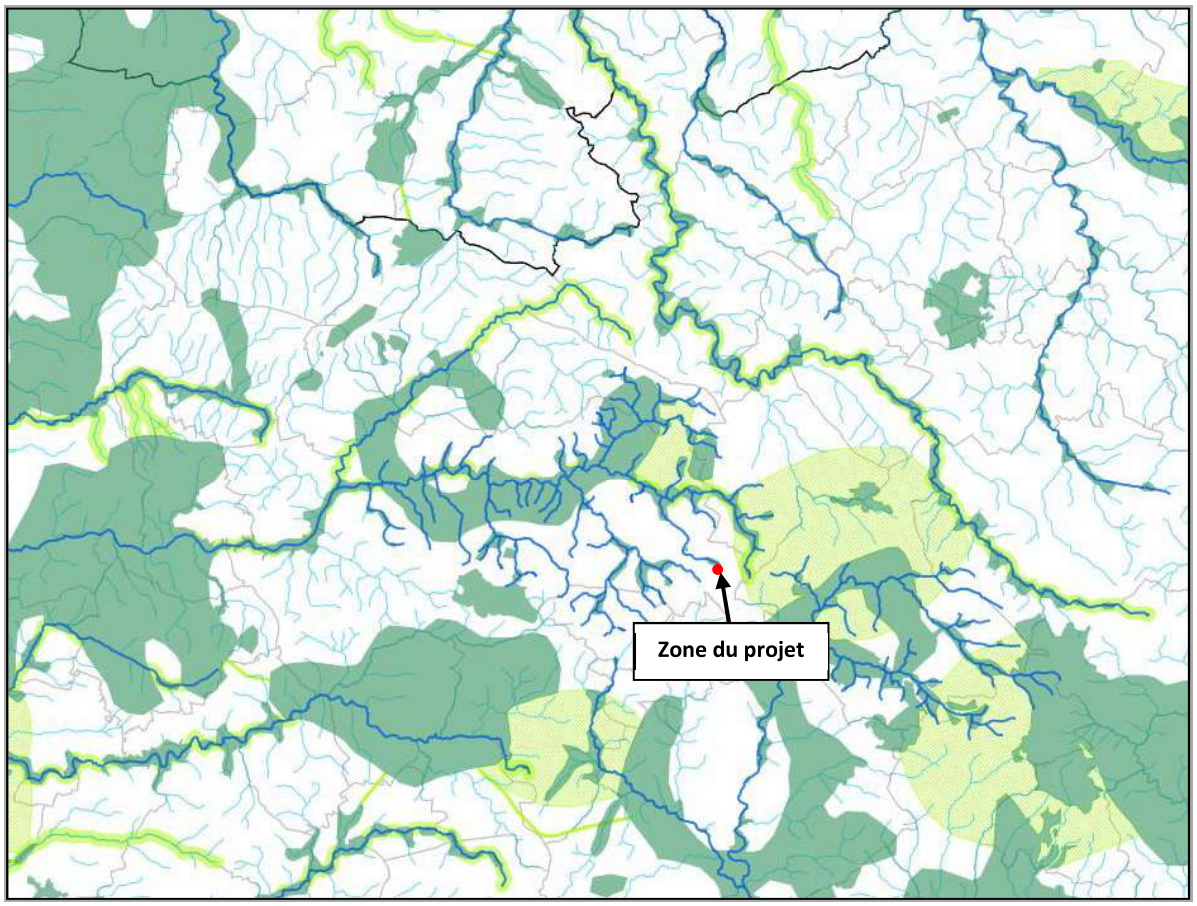


Figure 29 : Trame Verte et Bleue

Le projet est concerné par le SRCE des Pays de la Loire et est compatible avec le SRCE.

9.6. Plan Local d'Urbanisme Intercommunale (PLUi)

L'occupation du sol sur la commune du Poiré-sur-Vie est régie par un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et Habitat (PLUi-H) approuvé le 22 février 2021. La zone du projet se situe en zone A « Zone Agricole » du PLUi. Il s'agit d'un terrain actuellement utilisé en prairie permanente par un exploitant de la même commune.

Le règlement du PLUi-H indique que pour la zone A, sont autorisées les constructions, installations, travaux et ouvrages techniques nécessaires aux services publics et ou d'intérêts collectifs dès lors :

- qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou forestière du terrain sur lequel ils sont implantés,
- qu'ils ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Le projet porté par EPSE 21B permet une activité agricole sur l'emprise du parc photovoltaïque. Les enjeux naturels et paysagers ont été pris en compte via notamment l'évitement de la zone sud et des mesures de réduction (piste enherbée, éloignement entre le bord des panneaux et les arbres conservés…).

Le projet de centrale photovoltaïque du Poiré-sur-Vie est compatible avec le document d'urbanisme intercommunal en vigueur.

10. Moyens de surveillance, d'entretien et d'intervention prévus

Afin de suivre la mise en œuvre du projet, il est proposé la mise en place de 2 actions :

- Suivi des exploitations,
- Comité de suivi.

3 mesures de suivis sont prévues :

- Un suivi sera réalisé en phase chantier afin d'assurer le bon déroulement des aménagements écologiques et des mesures de réduction.
- Un suivi sera réalisé en phase opérationnel afin de contrôler l'évolution des milieux à enjeux.
- Un suivi des mesures compensatoire est préconisé afin d'évaluer l'efficacité des mesures proposées

Observations sur l'utilisation du rapport

Ce rapport, ainsi que les cartes ou documents, et toutes autres pièces annexées constituent un ensemble indissociable. Les incertitudes ou les réserves qui seraient mentionnées dans la prise en compte des résultats et dans les conclusions font partie intégrante du rapport.

En conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou d'une reproduction partielle de ce rapport et de ses annexes ainsi que toute interprétation au-delà des énonciations d'Antea Group ne sauraient engager la responsabilité de celui-ci. Il en est de même pour une éventuelle utilisation à d'autres fins que celles définies pour la présente prestation.

Les résultats des prestations et des investigations s'appuient sur un échantillonnage ; ce dispositif ne permet pas de lever la totalité des aléas liés à l'hétérogénéité des milieux naturels ou artificiels étudiés. Par ailleurs, la prestation a été réalisée à partir d'informations extérieures non garanties par Antea Group ; sa responsabilité ne saurait être engagée en la matière.

Antea Group s'est engagé à apporter tout le soin et la diligence nécessaire à l'exécution des prestations et s'est conformé aux usages de la profession. Antea Group conseille son Client avec pour objectif de l'éclairer au mieux. Cependant, le choix de la décision relève de la seule compétence de son Client.

Le Client autorise Antea Group à le nommer pour une référence scientifique ou commerciale. A défaut, Antea Group s'entendra avec le Client pour définir les modalités de l'usage commercial ou scientifique de la référence.

Ce rapport devient la propriété du Client après paiement intégral de la mission, son utilisation étant interdite jusqu'à ce paiement. A partir de ce moment, le Client devient libre d'utiliser le rapport et de le diffuser, sous réserve de respecter les limites d'utilisation décrites ci-dessus.

Pour rappel, les conditions générales de vente ainsi que les informations de présentation d'Antea Group sont consultables sur : https://www.anteagroup.fr/fr/annexes